

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

31 octobre 2023

**EXPOSÉ D'ORIENTATION
POLITIQUE (*)****Justice**

*Voir:***Doc 55 1610/ (2020/2021):**

001: Liste des exposés d'orientation politique.
 002 à 024: Exposés d'orientation politique.
 025 à 063: Rapports.
 064: Exposé d'orientation politique.
 065: Rapport.
 066: Exposé d'orientation politique.
 067 et 068: Rapports.
 069: Exposé d'orientation politique.
 070: Rapport.
 071 à 073: Exposés d'orientation politique.
 074 à 076: Rapports.
 077: Exposés d'orientation politique.
 078: Rapport.
 079: Exposé d'orientation politique.

(*) Conformément à l'article 121*bis* du Règlement.BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

31 oktober 2023

BELEIDSVERKLARING (*)**Justitie**

*Zie:***Doc 55 1610/ (2020/2021):**

001: Lijst van beleidsverklaringen.
 002 tot 024: Beleidsverklaringen.
 025 tot 063: Verslagen.
 064: Beleidsverklaring.
 065: Verslag.
 066: Beleidsverklaring.
 067 en 068: Verslagen.
 069: Beleidsverklaring.
 070: Verslag.
 071 tot 073: Beleidsverklaringen.
 074 tot 076: Verslagen.
 077: Beleidsverklaringen.
 078: Verslag.
 079: Beleidsverklaring.

(*) Overeenkomstig artikel 121*bis* van het Reglement.

10516

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

Suite à la démission de mon prédécesseur Vincent Van Quickenborne, je me présente à vous en tant que nouveau ministre de la Justice.

À ce titre, je tiens à vous présenter mon exposé d'orientation politique qui est basé sur le travail accompli au cours des trois dernières années. Je compte poursuivre ce travail sans faiblir jusqu'à la fin de cette législature.

Nous pouvons d'ores et déjà affirmer que le train de la numérisation a atteint sa vitesse de croisière. Après 50 ans, les courtes peines de prison sont à nouveau exécutées afin de lutter contre l'impunité. Les maisons de détention et les accompagnateurs de détention sont deux des éléments qui ont contribué à donner plus de sens à la détention. Les délinquants sexuels sont punis plus sévèrement suite à l'adoption du nouveau droit pénal sexuel. Grâce aux centres de prise en charge des violences sexuelles et à l'alarme mobile anti-harcèlement, les victimes bénéficient d'un système d'aide plus efficace. Notre droit pénal entre enfin dans le XXI^e siècle, avec un projet de nouveau Code pénal, pour ne citer que quelques exemples de réalisations.

Les résultats obtenus jusqu'à présent et les nombreux projets qui figurent encore au programme pour les mois à venir, n'auraient pas été possibles sans l'engagement des plus de 27.000 personnes qui travaillent pour la Justice et de l'ensemble de nos partenaires. Nous leur sommes extrêmement reconnaissants de leur engagement au quotidien.

1. Plus rapide

1.1. Une justice plus moderne

1.1.1. Un employeur attractif

Une équipe de plus de 27.000 personnes qui regorge de talents travaille à la Justice. Une des conditions de base pour rendre la justice plus rapide, plus humaine et plus ferme, est d'être avant tout un employeur attractif et concerné. En effet, ce n'est qu'ainsi que nous pourrions conserver ces nombreux talents, attirer de nouvelles recrues motivées et améliorer la justice.

Depuis le début de la législature, les chiffres du recrutement vont dans la bonne direction. Le **nombre net de magistrats** dans notre pays a augmenté de 107 unités depuis le début de la législature, soit 81 magistrats assis supplémentaires, 23 magistrats debout et trois magistrats pour la Cour de cassation. Le renforcement de 119 magistrats promis en 2021 est donc presque atteint. Ainsi entre-temps, 95,74 % des cadres légaux pour les magistrats ont été pourvus, contre 92 % exactement

Na het ontslag van mijn voorganger Vincent Van Quickenborne stel ik mij aan u voor als nieuwe minister van Justitie.

In deze hoedanigheid wil ik u graag mijn beleidsverklaring voorleggen, die voortbouwt op het werk van de afgelopen drie jaar. Ik ben van plan deze werkzaamheden onverminderd verder te zetten tot het einde van deze legislatuur.

We geven alvast prijs dat de digitaliseringstrein op kruissnelheid zit. De korte celstraffen worden na vijftig jaar weer uitgevoerd in de strijd tegen straffeloosheid. Detentie krijgt een zinnigere invulling, onder andere dankzij detentiehuisen en detentiebegeleiders. Seksuele delinquenten worden strenger gestraft, door het nieuw seksueel strafrecht. Slachtoffers worden beter worden geholpen, dankzij de Zorgcentra na Seksueel Geweld en een mobiel stalkingalarm. Onze strafwet wordt eindelijk de 21^e eeuw binnengeloodst, met een ontwerp van een nieuw Strafwetboek. En veel meer.

De resultaten tot nu toe en de vele projecten die de komende maanden nog op het programma staan, zouden onmogelijk zijn geweest zonder de inzet van de meer dan 27.000 mensen binnen Justitie en al onze partners. We zijn hen erg dankbaar voor hun dagelijks engagement.

1. Sneller

1.1. Een moderne justitie

1.1.1. Een aantrekkelijke werkgever

Bij justitie werken meer dan 27.000 mensen die bruisen van talent. Een basisvoorwaarde om Justitie sneller, menselijker en straffer te maken, is in de eerste plaats een aantrekkelijke en bekommerde werkgever zijn voor hen. Enkel zo kunnen we de vele talenten behouden, nieuwe gemotiveerde mensen aantrekken en Justitie verbeteren.

De rekruteringscijfers gaan al sinds het begin van de legislatuur de goede kant uit. Het **aantal magistraten** in ons land is netto gestegen met 107 sinds het begin van de legislatuur. Het gaat om extra 81 zittende magistraten, 23 staande magistraten en 3 magistraten voor het Hof van Cassatie. De in 2021 beloofde versterking van 119 magistraten is dus bijna bereikt. Zo is intussen 95,74 % van de wettelijke kaders aan magistraten ingevuld, ten opzichte van precies 92 % in oktober 2020. De

en octobre 2020. Les mesures de la charge de travail seront connues pour les cours et les tribunaux et le ministère public respectivement à la fin de 2023 et au printemps 2024. Ensuite, la répartition des moyens pourra être envisagée pour mieux aligner les cadres prévus sur la réalité. Les cadres flexibles ont déjà été instaurés par la loi et un arrêté royal d'exécution est en cours de préparation.

Au cours de la prochaine année de travail, nous continuerons à remplir les cadres. Plusieurs mesures ont été prises à cet effet. Depuis le début de 2023, le Conseil supérieur de la Justice organise à nouveau deux examens d'aptitude par an. Nous prenons des mesures supplémentaires pour promouvoir l'afflux de magistrats. Le statut social des magistrats, qui comprend des dispositions en matière de vacances, de congés, de maladie et de fin de carrière, entrera également en vigueur dans le courant de l'année 2024. Il doit rendre la fonction plus attractive. Nous travaillons également à l'adaptation de la procédure disciplinaire afin que des mesures plus appropriées puissent être prises à l'encontre des magistrats qui négligent les devoirs de leur charge. Ce faisant, nous voulons donner suite à une demande formulée par la famille Van Espen dans une lettre ouverte. Les magistrats bénéficient également de formation continue. Au cours de la prochaine année de travail, l'accent sera mis entre autres sur les violences sexuelles en ligne, l'évaluation des risques, la cybercriminalité et la cybersécurité, le droit pénal de l'entreprise et, bien sûr, l'apprentissage des nombreuses nouvelles applications numériques destinées à l'ordre judiciaire.

Le remplissage du cadre des **greffiers** a considérablement progressé. Ce cadre est actuellement pourvu à 86 %, alors qu'il ne l'était qu'à 79 % au début de la législature. De même, le remplissage du cadre des **secrétaires** a également progressé. Aujourd'hui, le cadre est pourvu à 85 %, alors qu'en octobre 2020, il l'était à 83 %. Les cadres réglementaires relatifs au personnel des greffes et des parquets sont en train d'être adaptés pour mieux répondre aux besoins actuels. Compte tenu de la numérisation et de l'évolution des besoins sur le terrain, le projet "**Greffier du futur**" a été lancé afin d'identifier les difficultés du métier de greffier. Le statut, les conditions de rémunération et l'évolution de carrière seront également examinés. Ces démarches devraient renforcer l'attractivité de la profession.

Il va sans dire que le personnel judiciaire est indispensable au fonctionnement de la justice. Le nombre de **référéndaires** s'élève désormais à 148, soit près de trois fois plus qu'au début de la législature (53). Le nombre de **juristes de parquet** a également fortement augmenté, passant de 243 au début de la législature à 360. Par ailleurs, 85 **criminologues** sont aujourd'hui

werklasmetingen zullen respectievelijk voor de hoven en rechtbanken en het Openbaar Ministerie tegen eind 2023 en het voorjaar van 2024 gekend zijn. Daarna kan de herverdeling van de middelen bekeken worden om de voorziene kaders beter af te stemmen op de realiteit. De flexibele kaders zijn reeds bij wet ingevoerd en een koninklijk besluit ter uitvoering is in de maak.

Het komende werkjaar werken we verder aan het invullen van de kaders. Hiervoor zijn verschillende maatregelen genomen. De Hoge Raad voor de Justitie organiseert sinds begin 2023 opnieuw twee examens beroepsbekwaamheid per jaar. We nemen verdere maatregelen om de instroom van magistraten te bevorderen. Ook het sociaal statuut voor magistraten, met onder andere vakantie-, verlof-, ziekte- en eindloopbaanregelingen, zal in de loop van 2024 in werking treden. Dit moet het ambt aantrekkelijker maken. We werken tevens aan een aanpassing van de tuchtprocedure zodat meer adequaat opgetreden kan worden tegen magistraten die hun ambtsplichten verzuimen. Hiermee willen we gevolg geven aan een vraag uit de open brief van de familie Van Espen. Magistraten worden ook constant bijgeschoold. Het komend werkjaar ligt de focus onder andere op digitaal seksueel geweld, risicotaxatie, cybercrime en -veiligheid, ondernemingsstrafrecht en uiteraard het leren werken met de talloze nieuwe digitale applicaties voor de rechterlijke orde.

De invulling van het kader van **griffiers** is er fors op vooruitgaan. Momenteel is het kader voor 86 % ingevuld, terwijl dit aan het begin van de legislatuur slechts 79 % was. Ook de invulling van het kader van **secretarissen** is erop vooruitgegaan. Vandaag is het kader voor 85 % ingevuld, terwijl dat in oktober 2020 83 % was. De reglementaire personeelskaders van de griffies en de parketten worden aangepast om beter tegemoet te komen aan de hedendaagse noden. Gelet op de digitalisering en de veranderende noden op het terrein is het project "**Griffier van de toekomst**" opgestart, om de moeilijkheden van de job als griffier in kaart te brengen. Ook het statuut, de loonvoorwaarden en de loopbaan-evolutie worden bekeken. Dit moet de aantrekkelijkheid van het beroep verhogen.

Het spreekt voor zich dat het gerechtspersoneel onmisbaar is voor de werking van justitie. Het aantal **referendarissen** bedraagt inmiddels 148, wat bijna een verdrievoudiging is ten opzichte van het begin van de legislatuur (53). Ook het aantal **parketjuristen** is fors gestegen, van 243 bij het begin van de legislatuur naar 360. Er zijn intussen ook 85 **criminologen** in dienst bij

en service dans les parquets, contre environ 35 au début de la législature. De plus, cette fonction est désormais ancrée dans le Code judiciaire.

Dans le cadre de la confection du budget 2024, des budgets ont été débloqués pour prévoir des chèques-repas pour le personnel judiciaire à partir du 1^{er} mai 2024. Cette mesure doit contribuer à l'attractivité de la fonction. Des travaux sont également en cours pour moderniser le statut du personnel judiciaire. Il s'agit entre autres d'adapter les procédures de recrutement pour rendre l'emploi plus attractif, de réformer la procédure d'évaluation et d'adapter le système de cumul des rémunérations pour permettre à un plus grand nombre de collaborateurs de combiner leur emploi avec un emploi complémentaire.

Les **chiffres de recrutement dans l'administration pénitentiaire** sont également en hausse. En effet, depuis le début de la législature, 2.666 nouvelles personnes ont été recrutées. Cette augmentation a eu notamment lieu grâce à l'organisation de nombreux événements pour l'emploi, des campagnes de promotion telles que C'est Just, des collaborations avec divers sites internet consacrés à l'emploi, les affiches dans les rues et les transports publics, et la procédure de sélection accélérée qui permet aux directions de prisons de recruter localement. Ainsi en Flandre, 98 % des cadres du personnel dans l'administration pénitentiaire ont été pourvus, contre 96,2 % au début de la législature. En Wallonie, le taux de remplissage est de 98,7 % contre 96,2 %. Il n'y a qu'à Bruxelles que le taux de remplissage a connu une baisse: il est passé de 95,9 % à 93 %. Cette baisse s'explique par l'ouverture de la nouvelle prison de Haren qui a considérablement élargi le cadre. Il y reste encore 67 postes vacants. La prime de Bruxelles, en vigueur depuis mai 2023, devrait permettre de remplir ces derniers postes vacants. 98 profils de soins ont également été recrutés. Par ailleurs, nous essaierons d'encore recruter environ 80 soignants supplémentaires au cours de l'année à venir. Dans l'ensemble, nous pouvons dire que les effectifs ont considérablement progressés au cours de l'année écoulée.

Pendant la prochaine année de travail, nous poursuivons nos efforts pour compléter les cadres. À cette fin, des efforts supplémentaires seront déployés en matière d'*employer branding*. Des mesures ont également été prises pour **mieux soutenir le personnel** et accroître son bien-être. Ainsi, depuis décembre 2022, un accompagnement psychosocial est prévu en cas d'événements traumatisants sur le lieu de travail. 67 membres du personnel ont déjà fait usage de cette possibilité. Des projets visant à apprendre à gérer les conflits et l'agressivité ont entre-temps été introduits dans 24 prisons et seront étendus à l'ensemble des prisons. Une procédure de réintégration sera également lancée pour aider les

de parketten, ten opzichte van een 35-tal bij het begin van de legislatuur. Deze functie werd bovendien wettelijk verankerd in het Gerechtelijk Wetboek.

In het kader van de begrotingsopmaak 2024 werden budgetten uitgetrokken om maaltijdcheques te voorzien voor het gerechtspersoneel, met ingang vanaf 1 mei 2024. Dit moet bijdragen tot de aantrekkelijkheid van de functie. Er wordt ook gewerkt aan een modernisering van het statuut van het gerechtspersoneel. Dit gaat onder andere over een aanpassing van de aanwervingsprocedures zodat de job aantrekkelijker wordt, een hervorming van de evaluatieprocedure en de aanpassing van het cumulverbod zodat meer personeelsleden hun job kunnen combineren met een bijverdienste.

Ook de **rekruteringscijfers bij het gevangeniswezen** zitten in de lift. Sinds het begin van de legislatuur zijn 2.666 nieuwe mensen aangetrokken. Dit is onder meer te danken aan de vele jobevents die werden georganiseerd, promotiecampagnes zoals Da's Just, samenwerkingen met verschillende jobwebsites, affiches in het straatbeeld en op het openbaar vervoer en de versnelde selectieprocedure waarbij gevangenisdirecties lokaal kunnen rekruteren. Zo is in Vlaanderen 98 % van de personeelskaders binnen het gevangeniswezen ingevuld, ten opzichte van 96,2 % in het begin van de legislatuur. In Wallonië gaat het om een invullingsgraad van 98,7 % ten opzichte van 96,2 %. Enkel in Brussel is de opvullingsgraad gedaald: 93 % ten opzichte van 95,9 %. De hoofdreden hiervoor is de opening van de nieuwe gevangenis van Haren, waardoor het kader fors is uitgebreid. Daar staan nog 67 vacante plaatsen open. De Brusselpremie die sinds mei 2023 van kracht is, moet ervoor zorgen dat die laatste plaatsen ingevuld raken. Er zijn ook 98 zorgprofielen aangeworven. Het komende jaar proberen we nog zo'n 80 bijkomende zorgkrachten bij te rekruteren. Over het algemeen kan worden gesteld dat de personeelsbezetting er het afgelopen jaar fors op vooruit is gegaan.

Het komende werkjaar blijven we inspanningen leveren om de kaders verder op te vullen. Hiervoor wordt verder ingezet op employer branding. Er zijn ook maatregelen genomen om het **personeel beter te ondersteunen** en het welzijn te verhogen. Zo is er sinds december 2022 psychosociale begeleiding voorzien bij traumatische gebeurtenissen op het werk. 67 personeelsleden maakten reeds gebruik van dit aanbod. De projecten om te leren omgaan met conflict en agressie zijn intussen ingevoerd in 24 gevangenissen en worden verder uitgebreid naar alle gevangenissen. Tevens wordt een re-integratieprocedure opgestart om medewerkers die langdurig afwezig waren te begeleiden om het werk te

collaborateurs absents de longue durée à reprendre le travail. Une assistance de première ligne a également été mise en place pour les collaborateurs confrontés à des difficultés sociales, familiales ou financières. Ils peuvent se tourner vers le service social pour obtenir du soutien. Enfin, un projet pilote de déconnexion mentale a eu lieu.

En ce qui concerne les nouveaux **uniformes**, pratiquement tous les agents pénitentiaires en ont reçu un. La dernière livraison aura lieu dans le courant du deuxième semestre de 2024, après quoi tout le monde disposera d'un nouvel uniforme.

Des efforts sont également déployés pour **améliorer les vérifications de sécurité** du personnel pénitentiaire lors de son recrutement et au cours de sa carrière, afin de mieux garantir la sécurité à l'intérieur et à l'extérieur des établissements. En effet, le personnel pénitentiaire constitue une cible d'approche potentielle pour les organisations criminelles. Nous voulons mieux gérer ce risque en améliorant les vérifications de sécurité du personnel. Les textes de loi relatifs à cette question sont en cours de discussion au sein du gouvernement.

1.1.2. *Modernisation du statut des avocats, des huissiers de justice, des juristes d'entreprise et des notaires*

Pour la première fois depuis 2006, le statut des **avocats** sera modernisé en concertation avec les Ordres des avocats. Cette réforme légale devrait garantir l'attractivité de la profession à l'avenir, assurer la qualité des services et accroître la transparence. Les grandes lignes de la réforme sont l'introduction de la possibilité d'exercer la profession d'avocat sous le statut d'employé, un droit disciplinaire amélioré et plus objectif et un régime de stage plus praticable. Il n'a pas été touché à l'indépendance, ni à l'autonomie, ni aux structures de ce groupe professionnel. Le Conseil des ministres a approuvé le projet de loi en première lecture. Après avis du Conseil d'État et une deuxième lecture, le Parlement pourra se pencher sur cette modification législative. La condition de nationalité pour les avocats a déjà été supprimée et a été remplacée par une condition de diplôme.

Le **notariat** a subi d'importants changements. L'arrêté modifiant les tarifs est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2023. Dans ce cadre, une réduction a été appliquée aux honoraires et aux frais administratifs demandés à l'achat d'un logement familial et pour l'acte de crédit hypothécaire. Pour les actes familiaux également, comme les procurations, les actes de succession, l'acceptation ou le refus d'une succession sous bénéfice d'inventaire, des tarifs fixes sont appliqués depuis lors. Nous nous attaquerons également à certains excès apparus au fil du temps.

hervatten. Er werd eveneens ingezet op eerstelijns hulpverlening voor medewerkers die geconfronteerd worden met sociale, familiale en financiële moeilijkheden. Zij kunnen terecht bij de sociale dienst voor ondersteuning. Tot slot heeft er een pilootproject mentale loskoppeling plaatsgevonden.

Inzake de nieuwe **uniformen** heeft nagenoeg elke penitentiair beambte een nieuw uniform gekregen. In de eerste helft van 2024 volgt de laatste levering waarna iedereen in het bezit zal zijn van een nieuw uniform.

Er wordt ook gewerkt aan een **betere veiligheidsscreening** van het penitentiair personeel bij aanwerving en gedurende de loopbaan, om de veiligheid binnen de inrichting en daarbuiten beter te kunnen garanderen. Penitentiaire medewerkers zijn immers potentiële doelwitten om benaderd te worden door criminele organisaties. Dit risico willen we beter beheersen door een betere veiligheidsscreening van het personeel. De wetteksten hierover worden thans besproken binnen de regering.

1.1.2. *Modernisering statuut advocatuur, gerechtsdeurwaarders, bedrijfsjuristen en notariaat*

Voor het eerst sinds 2006 wordt het statuut van de **advocaat** in overleg met de Ordes van advocaten gemoderniseerd. Deze wettelijke hervorming moet de aantrekkelijkheid van het beroep in de toekomst garanderen, de kwaliteit van de dienstverlening verzekeren en de transparantie verhogen. De krijtlijnen van de hervorming zijn de invoering van de mogelijkheid om het beroep van advocaat uit te voeren onder het statuut van werknemer, een beter en objectiever tuchtrecht en een meer werkbare stageregeling. Er wordt niet geraakt aan de onafhankelijkheid en het zelfbestuur van de beroepsgroep, noch aan de structuren. De Ministerraad keurde het wetsontwerp in eerste lezing goed. Na advies van de Raad van State en een tweede lezing kan het parlement zich buigen over deze wetswijziging. De nationaliteitsvoorwaarde voor advocaten werd reeds afgeschaft en vervangen door een diplomavooraarde.

Het **notariaat** onderging grote wijzigingen. Het aangepast tariefbesluit trad op 1 januari 2023 in werking. Daarbij werd een verlaging doorgevoerd van de erelonen en administratieve kosten bij de aankoop van een gezinswoning en bij de kredietakte. Ook voor de familiale akten worden sindsdien vaste tarieven gehanteerd, zoals de zorgvolmacht, een akte van erfopvolging en een aanvaarding of verwerping van een nalatenschap onder voorrecht van boedelbeschrijving. Bepaalde excessen die doorheen de tijd zijn ontstaan, worden

Ainsi, lors de la vente d'appartements ou en cas de lotissements, la réglementation prévoit que le notaire qui exécute l'acte de base est également responsable des actes de vente de l'ensemble des appartements ou parcelles. Et la facture du notaire distinguera clairement les honoraires, les dépenses pour tiers et les frais de dossier. La tarification a également été adaptée en faveur des jeunes entrepreneurs. En collaboration avec la fédération du secteur et la chambre nationale des notaires, nous suivons attentivement l'impact de cette réforme sur les études.

Le deuxième volet de la réforme concerne une modification de la loi contenant organisation du notariat, qui est entrée elle aussi en vigueur le 1^{er} janvier 2023. Dans ce cadre, le statut de notaire employé a été instauré. Ils peuvent agir en tant que notaire à part entière. De ce fait, la profession sera mieux armée pour l'avenir. Le service et le rôle social que remplissent les notaires seront garantis par le maintien du système de subventionnement croisé par le biais du Fonds du notariat. Ce mécanisme de solidarité est ajusté en tenant compte des changements proposés en matière d'honoraires et de frais. Enfin, le droit disciplinaire notarial, conjointement à celui des huissiers, a également été réformé et renforcé. Il entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Pour le groupe professionnel des **huissiers de justice**, des modifications importantes ont été apportées à la loi en matière de statut, de limite d'âge, de certificat de stage numérique, de procédure de nomination et d'optimisation de la législation existante autour du Fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif des dettes et de protêt. La loi a été publiée au *Moniteur belge* le 30 décembre 2022. L'arrêté royal permettant la vente publique de biens mobiliers en ligne et l'arrêté royal visant à étendre le Registre central des actes authentiques dématérialisés des huissiers de justice aux actes non signifiés ont déjà été adoptés.

Par ailleurs, un certain nombre d'autres modifications sont encore prévues, concernant le comité de direction et l'assemblée générale de la Chambre nationale des huissiers de justice, la réduction de l'ancienneté en tant qu'huissier maître de stage, la poursuite automatique d'un mandat judiciaire par l'huissier de justice suppléant et une sanction pour l'usurpation du titre d'huissier de justice. Ces modifications législatives sont incluses dans la loi portant dispositions en matière de digitalisation de la justice et dispositions diverses, approuvée par le Conseil des ministres. Le projet de loi sera soumis au Parlement au cours de la prochaine année de travail. Un certain nombre de modifications supplémentaires

ont également été prises. Zo is het bij de verkoop van appartementen of bij verkavelingen reglementair voorzien dat de notaris die de basisakte verlijdt ook instaat voor de verkoopakten van alle verschillende appartementen of kavels. De factuur van de notaris maakt een duidelijk onderscheid tussen erelonen, uitgaven aan derden en administratieve dossierkosten. De tarifiering werd ook aangepast in het voordeel van startende ondernemers. De impact van deze hervorming op de kantoren wordt, samen met de sectorfederatie en nationale kamer van notarissen, nauwlettend opgevolgd.

Het tweede luik van de hervorming betreft een aanpassing van de wet op het notarisambt, waarvan de wijziging eveneens op 1 januari 2023 in werking trad. Hierbij werd het statuut van notaris-werknemer ingevoerd. Zij kunnen optreden als een volwaardig notaris. Hierdoor wordt het beroep toekomstbestendiger. De dienstverlening en de sociale rol die notarissen vervullen, wordt gegarandeerd door het behoud van het systeem van cross-subsidiëring via het Notarieel Fonds. Dit solidariteitsmechanisme is aangepast, rekening houdend met de voorgestelde wijzigingen aan de erelonen en kosten. Tot slot werd ook het notarieel tuchtrecht, samen met dat van gerechtsdeurwaarders, hervormd en aangescherpt. Dit zal in werking treden op 1 januari 2024.

Voor de beroepsgroep van de **gerechtsdeurwaarders** zijn belangrijke wetswijzigingen doorgevoerd inzake het statuut, de maximale leeftijd, een digitaal stagecertificaat, de benoemingsprocedure, optimalisering van de bestaande wetgeving rond het Centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest. De wet werd op 30 december 2022 gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*. Ook het koninklijk besluit dat online openbare verkoop van roerende goederen mogelijk maakt en het koninklijk besluit om het Centraal register van gedematerialiseerde authentieke akten van gerechtsdeurwaarders uit te breiden naar niet-betekende akten, werden reeds aangenomen.

Daarnaast staan nog een aantal aanpassingen gepland, met betrekking tot het directiecomité en de algemene vergadering van de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders, de verlaging van de anciënniteit als stagemeeester, de automatische voortzetting van een gerechtelijk mandaat door de vervangend gerechtsdeurwaarder en een straf voor aanmatiging van de titel van gerechtsdeurwaarder. Deze wetswijzigingen zijn opgenomen in de wet Digitalisering en Diverse Bepalingen I, goedgekeurd door de Ministerraad. Het wetsontwerp wordt het komende werkjaar voorgelegd aan het parlement. Nog een aantal bijkomende aanpassingen zullen opgenomen worden in een nieuwe wet. Deze zijn gericht

seront incluses dans une nouvelle loi. Elles visent à réduire les coûts pour toutes les parties concernées et à accroître l'efficacité.

Le cadre juridique de l'Institut des **juristes d'entreprise** a été revu. L'arsenal disciplinaire de l'Institut est modifié pour inclure notamment des modalités en cas de suspension ou de radiation. Désormais, il est également possible lorsqu'un mandat devient vacant de coopter un membre jusqu'à la prochaine assemblée générale. La confidentialité des avis des juristes d'entreprise est étendue à la correspondance interne et aux documents préparatoires s'y rapportant. Un arrêté royal modifiant le règlement disciplinaire est en cours d'élaboration et sera publié au cours de la prochaine année de travail.

1.1.3. *Des bâtiments modernes*

La Régie des Bâtiments est le gestionnaire des biens immobiliers fédéraux et est responsable, entre autres, de la construction et de la rénovation de nos palais de justice et de nos prisons. Le SPF Justice est responsable de l'entretien et des petites réparations. Pour l'ordre judiciaire et l'administration pénitentiaire, il existe le service *Buildings & Facilities*.

En vue d'obtenir de meilleurs palais de justice et de meilleures conditions de travail pour les collaborateurs, la réorganisation de la gestion des bâtiments se fait de manière uniforme pour chaque ressort. Les règles de priorité ont été adaptées suite à un audit interne et après avoir interrogé le Collège des cours et tribunaux et du Collège du ministère public.

Le **palais de justice de la Britselei** à Anvers a été solennellement inauguré en juin 2023. Le bâtiment historique du XIX^e siècle a été magnifiquement restauré et rénové. Le premier procès d'assises s'y est tenu en septembre. Le 10 septembre, il a participé à la journée du patrimoine et une bourse pour l'emploi y a été organisée. L'intérêt a été massif et en seulement deux jours les visites guidées affichaient complet. Ce projet prouve qu'une rénovation et une restauration historiques peuvent aller de pair avec un fonctionnement moderne de la justice. L'accent est mis sur un accueil humain des victimes, avec des salles d'attente séparées pour les victimes et les prévenus, un local pour l'accueil des victimes et un greffe à l'avant-poste pour veiller à ce que tout le monde puisse trouver son chemin. Le bâtiment a également été rendu beaucoup plus accessible aux personnes ayant des difficultés pour se déplacer. Le bâtiment est équipé d'une technologie de sécurité de pointe, comprenant 84 caméras de surveillance, des boutons d'urgence dans chaque salle d'audience et un système étendu de détection des intrusions.

op kostenbesparingen voor alle betrokkenen en een verhoogde efficiëntie.

Het juridisch kader voor het Instituut voor **bedrijfsjuristen** werd herzien. Het tuchtarsenaal van het Instituut is gewijzigd met onder meer modaliteiten in geval van schorsing of schrapping. Het is ook mogelijk geworden om, bij het vrijkomen van een mandaat, een lid te co-opteren tot aan de volgende algemene vergadering. De vertrouwelijkheid van de adviezen van bedrijfsjuristen wordt uitgebreid tot de hieraan gerelateerde interne correspondentie en voorbereidende documenten. Een koninklijk besluit tot wijziging van het tuchtreglement is in voorbereiding en zal het komend werkjaar worden gepubliceerd.

1.1.3. *Eigentijdse gebouwen*

De Regie der Gebouwen is de federale vastgoedbeheerder en is verantwoordelijk voor de bouw en renovatie van onder andere onze gerechtsgebouwen en gevangenissen. De FOD Justitie is verantwoordelijk voor het onderhoud en het uitvoeren van kleine herstellingen. Zowel voor de rechterlijke orde als voor het gevangeniswezen is er de dienst *Buildings & Facilities*.

De reorganisatie van het gebouwenbeheer vindt op een uniforme wijze voor elk ressort plaats, met het oog op betere gerechtsgebouwen en betere werkomstandigheden voor de medewerkers. De prioriteitenregeling werd aangepast na een interne audit en bevraging van het College van hoven en rechtbanken en het College van het openbaar ministerie.

In juni 2023 werd het **gerechtsgebouw Britselei** in Antwerpen plechtig geopend. Het historisch gebouw uit de 19de eeuw werd prachtig gerestaureerd en gerenoveerd. De eerste assisenzaak vond in september plaats. Op 10 september was er een deelname aan de open monumentendag en vond er een jobbeurs plaats. Er was massale belangstelling, de gegidste rondleidingen waren op twee dagen uitverkocht. Dit project bewijst dat een historische renovatie en restauratie hand in hand kan gaan met een moderne justitie-werking. Er is heel wat oog voor een menselijke opvang van slachtoffers, met aparte wachtzalen voor slachtoffers en beklaagden, een lokaal voor slachtofferonthaal en een vooruitgeschoven griffie zodat niemand er verloren loopt. Het gebouw is ook veel toegankelijker gemaakt voor mensen die minder goed ter been zijn. Het gebouw is voorzien van de modernste beveiligingstechnieken, met onder andere 84 bewakingscamera's, noodknoppen in elke rechtszaal en een uitgebreid inbraakdetectiesysteem.

En 2023, le bon déroulement du procès sur les attentats terroristes de mars 2016 sur le site **Justitia** à Evere a été une priorité absolue pour le service *Buildings & Facilities*. Après que la présidente de la cour d'assise a décidé qu'il fallait démonter les box des accusés, des mesures ont été prises rapidement pour effectuer les modifications nécessaires et permettre le bon déroulement du procès. L'ensemble du procès a demandé beaucoup de travail mais après ce début mouvementé, il s'est parfaitement déroulé sur le plan de l'organisation grâce au dévouement d'un grand nombre de personnes. Le site Justitia peut désormais aussi être utilisé pour d'autres procès de grande ampleur et potentiellement risqués. En novembre, le procès "ENCRO", qui découle du dossier Sky ECC, débutera avec 125 prévenus, dont 47 sont en détention.

L'organisation de la mise en service du **palais de justice de Namur** est prévue pour 2024. La centralisation des services judiciaires sur un site de 35.000 m² constituera une amélioration considérable pour les justiciables de la région.

La Régie des Bâtiments a entamé les travaux de restauration de la façade du **Palais de Justice** de Bruxelles. Les travaux dureront deux ans. La Régie a également exprimé son ambition de débarrasser, d'ici 2030, le palais de justice de ses échafaudages devenus, au fil du temps, tristement célèbres. De son côté, la Justice a également réalisé des travaux de rafraîchissement avec son propre budget, comme le renouvellement de la peinture de la salle d'audience de la Cour de cassation, des deux grandes salles d'audience de la cour d'appel et de bureaux de magistrats. L'éclairage de la bibliothèque de la Cour de cassation a été entièrement remplacé par des lampes LED.

À l'instar des années précédentes, plusieurs **projets de sécurisation** ont eu lieu en 2023 dans les palais de justice, notamment, de Louvain, Termonde, Bruxelles, Courtrai, Gand, Charleroi, Huy, Liège et autres justices de paix. Il s'agit principalement d'installer des contrôles d'accès, de nouvelles caméras de surveillance ou des caméras supplémentaires, de mettre en place un système de détection des intrusions et d'équiper de boutons-poussoirs anti-agression les salles d'audience et les zones accessibles au public, comme les greffes. L'année prochaine, nous poursuivrons le travail en vue de mieux sécuriser les palais de justice. Le contrat des *scan lanes* existants doit être renouvelé et nous avons libéré des moyens pour deux *scan lanes* supplémentaires.

Un budget a été débloqué pour que chaque ressort judiciaire puisse continuer à travailler sur le **projet de**

Voor de dienst Buildings en Facilities was in 2023 het vlot verloop van het proces over de terroristische aanslagen van maart 2016 op de site **Justitia** in Evere een absolute prioriteit. Nadat door de voorzitter van het hof van Assisen werd beslist dat de box van de beklaagden moest worden ontmanteld, is er snel geschakeld om de noodzakelijke aanpassingen te doen en het proces vlot te kunnen laten verlopen. Het hele proces was zeer arbeidsintensief maar verliep op vlak van organisatie na deze woelige start voortreffelijk dankzij de inzet van vele mensen. De site Justitia kan nu ook gebruikt worden voor andere omvangrijke en mogelijk risicovolle processen. In november start het proces "ENCRO", een uitloper van het dossier Sky ECC, met 125 beklaagden onder wie 47 aangehouden.

In 2024 is de organisatie van de ingebruikname van het **gerechtshuis van Namen** gepland. De centralisatie van de gerechtelijke diensten in één site van 35.000 m² zal een enorme verbetering zijn voor de rechtzoekenden in de regio.

De Regie der Gebouwen heeft de restauratie van de voorgevel van het Brusselse **Justitiepaleis** aangevat. De werkzaamheden zullen twee jaar duren. De Regie heeft voorts de ambitie uitgesproken om het Justitiepaleis tegen 2030 eindelijk te verlossen van zijn intussen beruchte stellingen. Justitie voerde zelf ook opfrissingswerken uit met eigen budget, zoals het herschilderen van de zittingszaal van het Hof van Cassatie, de 2 grote zittingszalen van het hof van Beroep en bureaus van de magistraten. De verlichting van de bibliotheek van het Hof van Cassatie werd volledig vervangen door LED-lampen.

Net als in de voorbije jaren vonden er in 2023 diverse **beveiligingsprojecten** plaats in de gerechtshuizen van o.a. Leuven, Dendermonde, Brussel, Kortrijk, Gent, Charleroi, Huy, Luik en andere vrederechten. Het gaat hier voornamelijk om plaatsing van toegangscontrole, nieuwe of extra camerabewaking, het voorzien van inbraakdetectie en het uitrusten van zittingszalen en publiek toegankelijk zones zoals griffies met hold-up drukknoppen. Ook het volgende jaar maken we verder werk van beter beveiligde gerechtshuizen. Het contract van de bestaande scanlanes zal hernieuwd worden en we maakten middelen vrij voor twee bijkomende scanlanes.

Per gerechtelijk ressort werd een budget vrijgemaakt om verder te werken aan het **relampageproject**. Het

renouvellement de l'éclairage (relampage). Le remplacement de l'éclairage obsolète par des lampes LED rendra nos palais de justice plus économes en énergie.

Depuis des années, il est demandé, à juste titre, d'équiper les palais de justice de défibrillateurs. Au total, **53 défibrillateurs externes automatiques (DEA)** ont déjà été installés dans les palais de justice les plus importants. Le déploiement s'est accompagné d'une formation à l'utilisation de ces appareils pour les membres de l'équipe locale de première intervention et les membres du personnel de sécurité.

Les **archives de l'ordre judiciaire** constituent un point d'attention depuis des décennies. Dans ce domaine également, nous changeons le cap du paquebot Justice. En effet, les dernières directives en matière de sélection dataient de 2017. Celles-ci ont été modernisées en 2023 en étroite collaboration avec les Archives de l'État et les collèges. 23 archivistes mobiles travaillent à temps plein pour tenir à jour la sélection des archives à conserver. Les adaptations juridiques nécessaires ont également été prévues pour que le dossier répressif numérique devienne la **source authentique** (voir 2.1.1). De cette manière, il y aura beaucoup moins de dossiers à conserver physiquement à l'avenir. Nous sommes en étroite concertation avec les **Archives de l'État** pour aborder cette transition ensemble. Divers investissements ont également été réalisés pour l'achat de nouveaux rayonnages d'archives, des projets d'assainissement ont été lancés pour traiter les dossiers infectés par des moisissures et des budgets ont été débloqués pour l'achat de matériel spécifique tel que des boîtes d'archives non acides.

À terme, l'exécution des courtes peines dans le cadre de la lutte contre l'impunité (voir 3.1.3) devrait se dérouler en grande partie dans les **maisons de détention** (voir 2.5.1). La maison de détention de Courtrai est opérationnelle depuis plus d'un an. La maison de détention de Forest a ouvert ses portes au début du mois de juillet 2023. D'autres maisons de détention sont prévues à Zelzate, Olen, Ninove, Genk et Anvers. Trois sites supplémentaires, entre autres en Wallonie, approuvés par le Conseil des ministres seront prochainement annoncés en concertation avec la Régie des Bâtiments et les autorités locales. Sur plusieurs sites, des unités préfabriquées seront utilisées pour accélérer la construction. Après la relance de la **maison de transition** à Malines en 2021 (voir 2.5.2), la maison de transition de Gentbrugge est opérationnelle depuis octobre 2023. Le Conseil des ministres a récemment approuvé l'installation d'une maison de transition à Louvain. L'exploitation est confiée à un exploitant externe et elle ouvrira ses portes en 2024.

Dans le cadre de la **lutte contre la surpopulation carcérale**, plusieurs tables rondes sur la détention préventive,

remplacer van verouderde verlichting door LED-lampen maakt onze gerechtsgebouwen energiezuiniger.

Terecht werd al jaren gevraagd om defibrillatoren te voorzien in de gerechtsgebouwen. In totaal werden er in een eerste fase reeds **53 AED toestellen** geplaatst in de grotere gerechtsgebouwen. De uitrol werd begeleid door een opleiding van het gebruik van de toestellen voor de leden van de lokale EHBO-ploeg en de veiligheidsmedewerkers.

De **archieven van de rechterlijke orde** zijn al decennialang een aandachtspunt. Ook hier zijn we de tanker aan het keren. Zo dateerden de laatste selectierichtlijnen van 2017. Deze werden in 2023 gemoderniseerd in nauwe samenwerking met het rijksarchief en de colleges. 23 mobiele archivisten werken fulltime om de selectie van de bij te houden archieven courant te houden. Tevens werden de nodige wettelijke aanpassingen voorzien zodat het digitale strafdossier de **authentieke bron** wordt (zie 2.1.1). Op deze manier zullen er in de toekomst veel minder dossiers fysiek bewaard moeten blijven. We staan in nauw overleg met het **Rijksarchief** om deze transitie samen aan te gaan. Er werden ook diverse investeringen gedaan om nieuwe archiefrekken aan te kopen, saneringsprojecten werden gestart om met schimmel geïnfecteerde dossiers aan te pakken en budgetten werden vrijgemaakt om specifieke materialen zoals zuurvrije dozen aan te kopen.

De uitvoering van de korte straffen in de strijd tegen straffeloosheid (zie 3.1.3) moet op termijn grotendeels in de **detentiehuizen** (zie 2.5.1) plaatsvinden. Het detentiehuis van Kortrijk is meer dan een jaar operationeel. Het detentiehuis van Vorst werd begin juli 2023 geopend. Ook in Zelzate, Olen, Ninove, Genk en Antwerpen komen detentiehuizen. Nog drie sites, onder andere in Wallonië, zijn goedgekeurd door de Ministerraad en worden weldra bekendgemaakt in samenspraak met de Regie der Gebouwen en de lokale besturen. Op verschillende plaatsen zal worden gewerkt met unitbouw om de zaken te bespoedigen. Na de doorstart van het **transitiehuis** (zie 2.5.2) in Mechelen in 2021 is ook het transitiehuis van Gentbrugge sinds oktober 2023 operationeel. Recent werd het transitiehuis van Leuven goedgekeurd door de Ministerraad. De uitbating is toegewezen aan een externe uitbater en zal in 2024 zal openen.

In de **strijd tegen overbevolking** in de gevangenissen zijn meerdere rondetafelgesprekken gevoerd met alle

l'exécution des peines, les détenus sans droit de séjour et les internés, ont été organisées en présence de tous les acteurs concernés au sein de la justice. Une table ronde a également été organisée avec les entités fédérées. Des efforts ont été déployés pour mieux répartir les détenus et 382 lits supplémentaires ont été ajoutés. La création du Conseil pénitentiaire sera poursuivie au cours de l'année à venir. Nous nous continuons également à miser sur les transfèvements interétatiques. Pour ce faire, le service *Prison Transfer Unit* a été renforcé et d'autres renforts sont encore prévus. La sensibilisation et l'information des détenus éligibles ont également été adaptées et renforcées. Au cours de cette législature, 224 détenus ont déjà été transférés dans leur pays d'origine pour y purger leur peine (voir 3.2).

De plus, la **capacité des prisons** a augmenté de manière significative au cours de cette législature, passant de 9.546 places au 1^{er} octobre 2020 à 10.486 places aujourd'hui et ce, grâce, entre autres à la mise en service des nouvelles prisons de Haren et de Termonde. Toutes ces mesures prises ensemble ont permis de créer un nombre net de 940 places, après la fermeture des prisons de Forest et de Berkendael. La prison de Saint-Gilles restera en service plus longtemps, jusqu'à la fin de 2024, ce qui représente 250 places. Entre-temps, la prison de Namur a été rénovée, ce qui a permis d'augmenter sa capacité de 105 places. De surcroît, des centaines de places supplémentaires sont prévues dans les années à venir. À la prison d'Ypres, qui rouvrira ses portes l'année prochaine après les travaux d'agrandissement et de rénovation, la capacité d'accueil augmentera par rapport à sa capacité antérieure pour passer à 169 places. Dans l'ancienne prison de Termonde, 100 places seront remises en service après la rénovation en cours.

La construction de la nouvelle prison d'Anvers a été confiée à un consortium et les travaux commenceront fin novembre 2023. Le Conseil des ministres a approuvé le "bouclage financier" à la fin du mois de septembre 2023. La nouvelle prison d'une capacité de 440 places doit remplacer l'ancienne prison d'Anvers. Une capacité tampon supplémentaire de 66 places a été prévue. En ce qui concerne le remplacement de la prison de Lantin, le lieu d'implantation a été décidé, à savoir à côté du CPL de Paifve. Il aura une capacité de remplacement de 312 places. La prison de Merksplas, d'une capacité de 400 places, sera également rénovée à partir de 2025. La rénovation se fera en plusieurs phases, comme prévu dans le masterplan.

Par ailleurs, les procédures DBFM pour Vresse et Bourg Léopold se poursuivent, de sorte que 592 places supplémentaires y seront créées à terme.

relevantes actoren binnen Justitie over de voorhechtenis, strafuitvoering, gedetineerden zonder recht op verblijf en geïnterneerden. Ook met de deelstaten is een rondetafelgesprek gehouden. Er werd werk gemaakt van een betere spreiding van gedetineerden en er zijn 382 extra bedden bijgeplaatst. De creatie van de Penitentiaire Beleidsraad wordt het komende jaar verder uitgewerkt. We zetten ook continu in op tussenstaatse overbrenningen. Hiervoor werd de dienst Prison Transfer Unit versterkt en is er nog verdere versterking op komst. Ook de sensibilisering en informatie ten aanzien van gedetineerden die hiervoor in aanmerking komen werd aangepast en opgevoerd. Deze legislatuur zijn reeds 224 gedetineerden overgebracht naar hun land van herkomst om daar hun straf uit te zitten (zie 3.2).

De **gevangenis capaciteit** is deze legislatuur bovendien aanzienlijk toegenomen, van 9.546 op 1 oktober 2020 tot heden 10.486 plaatsen. Dit is onder andere te danken aan de ingebruikname van de nieuwe gevangenissen van Haren en Dendermonde. Alle maatregelen samen leverde dit netto 940 plaatsen op, na de sluiting van de gevangenissen van Vorst en Berkendael. De gevangenis van Sint-Gillis blijft langer open tot eind 2024, goed voor 250 plaatsen. Intussen is de gevangenis van Namen gerenoveerd, wat een capaciteitsuitbreiding oplevert van 105 plaatsen. Daarbovenop zijn de komende jaren nog eens honderden extra plaatsen voorzien. In de gevangenis van Leper, die het komende werkjaar heropent na de uitbreidings- en renovatiewerken, verhoogt de capaciteit naar 169 plaatsen ten opzichte van de vroegere capaciteit. In de oude gevangenis van Dendermonde worden na de lopende renovatie terug 100 plaatsen in gebruik genomen.

De bouw van de nieuwe gevangenis van Antwerpen werd toegewezen aan een consortium en de werken starten eind november 2023. De zogenoemde financial close werd eind september 2023 goedgekeurd door de Ministerraad. De nieuwe gevangenis is goed voor 440 plaatsen en moet de oude gevangenis van Antwerpen vervangen. Er is een extra buffercapaciteit voorzien van 66 plaatsen. Voor wat betreft de vervanging van de gevangenis van Lantin werd de locatie beslist, namelijk naast het FPC van Paifve. Deze zal een vervangcapaciteit hebben van 312 gedetineerden. Ook de gevangenis van Merksplas, goed voor 400 plaatsen, wordt vanaf 2025 gerenoveerd. De renovatie gebeurt gefaseerd zoals voorzien in het masterplan.

Daarnaast lopen de DBFM-procedures voor Vresse en Leopoldsborg verder zodat er hier op termijn nog 592 extra plaatsen worden gecreëerd.

Dans chacun des projets de rénovation et de construction susmentionnés, la durabilité et l'économie d'énergie figurent également à l'avant-plan. L'adaptation du masterplan se poursuivra de manière à ce que l'accent ne soit pas mis uniquement sur le nombre de places, mais permette la création d'une capacité carcérale plus diversifiée, axée sur des conditions humaines, la resocialisation et les soins aux détenus.

Les marchés publics pour les nouveaux **centres de psychiatrie légale** (CPL) de Paifve et de Wavre ont été publiés au *Moniteur belge*. La sélection des candidats est prévue pour la fin de l'année 2023. Pour le CPL d'Alost, l'étude du site est en cours de finalisation. Une fois l'emplacement fixé, la procédure pourra également être lancée. Les CPL seront réalisés par le biais d'un dialogue compétitif. Cette phase se déroulera au cours de la prochaine année de travail. L'ouverture des trois CPL est prévue pour 2028/2029. L'année dernière, le ministre de la Santé publique a lancé un appel pour obtenir 7 millions d'euros pour s'attaquer au problème des flux entrant et sortant. L'ambition est de créer, entre autres, 324 places supplémentaires dans le circuit des soins réguliers et d'améliorer ainsi les flux entrant et sortant des internés du circuit des soins médico-légaux. Bien que les soins aux internés en dehors de la prison relèvent de la compétence de la Santé publique et que des efforts supplémentaires soient faits, mais sont insuffisants pour donner à tous les internés une place en dehors de la prison, la Justice a également pris des mesures pour améliorer les soins dans les prisons à court terme. Comme nous l'avons déjà mentionné, 98 profils de soins ont déjà été recrutés et les recrutements se poursuivent. Parallèlement, l'Institut national de criminologie et de criminalistique analyse les raisons de l'augmentation des décisions d'internement.

L'**Institut national de criminalistique et de criminologie** (INCC) sera doté d'un nouveau bâtiment répondant aux normes internationales contemporaines. Le Conseil des ministres a approuvé le dossier en mars 2023. En effet, l'état des bâtiments actuels situés sur le site de Neder-over-Heembeek laisse beaucoup à désirer et fait obstacle à la poursuite du développement de l'INCC. Le nouveau bâtiment est prévu sur le site actuel de Neder-Over-Heembeek et devrait être achevé en 2027.

1.1.4. *Plus d'autonomie pour l'ordre judiciaire*

L'avant-projet visant à accroître l'**autonomie de l'ordre judiciaire** en matière de gestion des ressources humaines et des moyens, comme décidé en 2014, est prêt. À cette fin, un travail très intensif a été réalisé au cours de l'année écoulée au sein de 9 groupes de travail, chacun composé de représentants du SPF Justice, de la Cour de cassation, des cours et tribunaux et du ministère public. Chaque

Bij de voorgenoemde renovaties en nieuwbouwprojecten staan telkens ook duurzaamheid en energievriendelijkheid voorop. Het masterplan wordt verder aangepast zodat niet alleen de focus op het aantal plaatsen ligt, maar er een meer gediversifieerdere gevangenis capaciteit ontstaat, geënt op humane omstandigheden, resocialisatie en zorg voor de gedetineerden.

Voor de nieuwe **Forensisch Psychiatrische Centra** (FPC's) in Paifve en Waver zijn de overheidsopdrachten gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*. De selectie van de kandidaten wordt tegen eind 2023 verwacht. Voor het FPC van Aalst wordt het locatie-onderzoek afgerond. Zodra de locatie vastligt, kan ook hier de procedure opgestart worden. De FPC's worden gerealiseerd via concurrentiegericht dialoog. De dialoogfase vindt het komende werkjaar plaats. De opening van de drie FPC's is voorzien voor 2028/2029. De minister van Volksgezondheid lanceerde vorig jaar een oproep voor 7 miljoen euro om de doorstroom aan te pakken. Het is onder meer de ambitie om 324 extra plaatsen te creëren in het regulier zorgcircuit en zo de doorstroom van geïnterneerden in het forensisch zorgcircuit te verbeteren. Hoewel de zorg voor geïnterneerden buiten de gevangenis een bevoegdheid is van Volksgezondheid en er extra inspanningen worden geleverd, doch onvoldoende om alle geïnterneerden een plaats te geven buiten de gevangenis, nam Justitie ook maatregelen om de zorg in de gevangenissen op korte termijn te verbeteren. Zoals reeds vermeld zijn reeds 98 zorgprofielen aangeworven en de rekrutering loopt verder. Het Nationaal Instituut voor Criminologie en Criminalistiek onderzoekt intussen de redenen voor de stijging van het aantal interneringsuitspraken.

Het **Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie** (NICC) krijgt een nieuwbouw die voldoet aan de hedendaagse internationale standaarden. Het dossier werd in maart 2023 goedgekeurd door de Ministerraad. De staat van de huidige gebouwen op de site in Neder-over-Heembeek laat immers te wensen over en staat een verdere groei van het NICC in de weg. De nieuwbouw wordt voorzien op de huidige site in Neder-Over-Heembeek en de realisatie is voorzien voor 2027.

1.1.4. *Meer autonomie voor de rechterlijke orde*

Het voorontwerp voor meer **autonomie voor de rechterlijke orde** inzake het beheer van mensen en middelen, zoals beslist in 2014, is klaar. Hiervoor werd het voorbije jaar zeer intensief gewerkt aan de hand van 9 werkgroepen met telkens vertegenwoordigers van zowel de FOD Justitie, Cassatie, Hoven en Rechtbanken en het Openbaar ministerie. Elke werkgroep werkte

groupe de travail a travaillé sur un thème spécifique et a présenté les résultats lors d'une concertation mensuelle avec les responsables du SPF Justice, de la Cour de cassation, des cours et tribunaux et du ministère public. Une journée de réflexion sur ce sujet a été organisée sur le Site du Justitia en juin 2023. Le travail a abouti à un texte commun porté par les trois piliers. L'avant-projet de loi a été entre-temps approuvé en conseil des ministres et le texte a été transmis au Conseil d'État. L'objectif est de soumettre le projet de loi au Parlement au cours de la prochaine année de travail. Entre-temps dans la pratique, il existe déjà une coopération poussée entre le SPF Justice et l'ordre judiciaire.

En 2023, les budgets ont été débloqués pour la deuxième partie de la **mesure de la charge de travail** (AMAI 2). Les résultats pour le siège seront connus avant la fin de l'année 2023. Nous recevrons les résultats pour le ministère public au printemps 2024. Sur la base des résultats de cette mesure de la charge de travail, une nouvelle répartition des moyens peut être envisagée. L'objectif est que les collèges puissent indiquer les endroits où les besoins en magistrats et en personnel judiciaire supplémentaires sont les plus importants. Ainsi, les ressources humaines de la justice pourront être réparties en fonction de la charge de travail mesurée par les collèges et d'autres critères comme l'impact des transactions et les procédures multilingues.

Entre-temps, les Comités de direction locaux ont été renforcés par des **attachés soutien au management** qui les soutiennent dans l'élaboration des tout premiers **plans de gestion**. Dans ce type de plans de gestion, les moyens alloués seront associés à des objectifs liés à la gestion et au fonctionnement des entités judiciaires. Ainsi, chaque Comité de direction local sera responsable de son propre fonctionnement.

1.1.5. Simplification du paysage judiciaire

L'article 186 du Code judiciaire est réformé afin de permettre aux magistrats de soumettre des propositions visant à centraliser des matières ou des procédures au sein d'un arrondissement, dans une ou plusieurs divisions. La modification de la loi a été publiée au *Moniteur belge* le 22 décembre 2022. La réforme est nécessaire pour répondre aux besoins d'une société de plus en plus complexe, s'adapter à la numérisation de la Justice, utiliser plus efficacement les moyens et pouvoir offrir durablement des services de grande qualité.

Des lieux d'audience peuvent être supprimés, sauf pour les tribunaux de police. Pour les tribunaux du travail et les tribunaux de l'entreprise, il y a toujours au moins une division avec un lieu d'audience par arrondissement judiciaire. Les justices de paix ont déjà été

rond een specifiek thema en bracht de resultaten op een maandelijks overleg met de verantwoordelijken van de FOD Justitie, Cassatie, Hoven en Rechtbanken en het Openbaar Ministerie. In juni 2023 werd hierover een reflectiedag georganiseerd in de Site Justitia. De werkzaamheden hebben geresulteerd in een gezamenlijke tekst, gedragen door de drie zuilen. Het voorontwerp werd ondertussen in de ministerraad goedgekeurd en de tekst werd inmiddels overgemaakt aan de Raad van State. Het is de bedoeling om het wetsontwerp het komende werkjaar voor te leggen aan het parlement. Ondertussen is er in de praktijk reeds een verregaande samenwerking tussen de FOD Justitie en de rechterlijke orde.

In 2023 werden er budgetten vrijgemaakt voor het tweede deel van de **werklasmeting** (AMAI 2). De resultaten voor de zetel zullen gekend zijn voor eind 2023. In het voorjaar 2024 zullen we resultaten krijgen voor het Openbaar Ministerie. Op basis van de uitkomst van deze werklasmeting kan een herverdeling van de middelen bekeken worden. De bedoeling is dat de colleges kunnen aangeven waar de hoogste nood aan extra magistraten en gerechtspersoneel bestaat. Zo kunnen de personele middelen binnen justitie verdeeld worden volgens de werklasmeting zoals deze gemeten werd door de colleges en andere criteria zoals de impact van onder andere minnelijke schikkingen en meertalige procedures.

Ondertussen werden de plaatselijke directiecomités versterkt met **attachés managementondersteuning** die ondersteuning bieden bij het opmaken van de allereerste **beheersplannen**. In zo'n beheersplan worden aan de toegekende middelen doelstellingen verbonden in verband met het beheer en de werking van de gerechtelijke entiteiten. Op deze manier zal elk lokaal directiecomité verantwoording afleggen over zijn eigen werking.

1.1.5. Vereenvoudiging van het gerechtelijk landschap

Artikel 186 van het Gerechtelijk Wetboek is hervormd zodat de magistratuur voorstellen kan indienen om binnen een arrondissement materies of procedures te centraliseren, in een of meerdere afdelingen. De aanpassing van de wet werd op 22 december 2022 gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*. De hervorming is nodig om de noden van de steeds complexer wordende maatschappij af te stemmen op de digitalisering van justitie, middelen efficiënter in te zetten en blijvend een hoge kwaliteit van dienstverlening te kunnen aanbieden.

Zittingsplaatsen kunnen worden geschrapt, behalve voor politierechtbanken. Voor arbeidsrechtbanken en ondernemingsrechtbanken is er altijd minstens één afdeling met zittingsplaats per gerechtelijk arrondissement. De vredegerichten werden reeds vorige legislatuur hervormd

réformées au cours de la précédente législature et ne sont pas concernées par cette réforme. Bien entendu, tout changement proposé doit bénéficier à l'accès à la justice et à la bonne administration de la justice. Les modifications de règlement de répartition des affaires seront soumises par le biais d'un arrêté royal au Conseil des ministres.

Mon objectif à long terme est de parvenir progressivement à une rationalisation des vingt-sept sous-divisions. Ceci s'applique à la Justice et à la police judiciaire fédérale. Dans le même temps, nous réalisons des économies d'échelle avec les acteurs de la justice et de la police, en concentrant les formes spécifiques de criminalité organisée qui nécessitent une expertise et une spécialisation particulières (dans les cinq PJF, les cinq parquets et tribunaux des chefs-lieux d'arrondissements).

1.1.6. Une politique de réaction immédiate

Dans le cadre du traitement rapide des formes de criminalité évidentes mais gênantes, le système des **transactions immédiates** a démarré depuis le 1^{er} janvier 2022. Ce dispositif constitue un instrument important pour supprimer le sentiment d'impunité dans le chef des auteurs et des victimes de la petite délinquance, sans alourdir inutilement l'appareil judiciaire. Les transactions immédiates sont des règlements à l'amiable immédiats pour les infractions dont l'auteur est facilement identifiable, comme pour les vols de bicyclettes, la possession de drogue, le vol à l'étalage et les formes mineures de port d'armes prohibées.

Des investissements continus sont réalisés pour soutenir les parquets afin d'appliquer plus souvent les transactions immédiates dans la lutte contre les petites infractions, entre autres en soutenant les parquets et les zones de police. L'introduction de l'**ordre de paiement** offre de nombreuses opportunités aux parquets leur permettant de recourir davantage aux transactions immédiates et de mieux recouvrer les amendes impayées.

Un projet de loi a été préparé pour rétablir, après plus de 20 ans, la procédure de **comparution immédiate** pour les personnes arrêtées. Il s'agit d'une procédure accélérée permettant de faire comparaître à bref délai les prévenus placés en détention préventive, dans le respect des principes du Code d'instruction criminelle et des droits de la défense. Le projet de loi cherche également à répondre aux objections soulevées à l'époque par la Cour constitutionnelle lorsqu'elle a annulé la procédure de comparution immédiate pour les personnes arrêtées. Après avoir reçu et examiné les avis du Conseil d'État et d'autres parties prenantes, le projet de loi sera déposé au Parlement.

en worden buiten deze hervorming gehouden. Uiteraard moet elke verandering die wordt voorgesteld de toegang tot de rechter en de goede rechtsbedeling ten goede komen. Wijzigingen aan een zaakverdelingsreglement worden via een koninklijk besluit aan de Ministerraad voorgelegd.

Het is mijn bedoeling om op lange termijn en stap voor stap tot een rationalisering van de 27 onderafdelingen te komen. Dit geldt zowel voor justitie maar ook voor de Federale Gerechtelijke Politie. Tegelijk realiseren we schaalvergroting met de actoren van justitie en politie, door de concentratie van specifieke vormen van georganiseerde criminaliteit die een bijzondere expertise en specialisatie vereisen (bij de vijf FGP's, de vijf parketten en rechtbanken van de ressortelijke hoofdplaatsen).

1.1.6. Lik-op-stukbeleid

In het kader van een snelle afhandeling van eenvoudige doch hinderlijke vormen van criminaliteit is sinds 1 januari 2022 van start gegaan met het systeem van de **lik-op-stukboetes**. Dit concept vormt een belangrijk instrument om het gevoel van straffeloosheid bij daders en slachtoffers van kleine vormen van criminaliteit weg te nemen, zonder het justitiële apparaat hier nodeloos mee te belasten. Lik-op-stukboetes zijn onmiddellijke minnelijke schikkingen voor feiten waarvan de dader makkelijk te identificeren is zoals onder meer fietsdiefstal, drugsbezit, winkeldiefstal en minder ernstige vormen van verboden wapendracht.

Er wordt blijvend geïnvesteerd in de ondersteuning van parketten om de lik-op-stuk-boetes vaker toe te passen in de strijd tegen kleine misdrijven, onder andere door het ondersteunen van de parketten en politiezones. De invoering van het **Bevel tot Betalen** biedt vele opportunititeiten voor de parketten om de onmiddellijke minnelijke schikkingen bijkomend in te zetten en onbetaalde openstaande boetes beter te innen.

Er werd een wetsontwerp uitgewerkt dat de procedure van het **snelrecht** voor aangehouden personen na meer dan 20 jaar moet herstellen. Het betreft een versnelde procedure om beklaagden die in voorhechtenis zijn geplaatst op korte termijn voor de rechtbank te brengen, conform de principes van het Wetboek van Strafvordering en de rechten van verdediging. Het wetsontwerp wil tevens tegemoetkomen aan de bezwaren die het Grondwettelijk Hof destijds opwierp bij de vernietiging van het snelrecht voor aangehouden. Na het ontvangen en bespreken van adviezen van de Raad van State en andere stakeholders zal het wetsontwerp worden ingediend in het parlement.

Plusieurs parquets ont pris des mesures pour mettre en place leur propre **système de comparution immédiate** afin de réduire les délais de traitement et de prendre des décisions plus rapidement dans des dossiers. Cette démarche doit permettre aux auteurs de délits de savoir à quoi s'en tenir et de commencer leur réinsertion plus rapidement, et aux victimes de pouvoir entamer plus rapidement le processus d'acceptation des faits. Il existe une coopération multidisciplinaire avec les services d'aide sociale, les services psychosociaux et les CPAS. À Anvers, il s'agit du projet SAM.E.N, à Bruxelles du projet Hermes, en Flandre orientale du projet KOMpas, à Louvain du projet ASAP et au Limbourg du projet M-werking. À Charleroi, un système a été mis au point pour faire comparaître, dès le lendemain, devant un magistrat les personnes arrêtées pendant la nuit. La Flandre occidentale lance également un projet similaire: le PAS. En concertation avec le Collège du ministère public, il a été décidé de généraliser le principe à l'ensemble du territoire.

Au début de la législature, les moyens nécessaires ont été alloués pour créer des **chambres réparatrices** dans les tribunaux de première instance de tout le pays. Il s'agit d'une des mesures visant à réduire le taux de récidive et à faire en sorte que les prévenus ayant un problème sous-jacent tel qu'une addiction ou un problème d'agressivité se réadaptent plus rapidement. Les chambres réparatrices partent du principe qu'il faut d'abord s'attaquer aux problèmes sous-jacents avant que la justice ne prononce un verdict. Au début de la législature, il y avait cinq chambres réparatrices.

Entre-temps, il en existe quinze et sept autres seront lancées au cours de cette législature (voir 2.7). En attendant, des dizaines de personnes supplémentaires ont été recrutées dans les tribunaux de première instance et les parquets, pour mettre en place les chambres réparatrices et la politique de transaction immédiate.

1.1.7. Une législation civile moderne

En ce qui concerne l'adaptation de la législation sur les **admissions forcées**, le rapport final du groupe de travail désigné au cours de la législature précédente a été reçu en novembre 2022. Ce rapport a été traduit en projet de loi qui, entre-temps, a été approuvé par le Conseil des ministres. Le point de départ est de recourir le moins possible à la coercition et de miser au maximum sur l'utilisation d'alternatives volontaires. Une nouvelle mesure est introduite, à savoir le traitement volontaire sous conditions. Ainsi un vide est comblé entre la mesure d'observation protectrice, qui est de nature plus coercitive, d'une part, et le traitement entièrement volontaire, d'autre part. Le projet de loi prévoit également une période d'évaluation clinique de 48 heures dans

Verschillende parketten hebben stappen ondernomen om een eigen **lik-op-stukwerking** door te voeren om zo de doorlooptijden te verkorten en sneller tot beslissingen te komen in dossiers. Dit moet ervoor zorgen dat daders sneller weten waar ze aan toe zijn en aan hun rehabilitatie kunnen beginnen en slachtoffers de feiten sneller kunnen beginnen verwerken. Er wordt multidisciplinair samengewerkt met de hulpverlening, psychosociale diensten en OCMW's. In Antwerpen gaat het om het project SAM.E.N, in Brussel om Hermes, in Oost-Vlaanderen om KOMpas, in Leuven om ASAP en in Limburg om de M-werking. In Charleroi werd een systeem uitgewerkt om personen die tijdens de nacht worden opgepakt, de volgende dag al voor een magistrat te laten verschijnen. Ook West-Vlaanderen begint met een dergelijk project: PAS. In overleg met College van het openbaar ministerie wordt beslist om het principe te veralgemenen voor hele grondgebied.

Bij het begin van de legislatuur werden de nodige middelen uitgetrokken om overal in het land **herstelkamers** in te richten in de rechtbanken van eerste aanleg. Het is een van de maatregelen om de recidivegraad terug te dringen en ervoor te zorgen dat beklaagden met een onderliggend probleem zoals een verslaving of agressieprobleem sneller rehabiliteren. Herstelkamers starten vanuit de visie dat eerst onderliggende problematieken moeten worden aangepakt vooraleer Justitie een veroordeling uitspreekt. Bij het begin van de legislatuur waren er 5 herstelkamers.

Intussen bestaan er 15 herstelkamers en zullen nog eens 7 van start gaan tijdens deze legislatuur (zie 2.7). Bij de rechtbanken van eerste aanleg en de parketten zijn intussen al tientallen extra krachten aangetrokken om de herstelkamers en het lik-op-stukbeleid mogelijk te maken.

1.1.7. Een moderne burgerlijke wetgeving

Inzake de aanpassing van de wetgeving rond **gedwongen opnames** is het finaal eindrapport van de tijdens de vorige legislatuur aangestelde werkgroep in november 2022 ontvangen. Dit rapport werd vertaald in een wetsontwerp dat intussen werd goedgekeurd door de Ministerraad. Het uitgangspunt is zo weinig mogelijk dwang gebruiken en maximaal in te zetten op vrijwillige alternatieven. Er wordt een nieuwe maatregel ingevoerd, namelijk de vrijwillige behandeling onder voorwaarden. Dit vult een hiaat op tussen enerzijds de beschermende observatiemaatregel die een meer gedwongen karakter heeft en anderzijds de volledig vrijwillige behandeling. In het wetsontwerp wordt tevens een evaluatieperiode van 48 uur binnen de spoedprocedure opgenomen,

le cadre de la procédure d'urgence, procure plus de cohérence à la procédure, clarifie la définition de trouble psychiatrique et introduit un modèle standard pour les rapports médicaux circonstanciés. Le projet de loi sera déposé au Parlement.

En collaboration avec un groupe d'experts, un projet de loi et un projet d'arrêté royal ont été élaborés afin de renforcer les règles relatives à l'**administration** et d'éviter d'éventuels excès à l'avenir. Entre-temps, le Parlement a approuvé ce projet de loi. Les lignes de force sont l'ancrage légal de la préférence pour un administrateur familial, une liste d'administrateurs professionnels, davantage de possibilités de contrôle et de sanction et une tarification transparente des prestations des administrateurs. Le Registre central de protection des personnes, JustProtect, a été lancé dès le 1^{er} juin 2021 et est disponible sur Just-on-web.

La modernisation du **Code civil** se poursuit en collaboration avec le Parlement et les groupes d'experts. Entre-temps, le Parlement a voté les Livres 1, 2, 3, 4, 5 et 8 remaniés et ceux-ci sont déjà en vigueur. Les discussions sur le Livre 6 ont commencé au Parlement. Les travaux concernant les livres 7, 9 et 10 sont pleinement en cours.

En plus du tribunal de la famille, des **chambres de règlement à l'amiable** pourront être créées au sein des cours et tribunaux qui traitent d'affaires civiles, d'affaires de l'entreprise et d'affaires sociales. Cette modification législative fait partie du projet de loi thématique sur le droit civil et judiciaire, qui est actuellement débattu au Parlement.

La **loi sur l'arbitrage** devait être modifiée pour donner suite aux arrêts de la Cour constitutionnelle et pour moderniser les procédures en matière d'arbitrage. Un groupe de travail a été créé à cet effet. Les travaux ont été menés à bien et ont débouché sur un projet de loi que le Conseil des ministres a approuvé en première lecture. Il contient un certain nombre de corrections spécifiques du texte de la sixième partie du Code judiciaire, principalement des corrections techniques. Les textes sont également alignés sur les pratiques nationales et internationales en matière d'arbitrage. Depuis le début de la crise COVID-19, un grand nombre de procédures d'arbitrage ont été organisées dans un environnement électronique et le projet de loi en tient compte. Après avis du Conseil d'État, il pourra être déposé au Parlement.

Une **obligation d'information** est inscrite dans le droit commun de la procédure afin d'informer le justiciable de la manière la plus correcte et la plus explicite possible sur les voies de recours dont il dispose. À cette fin, l'article 780/1 a été inséré dans le Code judiciaire,

meer coherentie gegeven aan de procedure, de definitie van de psychiatrische aandoening verduidelijkt en een standaardmodel ingevoerd voor een omstandig medisch verslag. Het wetsontwerp wordt ingediend in het parlement.

In samenwerking met een expertengroep is een wetsontwerp en ontwerp van koninklijk besluit uitgewerkt om de regels rond **bewindvoering** aan te scherpen en mogelijke excessen in de toekomst te vermijden. Dat wetsontwerp werd intussen goedgekeurd in het parlement. De krijtlijnen zijn een wettelijke verankering van de voorkeur voor een familiale bewindvoerder, een lijst van professionele bewindvoerders, meer controle en sanctiemogelijkheden en een transparante tarifiering van bewindvoerders. Het Centraal Register van Bescherming van de Personen, JustProtect, is reeds op 1 juni 2021 gelanceerd en beschikbaar op Just-on-web.

De hervorming van het **Burgerlijk Wetboek** gaat verder, samen met het parlement en de expertengroepen. De herwerkte Boeken 1, 2, 3, 4, 5 en 8 zijn intussen gestemd door het parlement en reeds van kracht. De besprekingen rond Boek 6 zijn aangevat in het parlement. De werkzaamheden rond Boeken 7, 9 en 10 zijn volop bezig.

Kamers voor minnelijke schikkingen zullen naast de familierechtbank ook kunnen worden opgericht in de hoven en rechtbanken die burgerlijke zaken, ondernemingszaken en sociale zaken behandelen. Deze wetwijziging maakt deel uit van de themawet Burgerlijk en Gerechtelijk Recht, die wordt besproken in het parlement.

De **arbitragewet** diende te worden gewijzigd om gevolg te geven aan uitspraken van het Grondwettelijk Hof en om procedures rond arbitrage te moderniseren. Hiervoor werd een werkgroep opgericht. De werkzaamheden zijn afgerond en dit resulteerde in een wetsontwerp dat in eerste lezing goedgekeurd werd door de Ministerraad. Het bevat een aantal specifieke verbeteringen in de tekst van het zesde deel van het Gerechtelijk Wetboek, voornamelijk technische verbeteringen. De teksten worden ook in overeenstemming gebracht met de nationale en internationale arbitragepraktijk. Sinds het begin van de covidcrisis werden veel arbitrageprocedures in een elektronische omgeving georganiseerd en het wetsontwerp houdt hier rekening mee. Na advies van de Raad van State kan het worden voorgelegd aan het parlement.

Er is een **informatieverplichting** ingeschreven in het gemeen procesrecht om de rechtzoekende op de meest correcte en expliciete wijze te informeren over de rechtsmiddelen waarover die beschikt. Hiervoor werd het artikel 780/1 ingevoegd in het Gerechtelijk

qui prévoit notamment l'ajout d'une fiche informative au jugement au moment de la signification ou de la notification. Cette modification législative a été approuvée par le Parlement et est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Un certain nombre de dispositions réparatrices du **Code de la nationalité belge** ont déjà été adoptées par le Parlement dans le cadre de la "loi visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme (HRF) II". D'autres dispositions réparatrices visant à répondre à l'évolution de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle seront soumises au Parlement. Le Conseil des ministres a déjà approuvé ces projets de loi.

La législation sur le **changement de nom** sera modifiée pour être conforme à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle. Les parents bénéficieront d'une plus grande autonomie de choix au moment où le lien de filiation est modifié judiciairement ou devant l'officier d'état civil. L'enfant adulte aura également la possibilité de choisir un nom en cas de changement de lien de filiation. Ce projet de loi a déjà été déposé au Parlement. Il prévoit également un mécanisme de consentement supplétif en cas de conversion en adoption plénière d'une adoption internationale qui ne rompt pas le lien de filiation.

La première phase de la réforme de la **loi transgenre** a été adoptée par le Parlement et est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2023. Il s'agit d'une réparation suite à une annulation partielle par la Cour constitutionnelle. L'irrévocabilité de la modification de l'enregistrement du sexe dans l'acte de naissance a été supprimée et une procédure spéciale devant le tribunal de la famille ne doit plus être suivie. De même, la restriction qui n'autorisait le changement de prénom pour des raisons transgenres qu'une seule fois a également été supprimée. La deuxième phase de réforme est en préparation.

Pour mettre en œuvre la **résolution adoption** du 9 juin 2022, les victimes ont été entendues pour prendre connaissance de leurs problèmes et parler de solutions. Sur cette base, à l'initiative de la Justice, les tâches ont été réparties entre le gouvernement fédéral et les entités fédérées. Une modification législative est actuellement examinée au Parlement, dans le cadre du projet de loi thématique sur le droit civil et judiciaire, qui doit garantir la **nationalité de la personne adoptée** après la révision de l'adoption. Celle-ci doit permettre d'éviter les conséquences négatives en termes de lien de filiation.

En collaboration avec le Collège des procureurs généraux, une solution a été élaborée pour les **actes**

Wetboek, dat onder meer voorziet in de voeging van een informatieblad bij het vonnis op het moment van de betekening of een kennisgeving. Deze wetswijziging werd goedgekeurd door het parlement en is op 1 januari 2023 in werking getreden.

Een aantal reparatiebepalingen in het **Wetboek Belgische Nationaliteit** werden reeds aangenomen door het parlement via de 'Wet om justitie menselijker, sneller en straffer te maken (MSS) II'. Andere reparatiebepalingen om aan de evolutieve rechtspraak van het Grondwettelijk Hof tegemoet te komen worden aan het parlement voorgelegd. Deze wetsontwerpen werden reeds goedgekeurd door de Ministerraad.

De wetgeving rond **naamsverandering** wordt aangepast en in overeenstemming gebracht met de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof. Ouders krijgen een grotere autonomie bij de keuze op het moment dat de afstammingsband gerechtelijk of voor de ambtenaar van de burgerlijke stand wordt gewijzigd. Ook het meerderjarige kind krijgt de mogelijkheid om een naam te kiezen in geval van verandering van afstammingsband. Dit wetsontwerp werd reeds ingediend in het parlement. Het voorziet eveneens in een mechanisme van vervangende toestemming bij omzetting in volle adoptie van een interlandelijke adoptie die de afstamming niet verbreekt.

De eerste fase van de hervorming van de **transgenderwet** is aangenomen door het parlement en op 1 oktober 2023 in werking getreden. Het gaat om een reparatie naar aanleiding van een gedeeltelijke vernietiging door het Grondwettelijk Hof. De onherroepelijkheid van de aanpassing van een geslachtsregistratie in de geboorteakte werd geschrapt en er dient niet langer een bijzondere procedure voor de familierechtbank te worden gevolgd. Ook de beperking waardoor er slechts één keer van voornaam om transreden mocht worden veranderd, is opgeheven. De tweede fase van de hervorming wordt voorbereid.

Om de **resolutie Adoptie** van 9 juni 2022 uit te voeren, werden de slachtoffers gehoord om naar hun problemen te luisteren en oplossingen te bespreken. Op basis hiervan werden, op initiatief van Justitie, de taken verdeeld tussen federale regering en deelstaten. Er wordt een wetswijziging besproken in het parlement, als onderdeel van de themawet Burgerlijk en Gerechtelijk Recht, die de **nationaliteit van de geadopteerde** moet waarborgen na de herziening van de adoptie. Dit moet de negatieve gevolgen op vlak van de afstammingsband vermijden.

Samen met het College van procureurs-generaal werd een oplossing uitgewerkt voor de ontbrekende

de naissance manquants **des métis**, en exécution de la résolution adoptée par le Parlement le 29 mars 2018. Le ministère public peut désormais intervenir d'office, soumettre l'affaire au tribunal de la famille et demander l'établissement d'un acte de naissance. Cette procédure est entrée en vigueur à l'été 2022. Après avoir interrogé les communes, nous avons appris que vingt-quatre dossiers avaient été ouverts et entre-temps dix-sept d'entre eux avaient déjà débouché sur la délivrance d'un acte de naissance. Après 60 ans, les personnes concernées sont enfin en possession de leur acte de naissance. Il y a également encore un dossier en cours. Lors d'une audition à la Chambre le 10 mai 2023, des problèmes ont été dénoncés concernant une différence de traitement et de lisibilité dans les entités fédérées. Ces différences sont aujourd'hui en passe d'être éliminées.

Plusieurs modifications légales se sont présentées en matière de **Banque de données des Actes de l'État civil**. Il s'agit notamment de la réglementation concernant les notifications automatiques, de la spécification du fonctionnaire compétent dans un certain nombre d'actes, d'un certain nombre de glissements parmi les acteurs responsables de la gestion de la BAEC et de la mise en conformité des textes législatifs avec le Règlement général sur la protection des données. Les projets de loi y afférents ont été approuvés par le Parlement peu avant les vacances d'été 2023 et ont été publiés au *Moniteur belge* le 2 octobre 2023.

Afin de résoudre plusieurs problèmes pratiques liés à la **purge de biens immobiliers** sur le certificat hypothécaire, plusieurs articles du Code judiciaire et du Code de droit économique seront modifiés. En comblant ces lacunes, une plus grande clarté devrait s'imposer à toutes les parties à la cause et au notaire. L'objectif est que l'acheteur d'un bien immobilier obtienne l'achat sans les charges de l'hypothèque. Cette question est débattue au Parlement dans le cadre du projet de loi thématique sur le droit civil et judiciaire.

La possibilité de **se marier dans un autre lieu** qu'à l'hôtel de ville ou à la maison communale a été créée. Il s'agit toutefois de lieux fixés par le Collège des bourgmestre et échevins et qui présentent un caractère public. Cette modification de la loi est déjà entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

En concertation avec le ministre de la Santé publique, un **formulaire d'enregistrement électronique pour l'euthanasie** sera instauré. Ainsi, les médecins ne devront plus remplir ce formulaire sur support papier et la Commission fédérale de contrôle et d'évaluation de l'euthanasie ne devra plus le contrôler sur papier. La numérisation de ce formulaire devrait accroître la

geboorteakten van metissen, in uitvoering van de resolutie die het parlement op 29 maart 2018 aannam. Het Openbaar Ministerie kan voortaan ambtshalve optreden, de zaak voorleggen aan de familierechtbank en verzoeken om een geboorteakte op te maken. Deze procedure is in de zomer van 2022 in werking getreden. Via een bevraging van de gemeenten zijn we op de hoogte van 24 opgestarte dossiers en intussen zijn er reeds 17 geboorteaktes afgeleverd. Zij zijn na 60 jaar eindelijk in het bezit gesteld van hun geboorteakte. Er is ook nog één lopend dossier. Tijdens een hoorzitting in de Kamer op 10 mei 2023 werden problemen rond een verschillende behandeling en kenbaarheid in de deelstaten aan de kaak gesteld. Deze verschillen worden nu verder weggewerkt.

Er dienden zich enkele wettelijke wijzigingen aan inzake de **Databank Akten Burgerlijke Stand**. Dit gaat onder andere om de regelgeving rond automatische meldingen, het preciseren van de bevoegde ambtenaar bij een aantal akten, verschuivingen bij de actoren die verantwoordelijke zijn voor het beheer van de DABS en de wetteksten in overeenstemming brengen met de Algemene Verordening Gegevensbescherming. De wetsontwerpen hieromtrent werden kort voor het zomerreces van 2023 goedgekeurd door het parlement en verschenen op 2 oktober 2023 in het *Belgisch Staatsblad*.

Om verschillende praktische problemen in verband met de **zuivering van onroerende goederen** op het hypothecair getuigschrift op te lossen, worden meerdere artikelen van het Gerechtelijk Wetboek en van het Wetboek van Economisch Recht aangepast. Door het dichtn van deze lacunes moet er meer duidelijkheid ontstaan voor alle partijen in het geding en voor de notaris. De bedoeling is dat de koper van een onroerend goed de aankoop verkrijgt zonder de lasten van de hypotheek. Dit wordt behandeld in het parlement als onderdeel van de Themawet Burgerlijk en Gerechtelijk Recht.

De mogelijkheid werd gecreëerd om op **andere plaatsen te huwen** dan in het stad- of gemeentehuis. Het gaat evenwel om plaatsen, door het college van burgemeester en schepenen vastgesteld, met een openbaar karakter. Deze wetswijziging is reeds op 1 januari 2023 in werking getreden.

Er wordt een **elektronisch registratieformulier voor euthanasie** ingevoerd, in samenspraak met de minister van Volksgezondheid. Zo moeten artsen dit niet langer op papier invullen en de Federale Controle- en Evaluatiecommissie Euthanasie die niet langer op papier verifiëren. De digitalisering van dit formulier moet de leesbaarheid en volledigheid van het document verhogen

lisibilité et l'exhaustivité du document et conduire à un fonctionnement plus transparent de la commission. Légalement, la partie anonyme du formulaire d'enregistrement papier sera abrogée de sorte que l'élaboration de l'application numérique soit simplifiée. Le projet de loi a été approuvé en première lecture par le Conseil des ministres et, après avoir reçu les avis nécessaires, sera déposé au Parlement.

1.2. Une justice numérique

La numérisation n'est pas une fin en soi. C'est un moyen de rendre tout d'abord la justice plus rapide, ce qui à son tour permet de la rendre plus humaine et ferme. À une époque où les citoyens organisent l'ensemble de leur vie en quelques clics d'ordinateur, la justice ne peut être laissée à la traîne plus longtemps. Afin de permettre un processus complet de numérisation de la Justice, le budget consacré aux technologies de l'information a été progressivement augmenté, passant de 40 à 80 millions d'euros par an. De plus, 115 millions d'euros de fonds européens ont été prévus pour la Justice. Au sein du **Digital Transformation Office (DTO)**, nous disposons des bonnes personnes dans le cockpit pour réussir cette mission.

Par le passé, la Justice a coup sur coup raté le train de la numérisation. Les tentatives de révolutions coperniciennes comme Mammouth, Cheops et Phenix ont montré que de grandes révolutions ne fonctionnent pas à la Justice. Surtout pas si elles sont imposées d'en haut sans connaissance du terrain. C'est pourquoi nous avons élaboré un plan par étapes clair et réaliste. Nous avons appris des erreurs du passé: nous n'imposons pas les choses d'en haut, mais adoptons une approche axée sur l'utilisateur. En collaboration avec l'ensemble des entités et des divisions, nous élaborons **28 applications séparées** pour une justice numérique.

Ces 28 applications constituent les fondements du dossier numérique, du tribunal numérique et de la prison numérique. Les processus de base des cours et tribunaux et des parquets seront unifiés afin que chaque entité puisse numériser de la même manière en se basant sur les mêmes éléments de base. C'est ce que nous appelons le **socle commun (Common Base)**. Pour le personnel de la justice et les magistrats, il s'agit d'un facteur important pour la continuité. Les personnes qui passent d'un tribunal civil à un tribunal de la jeunesse, par exemple, n'auront aucun mal à se familiariser avec la nouvelle application.

Équiper de vieux ordinateurs avec de nouvelles applications et plateformes de travail n'est pas une bonne idée. Un équipement informatique moderne est indispensable pour numériser la Justice. L'équipement avec lequel les

en moet leiden tot een meer transparante werking van de commissie. Wettelijk wordt het anonieme deel van het papieren registratieformulier opgeheven zodat het bouwen van de digitale applicatie eenvoudiger wordt. Het wetsontwerp werd in eerste lezing door de Ministerraad goedgekeurd en zal, na het ontvangen van de nodige adviezen, worden ingediend in het parlement.

1.2. Een digitale justitie

Digitalisering is geen doel op zich. Het is een middel om justitie in de eerste plaats sneller te maken, waardoor het ook menselijker en straffer kan zijn. In een tijdperk waar mensen met enkele computerklikken hun hele leven organiseren, kan justitie niet langer achterblijven. Om een allesomvattend digitaliseringsproces bij justitie mogelijk te maken, werd het budget voor IT gradueel opgetrokken van 40 miljoen euro naar 80 miljoen euro per jaar. Daarnaast is nog eens 115 miljoen euro aan Europese middelen voorzien voor Justitie. In de **Digital Transformation Office (DTO)** hebben we de juiste personen in de cockpit om in die missie te slagen.

In het verleden heeft justitie keer op keer de digitaliseringstrein gemist. Pogingen tot copernicaanse omwentelingen zoals Mammoet, Cheops en Phenix hebben aangetoond dat de grote revolutie niet werkt bij justitie. Zeker niet als die van bovenaf wordt opgelegd zonder kennis van de realiteit op het terrein. Daarom hebben we een duidelijk en realistisch stappenplan uitgewerkt. We hebben geleerd uit de fouten die in het verleden gemaakt zijn: we leggen de zaken niet van bovenaf op, maar gaan gebruikersgestuurd te werk. Samen met alle entiteiten en afdelingen bouwen we **28 afzonderlijke applicaties** voor een digitale justitie.

Die 28 applicaties vormen de fundamenteën van het digitaal dossier, de digitale rechtbank en de digitale gevangenis. De basisprocessen van de hoven en rechtbanken en de parketten worden eengemaakt zodat elke entiteit op dezelfde manier kan digitaliseren op basis van dezelfde bouwstenen. Dit is de zogenaamde **Common Base**. Voor de medewerkers van Justitie en de magistraten is dit een belangrijke factor met het oog op continuïteit. Wie bijvoorbeeld overstapt van een burgerlijke rechtbank naar de jeugdrechtsrechtbank, zal weinig moeite hebben om zich in te werken in de nieuwe applicatie.

Oude computers uitrusten met nieuwe applicaties en werkplatformen is geen goed idee. Modern informatica-materiaal is onontbeerlijk om Justitie te digitaliseren. De apparatuur waarmee de mensen binnen justitie moesten

membres du personnel de la Justice devaient travailler était désespérément obsolète. Ainsi, 15.313 **nouveaux ordinateurs portables** et 2.931 nouveaux ordinateurs de bureau ont déjà été distribués au sein de la Justice au cours de la présente législature. D'ici 2024, les derniers ordinateurs portables seront livrés et l'ensemble du processus de renouvellement sera achevé. Une attention particulière a également été accordée à la fourniture d'un second écran. Ainsi, les magistrats et le personnel judiciaire ne doivent pas constamment passer d'un document à l'autre et d'une application à l'autre. Dans les cours et tribunaux, 250 kits de vidéoconférence ont été distribués afin qu'au moins une salle d'audience de chaque site judiciaire puisse être équipée de matériel pour la tenue d'audiences vidéo. Les investissements budgétaires nécessaires sont prévus afin d'assurer un cycle de remplacement continu. La politique d'attribution du matériel informatique a également été améliorée, de sorte que le matériel est mieux adapté aux besoins, que la transparence de la distribution est accrue et que la gestion logistique devient plus efficace.

Afin de permettre l'intégration en douceur de la nouvelle méthode de travail pour de nombreux collaborateurs, la façon de communiquer en interne a également été modernisée. **JustTalk** a été lancé au printemps 2022. Cette plateforme numérique est l'endroit où trouver toutes les informations et les nouveautés concernant le trajet de numérisation en cours. Les évolutions techniques divulguées par échange de courriels, sont mises en contexte sur JustTalk avec du matériel d'appui tel que des vidéos, des démonstrations et des manuels. En travaillant de manière cohérente et par-delà les différents services informatiques avec JustTalk, chacun sait où trouver les informations nécessaires sur la numérisation liées à sa fonction spécifique. Une feuille de route détaillée de l'ensemble du trajet de numérisation a également été ajoutée au début de l'année 2023.

Pour les citoyens, les avocats et les prestataires de services externes, **Just-on-web** est en place comme portail numérique central d'accès à la Justice depuis octobre 2021. Entre-temps, il est possible, entre autres, de payer des amendes de circulation, de demander un plan de remboursement, de suivre le dossier d'administration, de consulter un dossier pénal, de consulter un jugement du tribunal de police et du tribunal de paix, de créer une entreprise par acte sous seing privé, de déposer, en tant qu'avocat, des conclusions et des pièces, de trouver un traducteur ou un interprète juré et en tant que prestataire de services externe, d'introduire des états de frais. Entre-temps, Just-on-web compte en moyenne 10.202 visiteurs uniques par jour, dont 58 %

travailler, was hopeloos gedateerd. Daarom zijn deze legislatuur al 15.313 **nieuwe laptops** en 2.931 nieuwe desktops verdeeld binnen Justitie. Tegen 2024 worden de laatste laptops geleverd en zal het hele vernieuwings-traject afgerond zijn. Er was ook specifieke aandacht voor het aanleveren van een tweede scherm. Zo hoeven magistraten en gerechtspersoneel niet constant te switchen tussen documenten en apps. In de hoven en rechtbanken zijn 250 videoconferentiekits verdeeld zodat op elke justitiële locatie er minstens één zittingszaal kan uitgerust worden met materieel voor videozittingen. De nodige budgettaire investeringen zijn voorzien zodat we een continue vervangingscyclus kunnen garanderen. Ook het toewijzingsbeleid omtrent het IT-materiaal werd verbeterd, zodat het materiaal beter aan de behoeften is aangepast, de transparantie van de verdeling verhoogt en het logistiek beheer efficiënter wordt.

Om de voor veel medewerkers vernieuwde manier van werken vlot te integreren, werd ook de manier van intern communiceren gemoderniseerd. In het voorjaar van 2022 werd **JustTalk** gelanceerd. Op dit digitale platform kan men terecht voor alle informatie en nieuwigheden rond het lopende digitaliseringstraject. Technische evoluties die via mailverkeer worden bekendgemaakt, krijgen op JustTalk extra context met ondersteunend materiaal zoals video's, demo's en handleidingen. Door consistent en over de verschillende IT-diensten heen te werken met JustTalk, weet iedereen waar de nodige informatie over de digitalisering met betrekking tot zijn of haar specifieke functie te vinden is. Begin 2023 kwam hier ook een gedetailleerde roadmap van het volledige digitaliseringstraject bij.

Voor de burgers, advocaten en externe dienstverleners is er sinds oktober 2021 **Just-on-web** als centrale digitale toegangspoort van justitie. Men kan er intussen onder andere verkeersboetes betalen, een afbetalingsplan aanvragen, een bewindvoeringsdossier opvolgen, een strafdossier inkijken, een vonnis van de politierechtbank en het vrederecht raadplegen, een onderneming oprichten via onderhandse akte, conclusies en stukken indienen als advocaat, een beëdigd vertaler of tolk zoeken en kostenstaten indienen als externe dienstverlener. Intussen zijn er dagelijks gemiddeld 10.202 unieke bezoekers op Just-on-web, waarvan 58 % via laptop of pc en 42 % via smartphone of tablet. Stap voor stap worden meer applicaties toegevoegd en de functionaliteiten verder

le font via un ordinateur portable ou un PC et 42 % via un smartphone ou une tablette. Petit à petit, d'autres applications sont ajoutées et les fonctionnalités sont étendues (voir 1.2.2). Cet état de chose ne fait qu'améliorer la qualité et la rapidité des services de la Justice.

1.2.1. Le dossier numérique

Pour pouvoir parler d'une justice numérique, il faut que les dossiers soient dès le départ créés numériquement. Tous les documents relatifs à un dossier spécifique doivent être créés et parvenir par la voie électronique, et stockés numériquement au même endroit. Pour ce faire, il est essentiel de développer les applications nécessaires à la fois pour le flux entrant, le traitement et le flux sortant de documents.

En ce qui concerne le flux entrant, **JustDeposit** permet aux citoyens et aux avocats de faire parvenir par la voie numérique l'ensemble des conclusions, des dossiers de pièces, des requêtes et des lettres. L'application est disponible sur Just-on-web. Plus d'un million de documents sont déjà déposés numériquement chaque année. Au cours de l'année à venir, nous doterons JustDeposit d'un nouveau design afin d'en améliorer la convivialité. Un module pour les experts judiciaires et les traducteurs jurés sera également ajouté, afin de leur permettre de transmettre leurs rapports et traductions par la voie numérique. JustDeposit devrait offrir non seulement un moyen plus efficace de déposer officiellement des documents au tribunal, mais aussi une plus grande cybersécurité. L'objectif est qu'à terme, plus aucun document ne soit transmis par courriel, mais que tout soit déposé sous forme numérique. Nous prévoyons également que des modalités d'application des peines puissent être demandées.

Outre les documents émanant d'avocats, de citoyens, d'experts et de traducteurs, il est également indispensable que les procès-verbaux de police soient transmis sous forme numérique, sans impression ni envoi de courriel. Ce projet s'appelle **e-PV ou procès-verbal électronique**. La police et la Justice ont procédé aux développements techniques nécessaires pour rendre cela possible et une circulaire a également été rédigée pour définir les modalités d'envoi des métadonnées et des habilitations. L'établissement de la liaison avec la police fédérale et les zones de police locale est pleinement en cours. Dans le courant de 2024, l'envoi manuel de procès-verbaux officiels par la police devrait appartenir au passé. Le principe sera ensuite étendu à d'autres partenaires, notamment le SPF Économie, le SPF Finances et le SPF ETCS.

À côté des documents entrants, nous nous concentrons également sur l'intégration de la correspondance

étendue (zie 1.2.2). Dit komt de kwaliteit en snelheid van dienstverlening van Justitie alleen maar ten goede.

1.2.1. Het digitaal dossier

Om van een digitale justitie te kunnen spreken, moeten dossiers van bij het begin digitaal worden aangelegd. Alle documenten rond een specifiek dossier moeten op elektronische wijze worden opgesteld, elektronisch binnenstromen en digitaal bewaard worden op dezelfde plaats. Hiervoor is het essentieel om zowel voor de instroom, de verwerking als de uitstroom de nodige applicaties te ontwikkelen.

Wat betreft de instroom maakt **JustDeposit** het mogelijk voor burgers en advocaten om alle conclusies, stukkenbundels, verzoekschriften en brieven digitaal in te dienen. De applicatie is beschikbaar op Just-on-web. Jaarlijks worden al meer dan een miljoen stukken digitaal neergelegd. Het komende werkjaar voorzien we JustDeposit van een nieuw design zodat de gebruiksvriendelijkheid verhoogt. Ook een module voor gerechtsdeskundigen en beëdigde vertalers wordt toegevoegd, zodat zij hun verslagen en vertalingen digitaal kunnen overmaken. JustDeposit moet niet enkel zorgen voor een efficiëntere manier om documenten officieel in te dienen bij de rechtbank, maar ook voor meer cyberveiligheid. Het is de bedoeling dat er op termijn geen enkel stuk meer doorgemaid wordt maar alles digitaal wordt neergelegd. We voorzien ook dat strafuitvoeringsmodaliteiten aangevraagd kunnen worden.

Naast documenten van advocaten, burgers, experts en vertalers is het ook noodzakelijk dat de processen-verbaal van de politie digitaal doorstromen zonder te hoeven printen of mailen. Dit project heet **e-PV of elektronisch proces-verbaal**. De politie en justitie hebben de nodige technische ontwikkelingen gedaan om dit mogelijk te maken en er is ook een omzendbrief opgesteld om de modaliteiten rond het versturen van metadata en machtigingen vast te leggen. De koppeling met de federale politie en de lokale politiezones is volop bezig. In de loop van 2024 zou het manueel versturen van processen-verbaal door de politie volledig verleden tijd moeten zijn. Daarna wordt het principe verder uitgebreid naar andere partners zoals onder andere de FOD Economie, de FOD Financiën en de FOD WASO.

Naast de inkomende documenten focussen we ook op de integratie van uitgaande briefwisseling en opgemaakte

sortante et des documents de procédure préparés par l'ordre judiciaire. Les applications **JustSend** et **JustSign** s'en chargent. L'application JustSend est le bureau de poste numérique chargé de gérer les flux de documents entre les différentes entités de la justice et les citoyens, avocats, experts et autres partenaires externes. Cet élément de base est étroitement lié à JustSign. Il s'agit de l'outil de signature interne de la Justice. Avec JustSign, les magistrats et le personnel judiciaire apposent une signature électronique qualifiée sur les documents. C'est la base d'un dossier numérique natif qui ne passe plus par le papier. Il permettra également d'accélérer la signature des documents en la rendant indépendante de l'heure et du lieu.

Grâce à Just-on-web, les parties concernées peuvent consulter leurs dossiers en ligne. Pour ce faire, une demande concrète est d'abord soumise via **JustRequest**, la consultation est ensuite effectuée via **JustConsult**. Cette application a été mise en service en juin 2022 et a été fortement développée en 2023. Depuis mars 2023, toutes les enquêtes judiciaires numérisées sont disponibles sur Just-on-web, quel que soit le code d'infraction. Les enquêtes sur les violences sexuelles, les violences intrafamiliales, les meurtres et les homicides sont également déjà accessibles en ligne pour les personnes concernées. Depuis son lancement, 12.711 dossiers ont déjà été consultés en ligne.

Tous les dossiers ne sont pas encore disponibles numériquement. En cas de demande de consultation en ligne d'un dossier papier, celui-ci est, dans la mesure du possible, scanné avec JustScan, puis mis à disposition. Au cours des deux derniers étés, des étudiants jobistes ont été engagés en masse pour scanner des dossiers. Afin d'uniformiser le fonctionnement de JustConsult, JustRequest et JustScan, le ministère public et le siège ont rédigé un code de conduite pour l'accès aux dossiers.

Pour la chaîne pénale, les banques de données **JustEvidence** (gestion des pièces à conviction provenant des saisies), **JustSignal** (gestion des conditions de libération) et **JustRegister** (gestion du casier judiciaire) sont d'importance capitale. Celles-ci sont déjà opérationnelles mais font l'objet d'améliorations constantes.

JustJudgment est le dernier élément du dossier numérique. Il s'agit de la banque de données centrale pour les jugements et arrêts numériques qui sera lancée prochainement. Dans le courant de cette année de travail, le téléchargement des arrêts et jugements se déroulera de manière automatique. En attendant, l'ajout de jugements et d'arrêts se fait manuellement. Dans un deuxième temps, les avocats, les prévenus, les parties civiles et les experts pourront consulter en ligne

procedurestukken vanuit de rechterlijke orde. Hiervoor zorgen de applicaties **JustSend** en **JustSign**. De applicatie JustSend is het digitaal postkantoor en staat in voor het beheer van de documentstromen tussen de verschillende entiteiten van justitie en burgers, advocaten, deskundigen en andere externe partners. Deze bouwsteen hangt nauw samen met JustSign. Dit is de interne ondertekentool van Justitie. Met JustSign zetten magistraten en gerechtspersoneel een gekwalificeerde elektronische handtekening onder documenten. Dit is de basis voor een digitaal native dossier waarbij geen papier meer aan te pas komt. Het ondertekenen van documenten zal hierdoor bovendien sneller kunnen verlopen doordat het onafhankelijk is van tijd en plaats.

Via Just-on-web kunnen betrokken partijen hun dossier digitaal inkijken. Hiervoor wordt eerst een concrete aanvraag ingediend via **JustRequest** om vervolgens de raadpleging te doen via **JustConsult**. Deze app ging live in juni 2022 en werd in 2023 sterk uitgebouwd. Sinds maart 2023 zijn alle gedigitaliseerde gerechtelijke onderzoeken beschikbaar op Just-on-web, ongeacht de delictscode. Ook opsporingsonderzoeken rond seksueel geweld, intrafamiliaal geweld, moord en doodslag zijn reeds online raadpleegbaar voor de betrokkenen. Sinds de lancering zijn al 12.711 dossiers digitaal ingekeken.

Niet alle dossiers zijn reeds digitaal beschikbaar. Indien er een aanvraag binnenloopt om een papieren dossier digitaal in te kijken, wordt het daar waar mogelijk gescand met JustScan en vervolgens ter beschikking gesteld. De voorbije twee zomers werden massaal jobstudenten ingezet om dossiers te scannen. Om tot een uniforme werking met JustConsult, JustRequest en JustScan te komen, hebben Openbaar Ministerie en zetel een gedragscode opgesteld voor het ontsluiten van dossiers.

Voor de penale keten zijn de databanken **JustEvidence** (beheer van overtuigingsstukken uit inbeslagnames), **JustSignal** (beheer van vrijlatingsvoorwaarden) en **JustRegister** (beheer van het strafregister) van cruciaal belang. Deze zijn reeds operationeel maar worden continu verbeterd.

JustJudgment is het sluitstuk van het digitaal dossier. Dit is de centrale databank voor digitale vonnissen en arresten die binnenkort van start gaat. In de loop van dit werkjaar zal het opladen van vonnissen en arresten automatisch verlopen. Het invoegen van de vonnissen en arresten gebeurt ondertussen manueel. In een tweede fase zullen advocaten, beklaagden, burgerlijke partijen en deskundigen de vonnissen en arresten in hun specifiek dossier digitaal kunnen inkijken via Just-on-web. De

les jugements et arrêts présents dans leurs dossiers spécifiques via Just-on-web. L'étape finale est l'accès généralisé à tous les jugements et arrêts avec l'intégration d'un moteur de pseudonymisation. Ainsi, toute personne pourra consulter les jugements et arrêts sans que ne soit cité de noms ou sans présence de traces pouvant conduire à une identification. Dès le lancement de Just-on-web, les jugements des tribunaux de police et des justices de paix étaient déjà accessibles en ligne pour les personnes concernées via Just-on-web. Ceci sera intégré dans JustJudgment.

Toutes les applications susmentionnées collectent et envoient des documents et des données qui sont ensuite rassemblés dans une application centrale en vue de leur traitement: **JustView**. Il s'agit de la nouvelle plateforme centrale qui permet aux magistrats et au personnel de l'ordre judiciaire de consulter et de visualiser un dossier numérique sous tous ses aspects. Au cours de l'année écoulée, JustView a été introduit dans toutes les cours d'appel et les cours du travail, les parquets généraux, les auditorats généraux, les tribunaux correctionnels de première instance, les parquets correctionnels, les tribunaux de police et les parquets de police, le parquet national de la sécurité routière et l'Office central pour la saisie et la confiscation (OCSC).

Actuellement, le dossier numérique est toujours créé en même temps que les versions papier. La législation actuelle prévoit encore souvent explicitement que certaines formalités doivent être accomplies, par exemple "par lettre recommandée", "avec cachet sur la farde" ou "avec signature". C'est pourquoi d'innombrables articles de loi sont en train d'être modifiés pour ajouter l'option "par la voie électronique". Cela fait partie de l'**avant-projet de loi portant dispositions en matière de digitalisation de la Justice et dispositions diverses**, qui a été adopté par le Conseil des ministres et sera déposé au Parlement après avoir reçu l'avis du Conseil d'État. Un changement important est que la source numérique est considérée comme une source authentique pour les dossiers. Ainsi, il ne sera plus nécessaire de conserver de dossiers répressifs sur papier.

1.2.2. Le tribunal numérique

Créer dès le départ un dossier numérique nécessite également un processus de travail numérisé et automatisé au sein des cours, des tribunaux et des parquets. Actuellement, il n'existe pas moins de treize systèmes de gestion de dossiers différents au sein de l'ordre judiciaire qui, historiquement, se sont tous développés en parallèle. La solution est le nouveau système de gestion des dossiers unifié **JustCase**, destiné à l'ensemble de l'ordre judiciaire. Cette nouvelle application doit permettre de moderniser les processus de travail existants

laatste stap is de brede openstelling van alle vonnissen en arresten, waarbij een pseudonimiseringmotor wordt ingebouwd. Zo zal iedereen de vonnissen en arresten kunnen raadplegen zonder dat er namen vernoemd worden of sporen zijn die tot identificatie kunnen leiden. Reeds bij de lancering van Just-on-web zijn vonnissen van de politierechtbank en de vrederechten via Just-on-web al digitaal beschikbaar voor de betrokkenen. Dit wordt geïntegreerd in JustJudgment.

Alle bovenstaande applicaties verzamelen en versturen documenten en gegevens die vervolgens samengebracht worden in één centrale applicatie voor de verwerking: **JustView**. Dit is het nieuw centraal platform waarmee magistraten en medewerkers van de rechterlijke orde een digitaal dossier kunnen consulteren en in al haar aspecten visualiseren. Het afgelopen jaar werd JustView ingevoerd bij alle hoven van beroep en arbeidshoven, de parketten-generaal, de auditoraten-generaal, de correctionele rechtbanken van eerste aanleg, de correctionele parketten, de politierechtbanken en politieparketten, het nationaal parket voor de verkeersveiligheid en het COIV.

Momenteel wordt het digitaal dossier nog simultaan met de papieren versies aangelegd. In de huidige wetgeving staat vaak nog expliciet vermeld dat bepaalde formaliteiten zich bijvoorbeeld "per aangetekende brief", "met stempel op de kaff" of "met handtekening" moet voltrekken. Daarom worden talloze wetsartikelen aangepast waarbij de mogelijkheid "via de elektronische weg" wordt toegevoegd. Dit maakt deel uit van het **voorontwerp van wet Digitalisering en diverse bepalingen** dat werd aangenomen door de Ministerraad en na ontvangst van het advies van de Raad van State wordt ingediend in het parlement. Een belangrijke wijziging is dat de digitale bron als authentiek brondossier wordt beschouwd. Zo zullen geen papieren strafdossiers meer moeten worden bijgehouden.

1.2.2. De digitale rechtbank

Een dossier van meet af aan digitaal opstellen vergt ook een gedigitaliseerd en geautomatiseerd werkproces binnen de hoven, rechtbanken en parketten. Op dit ogenblik bestaan er liefst 13 verschillende dossierbeheersystemen binnen de rechterlijke orde die allemaal historisch naast elkaar zijn gegroeid. De oplossing is het nieuw eengemaakt dossierbeheersysteem **JustCase** bestemd voor de volledige rechterlijke orde. Deze nieuwe applicatie moet de bestaande werkprocessen moderniseren en de manuele handelingen maximaal schrappen. De prioriteit

et d'éliminer un maximum d'opérations manuelles. La priorité du projet JustCase est d'abord de remplacer les systèmes de gestion de dossiers les plus anciens. Au cours de la prochaine année de travail, JustCase sera mis en service à la Cour de cassation et dans les tribunaux de l'application des peines. Ensuite ce sera au tour des tribunaux et parquets de la jeunesse.

La migration de l'ensemble de l'ordre judiciaire vers un nouveau système de gestion des dossiers doit se faire de manière réfléchie et par étapes, en vue d'éviter les défauts de jeunesse et d'être en mesure d'intégrer toutes les fonctionnalités spécifiques nécessaires par division et entité. Le système de gestion des dossiers MaCH, avec lequel travaillent environ la moitié des magistrats et du personnel judiciaire, échappe donc dans un premier temps au champ d'application de JustCase. Toutefois, l'interface obsolète de MaCH a été modernisée en priorité afin de répondre aux besoins changeants des utilisateurs. Il s'agit de **JustOne**, un nouvel environnement de travail virtuel beaucoup plus convivial et qui est en outre relié à JustView et aux autres applications pertinentes. L'accès à des banques de données externes telles que la banque de données commune est également prévu. La mise en service de JustOne dans les parquets correctionnels est pleinement en cours et est en voie de finalisation. Au cours de la prochaine année de travail, la version pour les parquets et auditorats généraux **JustOne PG/AG** sera lancée. Cette application remplacera par la même occasion également l'ancien système de gestion de dossiers PAGE. Le développement de l'application JustOne destinée aux utilisateurs au sein des cours et tribunaux se poursuit également.

Les audiences doivent également pouvoir être organisées sous forme numérique. À cette fin, **JustCourt** a été développé, l'application spécifique pour la vidéoconférence dans les tribunaux. Une première version a déjà été testée et sa convivialité a été évaluée positivement. D'autres améliorations sont indispensables et le projet pilote démarrera en 2024 dans les tribunaux de Bruxelles, de Marche-en-Famenne et de Malines. Par le biais de JustCourt, les parties concernées pourront demander un report d'audience ou plaider une affaire devant le tribunal par la voie numérique. La gestion des audiences y sera également associée afin que le temps soit utilisé de manière beaucoup plus efficace et que les citoyens, les avocats, les interprètes et les experts aient une meilleure idée de l'affaire qui est entendue et du moment où celle-ci sera traitée. De ce fait, le transport des détenus pourra aussi être organisé plus efficacement.

Des applications distinctes ont été développées pour certaines procédures spécifiques, dont bon nombre d'entre elles ont été rendues accessibles via Just-on-web. Cela permet déjà de réaliser des gains d'efficacité

binnen het project JustCase ligt eerst in de vervanging van de oudste dossierbeheerssystemen. Het komende werkjaar zal JustCase in gebruik worden genomen bij het Hof van Cassatie en de strafuitvoeringsrechtbanken. Daarna zijn de jeugdrechtbanken en -parketten aan de beurt.

De volledige rechterlijke orde laten migreren naar een nieuw dossierbeheerssysteem moet doordacht en gefaseerd gebeuren, om kinderziektes te vermijden en alle nodige specifieke functionaliteiten per afdeling en entiteit in te kunnen bouwen. Het dossierbeheerssysteem MaCH, waarmee zowat de helft van alle magistraten en gerechtspersoneel werkt, valt daarom in eerste instantie buiten het bereik van JustCase. Wel is prioritair de verouderde interface van MaCH gemoderniseerd om te beantwoorden aan de veranderende noden van de gebruikers. Dit is **JustOne**, een nieuwe virtuele werkomgeving die veel gebruiksvriendelijker is en bovendien gekoppeld is aan JustView en de andere relevante applicaties. Ook de toegang tot externe databanken zoals de Gemeenschappelijke Gegevensdatabank is voorzien. De ingebruikname van JustOne bij de correctionele parketten is volop in uitvoering en wordt verder afgerond. In het komende werkjaar wordt de versie voor de parketten-generaal en de auditoraten-generaal **JustOne PG/AG** ingevoerd. Deze applicatie zal meteen ook het oude dossierbeheerssysteem PAGE vervangen. Ook de JustOne-applicatie voor de gebruikers binnen de hoven en rechtbanken wordt verder ontwikkeld.

Zittingen moeten ook digitaal kunnen worden georganiseerd. Daarvoor is **JustCourt** ontworpen, de applicatie specifiek voor videoconferenties in de rechtbanken. Een eerste versie werd reeds getest, en de gebruiksvriendelijkheid werd positief beoordeeld. Verdere verbeteringen zijn noodzakelijk en in 2024 start het pilootproject in de rechtbanken van Brussel, Marche-en-Famenne en Mechelen. Via JustCourt zal het voor de betrokken partijen mogelijk worden om een uitstel van een zitting te vragen of een dossier digitaal te pleiten voor de rechtbank. Ook het zittingsmanagement wordt hieraan gekoppeld, zodat er veel efficiënter kan worden omgesprongen met tijd en zodat burgers, advocaten, tolken en deskundigen een beter zicht krijgen op welke zaak op welk moment behandeld wordt. Ook gedetineerdentransport zal hierdoor efficiënter georganiseerd kunnen worden.

Voor bepaalde specifieke procedures zijn afzonderlijke applicaties ontwikkeld, waarvan er heel wat toegankelijk zijn gemaakt via Just-on-web. Dit levert reeds aanzienlijke efficiëntiewinsten en een verhoogde toegankelijkheid

significatifs et d'améliorer l'accessibilité pour les nombreux acteurs internes et externes à la Justice. Les applications sont également constamment améliorées et enrichies de nouvelles fonctionnalités.

Depuis décembre 2022, il est possible de demander des extraits d'état civil via Just-on-web, à partir de la Banque de données des actes de l'état civil. Depuis lors, et jusqu'à la mi-septembre 2023, 64.000 extraits et copies d'actes ont déjà été demandés par cette voie.

JustProtect est l'application de gestion des dossiers d'administration et est accessible via Just-on-web. Depuis son lancement, 523.000 requêtes ont déjà été déposées par la voie électronique. 80 % de ces requêtes sont faites par un avocat, 18 % par des citoyens et 2 % par des employés d'une institution. En outre, environ 222.000 documents n'ont plus été envoyés par la poste par les justices de paix, mais ont été lus numériquement grâce à la ligne du temps des dossiers dans JustProtect.

Justinvoice est l'application pour la facturation des services par des prestataires de services externes. Depuis juin 2022, ces prestataires peuvent soumettre leurs états de frais via Just-on-web. Grâce à l'amélioration des processus de travail et à l'introduction de Justinvoice, les délais de paiement des frais de justice sont passés d'une moyenne de 50 jours à une moyenne de 18 jours après leur introduction au bureau de taxation. Plus de 80.000 factures ont déjà été soumises par la voie numérique.

JustAct est la version modernisée d'e-Grefte qui a été développée en étroite collaboration avec le Secrétaire d'État à la Digitalisation, chargé de la Simplification administrative et qui permet, entre autres, la constitution de personnes morales par acte sous seing privé en ligne et les actes modificatifs nécessaires, et est disponible depuis peu sur Just-on-web. Au cours de l'année de travail à venir, les fonctionnalités seront encore étendues de sorte que, par exemple, le changement d'administrateur puisse également se faire par la voie numérique. La résolution du 8 juin 2021 visant à stimuler la numérisation des associations sans but lucratif est ainsi mise en œuvre.

JustFines permet aux citoyens de payer leur amende, de la contester ou de demander un plan de paiement en ligne via Just-on-web, (voir 2.2).

JustBan est le registre central des interdictions de gérer imposées par les tribunaux. Tout le monde peut y consulter les noms des personnes et/ou des entreprises qui ont été interdites d'encre exerce des fonctions de

op voor talloze actoren binnen en buiten justitie. De applicaties worden ook constant verder verbeterd en uitgebreid met nieuwe functionaliteiten.

Sinds december 2022 is het mogelijk om via Just-on-web uittreksels van de burgerlijke stand op te vragen, uit de Databank van Akten van de Burgerlijke Stand. Sindsdien zijn, tot midden september 2023, via deze weg reeds 64.000 uittreksels en afschriften van akten opgevraagd.

JustProtect is de applicatie voor het beheer van dossiers inzake bewindvoering en is toegankelijk via Just-on-web. Sinds de opstart zijn er reeds 523.000 verzoekschriften elektronisch neergelegd. 80 % van deze neerleggingen gebeurt door een advocaat, 18 % door burgers en 2 % door medewerkers van een instelling. Daarnaast werden ongeveer 222.000 documenten niet meer met de post verstuurd vanuit de vrederechten, maar digitaal gelezen via de tijdlijn van het dossier in JustProtect.

Justinvoice is de applicatie voor de facturatie van prestaties door externe dienstverleners. Sinds juni 2022 kunnen zij via Just-on-web hun kostenstaten indienen. Dankzij het verbeteren van de werkprocessen en de invoering van Justinvoice zijn de betalingstermijnen van de gerechtskosten afgenomen van gemiddeld 50 dagen tot gemiddeld 18 dagen na indiening bij het taxatiebureau. Er zijn al meer dan 80.000 facturen digitaal ingediend.

JustAct is de gemoderniseerde versie van e-Griffie die ontwikkeld is in nauwe samenwerking met de Staatssecretaris voor Digitalisering, belast met Administratieve Vereenvoudiging en die onder andere voorziet in een digitale oprichting van rechtspersonen via onderhandse akte en de noodzakelijke wijzigingsakten en is sinds kort beschikbaar op Just-on-web. Het komende werkjaar worden de functionaliteiten verder uitgebreid zodat bijvoorbeeld de wijziging van bestuurders ook digitaal kan. Hiermee wordt uitvoering gegeven aan de parlementaire resolutie van 8 juni 2023 betreffende het stimuleren van de digitalisering voor verenigingen zonder winstoogmerk.

JustFines staat burgers via Just-on-web toe hun boete digitaal te betalen, te betwisten of een afbetalingsplan (zie 2.2) te vragen.

JustBan is het centraal register van bestuursverboden die zijn opgelegd door de rechtbank. Hierin kan iedereen de namen van personen en/of ondernemingen consulteren die een verbod kregen om nog bestuursfuncties uit te

direction. Cela doit permettre d'éviter que des entrepreneurs malhonnêtes ne fassent de nouvelles victimes. JustBan a été ajouté à Just-on-web en octobre 2023.

Justinsolvent sera le nouveau nom de Regsol, la procédure numérique de gestion des dossiers en matière de faillites et de réorganisations judiciaires.

JustRestart est l'application de gestion des règlements collectifs de dettes qui permet aux personnes en règlement collectif de dettes de suivre leur dossier de beaucoup plus près. L'application sera lancée sur Just-on-web au cours de la prochaine année de travail.

JustGuardian est l'application qui permet de suivre les dossiers de tutelle. Cette application sera également ajoutée à Just-on-web.

JustPublish est le nouveau système de gestion de dossiers du *Moniteur belge*. Il est déjà mis en œuvre et permet de traiter les données de manière beaucoup plus aisée. Par ailleurs, un nouveau portail et un nouveau site internet sont en cours de préparation. Le processus de publication est également en cours d'automatisation.

Toutes les banques de données et les applications sont reliées entre elles si nécessaire de sorte que la circulation de l'information est garantie. Des connecteurs de données réutilisables (API) ont été utilisés à cette fin. Grâce à cette base, il sera possible, à l'avenir, de répondre plus rapidement à la nécessité de connecter des bases de données entre elles.

1.2.3. *Le numérique dans les prisons*

Dans nos prisons aussi, nous travaillons d'arrachepied à la transformation numérique.

JustPrison, une application destinée aux collaborateurs internes, assurera l'ensemble de la gestion des prisons. Elle doit remplacer l'actuel système de gestion de dossiers Sidis Suite et offrir davantage de fonctionnalités pour mieux suivre les dossiers individuels. La liaison avec les autres banques de données et applications pertinentes des tribunaux et des parquets assure également une circulation automatique des informations permettant à la direction de mieux évaluer les dossiers individuels. Le marché public est finalisé et le développement bat son plein. Il existe un certain nombre de problèmes dans la mise en œuvre qui nécessitent un suivi très minutieux. L'objectif reste que cette application soit livrée au cours de la prochaine année de travail.

JustFromCell est la plateforme numérique que les détenus, comme son nom l'indique, peuvent utiliser depuis leur cellule. Sur celle-ci, il est entre autres possible de

oefener. Dit moet ervoor zorgen dat malafide ondernemers niet opnieuw slachtoffers kunnen maken. JustBan is in oktober 2023 toegevoegd aan Just-on-web.

Justinsolvent wordt de nieuwe naam van Regsol, de digitale procedure voor het beheer van dossiers inzake faillissementen en gerechtelijke reorganisaties.

JustRestart is de applicatie voor het beheer van de collectieve schuldenregeling, zodat personen in collectieve schuldenregeling hun dossier veel nauwgezetter kunnen opvolgen. De applicatie wordt het komende werkjaar gelanceerd op Just-on-web.

JustGuardian is de applicatie om voogdijdossiers op te volgen. Ook deze applicatie zal toegevoegd worden aan Just-on-web.

JustPublish is het nieuw dossierbeheersysteem van het *Belgisch Staatsblad*. Dit is reeds geïmplementeerd en laat toe gegevens veel vlotter te verwerken. Er wordt ook gewerkt aan een nieuw portaal en een nieuwe website. Ook het publicatieproces ondergaat een automatisering.

Alle databanken en applicaties zijn aan elkaar gelinkt waar nodig, zodat de informatiedoorstroming gegarandeerd is. Hiervoor is gewerkt met herbruikbare dataconnectoren (API's). Dankzij deze basis kan in de toekomst sneller worden ingespeeld op de behoefte om databanken met elkaar te verbinden.

1.2.3. *De digitale gevangenis*

Ook in onze gevangenissen wordt volop gewerkt aan een digitale transformatie.

JustPrison zal instaan voor het volledige beheer van de gevangenissen en is bedoeld voor de interne medewerkers. Het moet het huidige dossierbeheersysteem Sidis Suite vervangen en voorzien in meer functionaliteiten om individuele dossiers beter op te kunnen volgen. De koppeling met de andere relevante databanken en applicaties van de rechtbanken en parketten zorgt bovendien voor een automatische informatiedoorstroming zodat de individuele dossiers beter beoordeeld kunnen worden door de directie. De openbare aanbesteding is afgerond en de ontwikkeling is volop in uitvoering. Er zijn problemen met de uitvoering waardoor een zeer nauwgezette opvolging noodzakelijk is. Het is nog steeds de bedoeling om in het komend werkjaar op te leveren.

JustFromCell is het digitale platform waarvan gedetineerden, zoals de naam het zegt, vanuit hun cel gebruik kunnen maken. Hierop is het onder andere mogelijk om

communiquer avec la direction de la prison, de passer des commandes à la cantine, de lire des livres électroniques, d'utiliser des outils de traduction, de suivre le dossier de détention individuel et de consulter des informations telles que le règlement intérieur et les communications de service. La plateforme numérique destinée aux détenus a été installée dans les établissements de Haren et de la nouvelle prison de Termonde et sera étendue aux autres prisons au cours de l'année à venir. Des sessions de formation ont également été organisées pour les détenus moins familiarisés avec l'environnement numérique.

JustCare devrait permettre aux médecins et aux psychologues travaillant en prison de constituer un dossier patient numérique conforme à la manière dont les choses se passent à l'extérieur des murs de la prison. Ainsi, le dossier d'un patient peut être suivi plus minutieusement. Les discussions et les négociations avec les candidats pour le marché public sont en phase finale, après quoi le développement pourra commencer en 2024.

2. Plus humaine

2.1. Une Justice accessible, en particulier pour les plus vulnérables

La Justice doit être accessible de manière égale à tous les citoyens, indépendamment de leurs moyens financiers ou de leur position d'information.

La réforme de l'**aide juridique de deuxième ligne** a déjà été cruciale pour un meilleur accès à la Justice. Depuis septembre 2020, les plafonds de revenus pour avoir droit à un avocat *pro deo* ont été annuellement et progressivement majorés de 100 euros. Ainsi, depuis le 1^{er} septembre 2023, il est possible d'avoir droit à un avocat *pro deo* en ayant des revenus mensuels nets de 1.526 euros, contre 1.226 euros en septembre 2020. Les montants pour les personnes mariées, cohabitantes ou qui ont des personnes à charge sont déjà plus élevés de 300 euros par rapport à septembre 2020. À partir du 1^{er} septembre 2024, le plafond de revenus sera lié à l'index des prix à la consommation. Au cours de l'année judiciaire 2020-2021, l'élargissement de l'aide juridique de deuxième ligne a déjà généré 26.000 dossiers *pro deo* supplémentaires par rapport à l'année précédente. En 2021-2022, il y a eu de nouveau 14.000 dossiers supplémentaires par rapport à l'année précédente. Les procédures et les formalités administratives d'introduction d'une demande d'aide juridique de deuxième ligne ont en outre été simplifiées et informatisées. Le but est que cela soit accessible via Just-on-Web. Une modification législative en ce sens a été approuvée par

te communiquer avec la direction de la prison, de passer des commandes à la cantine, de lire des livres électroniques, d'utiliser des outils de traduction, de suivre le dossier de détention individuel et de consulter des informations telles que le règlement intérieur et les communications de service. La plateforme numérique destinée aux détenus a été installée dans les établissements de Haren et de la nouvelle prison de Termonde et sera étendue aux autres prisons au cours de l'année à venir. Des sessions de formation ont également été organisées pour les détenus moins familiarisés avec l'environnement numérique.

JustCare doit permettre aux médecins et aux psychologues travaillant en prison de constituer un dossier patient numérique conforme à la manière dont les choses se passent à l'extérieur des murs de la prison. Ainsi, le dossier d'un patient peut être suivi plus minutieusement. Les discussions et les négociations avec les candidats pour le marché public sont en phase finale, après quoi le développement pourra commencer en 2024.

2. Menselijke

2.1. Een toegankelijke Justitie, in het bijzonder voor de meest kwetsbaren

Justitie moet even toegankelijk zijn voor alle burgers, ongeacht de financiële middelen en informatiepositie waarover men beschikt.

Cruciaal voor een verhoogde toegankelijkheid was reeds de hervorming van de **juridische tweedelijnsbijstand**. Sinds september 2020 werden de inkomensplafonds om in aanmerking te komen voor een pro-deo advocaat jaarlijks stapsgewijs verhoogd met 100 euro. Zo heeft men sinds 1 september 2023 recht op een pro deo-advocaat bij een maandelijks netto-inkomen van 1.526 euro of lager, ten opzichte van 1.226 euro voor september 2020. Ook de bedragen bij mensen die gehuwd, samenwonend of personen ten laste hebben, liggen reeds 300 euro hoger dan in september 2020. Vanaf 1 september 2024 wordt de inkomensgrens gekoppeld aan de index van de consumptieprijzen. De uitbreiding van de juridische tweedelijnsbijstand leverde in het gerechtelijk jaar 2020-2021 reeds 26.000 extra pro deo-dossiers op tegenover een jaar eerder. In 2021-2022 ging het opnieuw om 14.000 extra dossiers ten opzichte van het voorgaande jaar. De procedures en administratieve formaliteiten voor het indienen van een aanvraag tot juridische tweedelijnsbijstand worden bovendien vereenvoudigd en gedigitaliseerd. Het is de bedoeling dit toegankelijk te maken via Just-on-web. Een wetswijziging hieromtrent werd goedgekeurd door

le Conseil des ministres et sera déposée au Parlement après réception des avis.

Nous assurons également une **rémunération stable des avocats**. Cela doit permettre d'avoir un nombre suffisant d'avocats *pro deo* pour pouvoir défendre les intérêts dans ces nombreux dossiers supplémentaires. La valeur du point pour les prestations a été indexée pour les dossiers clôturés de l'année judiciaire 2021-2022, faisant passer le point de 81,23 euros à 90,36 euros. À partir de 2024, l'indexation annuelle de la valeur du point sera définitivement ancrée dans la loi. La modification législative est débattue au Parlement dans une partie de la loi thématique droit judiciaire et droit civil. L'arrêté royal y afférent entre en vigueur en 2024. La modification doit permettre un paiement plus rapide des prestations et un contrôle plus efficient par le barreau et le SPF Justice.

Pour améliorer l'accès aux conseils juridiques pour les plus vulnérables, un projet-pilote a été confié à l'**asbl Casa Legal**. Il s'agit d'une maison sociojuridique qui réunit des avocats et des membres d'autres disciplines comme le secteur social. Grâce à l'approche pluridisciplinaire, les personnes rencontrant des problèmes administratifs, juridiques, sociaux, interpersonnels et psychologiques sont mieux orientées vers les services adéquats de la Justice et du secteur de l'aide. Le projet a démarré en septembre 2023.

La numérisation rapide de la Justice a un impact positif sur son accessibilité. Grâce au portail d'accès central Just-on-web, les citoyens doivent de moins en moins se déplacer et libérer du temps pour mettre leurs affaires juridiques en ordre. C'est entre autres le cas avec la plateforme JustProtect, consacrée aux administrations judiciaires. JustConsult concrétise aussi fortement ce progrès, également pour les victimes et les parties civiles. L'an dernier, le Registre du règlement collectif de dettes a poursuivi son évolution sous le nom **JustRestart**. L'an prochain, JustRestart sera lancé sur Just-on-Web, de sorte que la procédure de règlement collectif de dettes pourra se dérouler de façon complètement numérisée et sera donc plus accessible.

Bien entendu, nous sommes également attentifs aux personnes moins familiarisées avec l'environnement numérique et qui n'ont pas accès à Internet chez elles. Les applications Just-on-Web peuvent donc également être consultées sur des **PC Kiosk** dans les greffes des tribunaux. Ces derniers sont en outre systématiquement remplacés par de nouveaux exemplaires. Entretemps, 514 nouveaux PC Kiosk ont été mis en service. Les greffiers et les collaborateurs du greffe aident les utilisateurs des PC Kiosk afin qu'ils puissent s'y retrouver facilement.

de Ministerraad en wordt na het ontvangen van de adviezen ingediend in het parlement.

We verzekeren ook een **stabiele vergoeding voor advocaten**. Dit moet ervoor zorgen dat er genoeg pro-deo advocaten zijn om de belangen in die vele extra dossiers te kunnen behartigen. De puntwaarde voor de prestaties werd, voor de afgesloten dossiers van het gerechtelijk jaar 2021-2022, geïndexeerd van 81,23 euro tot 90,36 euro per punt. De jaarlijkse indexering van de puntwaarde wordt vanaf 2024 definitief verankerd in de wet. Deze wetswijziging wordt besproken in het parlement als een onderdeel van de themawet Burgerlijk en Gerechtelijk Recht. In 2024 treedt het bijhorende koninklijk besluit in werking. Dit moet zorgen voor een vlottere uitbetaling van de prestaties en een efficiëntere controle op die prestaties door de advocatuur en de FOD Justitie.

Om de toegang tot juridisch advies te verhogen voor de meest kwetsbaren werd een pilootproject toegewezen aan de **vzw Casa Legal**. Dat is een sociaal-juridisch huis dat advocaten en leden van andere disciplines zoals de sociale sector samenbrengt. Dankzij de multidisciplinaire aanpak worden mensen met administratieve, juridische, sociale, interpersoonlijke en psychologische problemen beter naar de juiste diensten van Justitie en de hulpverlening verwezen. Het project ging in september 2023 van start.

Dat justitie in sneltempo digitaliseert, heeft een positieve invloed op de toegankelijkheid. Dankzij de centrale online toegangspoort Just-on-web hoeven burgers zich steeds minder te verplaatsen en minder tijd vrij te maken om hun juridische zaken op orde te krijgen. Dit is onder meer het geval met het platform voor bewindvoering JustProtect. Ook JustConsult maakt die vooruitgang heel tastbaar, ook voor slachtoffers en burgerlijke partijen. Het voorbije werkjaar werd ook het Register voor de collectieve schuldenregeling verder ontwikkeld, onder de naam **JustRestart**. Het zal het komend werkjaar live gaan op Just-on-web, waardoor de procedure rond collectieve schuldenregeling volledig digitaal zal kunnen verlopen en dus toegankelijker wordt.

Uiteraard hebben we ook oog voor mensen die minder digitaal onderlegd zijn of thuis geen toegang hebben tot het internet. De applicaties op Just-on-web kunnen worden geraadpleegd op de **kiosk-pc's** in de griffies van de rechtbanken. Deze worden overigens stelselmatig vervangen door nieuwe exemplaren. Intussen zijn er 514 nieuwe kiosk-pc's in gebruik genomen. De griffiers en griffiemedewerkers staan de gebruikers van de kiosk-pc's bij zodat zij vlot wegwijs raken.

Pour également améliorer l'accessibilité sur le terrain, chaque année, deux des grands palais de justice seront équipés d'un **accueil commun**, par analogie avec l'accueil bien-être au Vlinderpaleis à Anvers. Un accueil commun à toutes les entités judiciaires permet d'orienter et de conseiller les citoyens tant au niveau juridique qu'au niveau social. Cette démarche doit permettre de rendre les palais de justice plus accessibles aux justiciables et de les orienter plus rapidement vers la bonne division et le bon service. En 2023, l'accueil commun a été lancé à Bruges, en collaboration avec le barreau et le CAW (centre d'aide sociale). À Liège, les préparatifs battent leur plein et l'accueil bien-être est attendu pour janvier 2024. Gand et Mons sont également programmés pour plus tard en 2024. Les discussions avec les chefs de corps et les services sociaux ont été lancées.

Les plis judiciaires doivent être rédigés de manière aussi claire et intelligible possible afin que chaque citoyen puisse les comprendre. Le groupe de travail pluridisciplinaire **Klare Taal** a réécrit 15 plis judiciaires et l'année prochaine ils seront au nombre de 20. Ils représentent 80 % du volume. Deux des plis judiciaires réécrits sont déjà utilisés et les autres suivront en 2024. Une approche empathique et simple était au cœur de la réécriture. Sans sacrifier l'exactitude juridique, la compréhensibilité pour les lecteurs sans formation juridique est considérablement améliorée. Les nouvelles versions comprennent également des pictogrammes, des options de traduction et des codes QR renvoyant à des sites internet importants. À partir du début de l'année 2024, les nouvelles lettres seront analysées à l'aide d'enquêtes menées auprès de groupes cibles vulnérables en vue d'apporter d'autres améliorations. La société au sens large doit également être informée dans un langage clair sur les décisions judiciaires. Il faut d'une part lutter contre la désinformation et d'autre part fournir une interprétation nuancée. Des moyens ont été débloqués pour employer 5 **professionnels chargés d'expliquer les décisions de justice** auprès des tribunaux au niveau du ressort et 14 **porte-paroles** auprès des parquets pour donner des éclaircissements dans la presse. Tous les jugements et les arrêts seront également disponibles pour le grand public sur Just-on-Web via JustJudgment (voir point 1.2.1).

2.2. Lutter contre l'industrie de la dette

Dans le cadre de la lutte contre le surendettement, nous visons un recouvrement éthique pour mieux protéger les consommateurs financièrement plus vulnérables. Les hausses de prix enregistrées depuis un an et demi ont mis en évidence la nécessité d'un dispositif qui reflète mieux les augmentations de l'indice santé lissé. C'est pourquoi, dans le cadre du projet de loi thématique sur le droit civil et judiciaire, plusieurs amendements aux

Om ook de toegankelijkheid op het terrein te verhogen, worden jaarlijks twee van de grote gerechtsgebouwen uitgerust met een **gemeenschappelijk onthaal**, naar analogie met het welzijnsonthaal in het Vlinderpaleis in Antwerpen. Een gemeenschappelijk onthaal overstijgt alle gerechtelijke entiteiten, heeft een adviesfunctie en verwijst burgers door op zowel juridisch als sociaal vlak. Dit moet drempelverlagend werken voor de rechtszoekende en mensen sneller wegwijs maken tot bij de juiste afdeling en dienst. In 2023 werd het gemeenschappelijk onthaal opgestart in Brugge, in samenwerking met de Balie en het CAW. In Luik zijn de voorbereidingen volop lopende en wordt het welzijnsonthaal in januari 2024 verwacht. Verder in 2024 staan ook Gent en Bergen op het programma. De besprekingen met de korpschefs en maatschappelijke diensten zijn opgestart.

Gerechtsbrieven moeten zo helder en duidelijk mogelijk opgesteld zijn zodat iedere burger die kan begrijpen. De multidisciplinaire samengestelde werkgroep **Klare Taal** herschreef 15 gerechtsbrieven en volgend werkjaar zullen dat er 20 zijn. Die zijn goed voor 80 % van het volume. Twee van de geschreven gerechtsbrieven zijn inmiddels in gebruik genomen en de rest volgt in 2024. Bij het herschrijven stond een empathische en eenvoudige benadering centraal. Zonder in te boeten aan juridische correctheid is de begrijpbaarheid voor lezers zonder juridische achtergrond aanzienlijk verhoogd. De nieuwe versies bevatten ook pictogrammen, vertaalopties en QR-codes naar belangrijke websites. Vanaf begin 2024 worden de nieuwe brieven geanalyseerd aan de hand van enquêtes bij kwetsbare doelgroepen met het oog op verdere verbeteringen. Ook de brede samenleving moet correct en in mensentaal geïnformeerd worden over beslissingen die justitie neemt. Dit moet enerzijds des-informatie tegengaan en anderzijds voor genuanceerde duiding zorgen. Daarom zijn middelen vrijgemaakt voor 5 **vonnisvoorlichters** bij de rechtbanken op ressortniveau en 14 **parketwoordvoerders** bij de parketten om duiding te geven in de pers. Heel wat van hen zijn intussen al aan de slag. Alle vonnissen en arresten zullen in 2024 ook voor het brede publiek beschikbaar worden op Just-on-web via JustJudgment (zie 1.2.1).

2.2. Schuldindustrie aanpakken

In de strijd tegen overmatige schuldenlast wordt gestreefd naar een ethische schuldinvordering ter bescherming van financieel zwakkere consumenten. De prijsstijgingen van het voorbije anderhalf jaar hebben duidelijk gemaakt dat er een regeling moet komen die beter is afgestemd op de stijgingen van de afgevlakte gezondheidsindex. Als onderdeel van de themawet Burgerlijk Recht en Gerechtelijk Recht worden daarom

dispositions relatives aux seuils de saisie sont proposés. Il s'agit notamment de la possibilité d'adapter les seuils de saisie sans attendre l'indexation annuelle, à savoir lorsque l'indice utilisé a augmenté ou diminué de 5 % lors de la dernière adaptation. Il sera également possible d'adapter les montants insaisissables lorsque la situation économique le justifie, par exemple en période de crise énergétique.

Les **frais liés au recouvrement judiciaire** seront également rationalisés, tant au niveau du recouvreur professionnel que pour les frais liés à la procédure elle-même. Le projet de loi y afférent est en discussion au niveau gouvernemental. Ce projet prévoit également une extension des informations dans le fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt (FCA). Cela devrait permettre à l'huissier de justice d'émettre un signalement précoce pour les personnes en grande difficulté financière afin d'éviter des procédures ou des mesures d'exécution pour des personnes qui ne sont dans l'incapacité de payer.

Les règles relatives au **règlement collectif de dettes** font également l'objet d'une réforme. L'arrêté royal relatif aux honoraires des médiateurs de dettes est également mis à jour. Comme déjà indiqué, les dossiers relatifs au règlement collectif de dettes sont numérisés et mis à disposition sur Just-on-Web (voir point 1.2.2). Les personnes impliquées dans un tel règlement peuvent suivre le dossier de près. Jusqu'à présent, il fallait se rendre au tribunal pour pouvoir consulter le dossier, ce qui arrivait rarement, ou charger l'avocat de le faire. JustRestart sera également prévu sur les PC Kiosk.

Enfin, depuis octobre 2022, la demande d'un **plan de paiement** pour les amendes routières et les amendes correctionnelles est également informatisée sur Just-on-Web. Les citoyens peuvent dorénavant demander un plan de paiement en ligne. Entretemps, 35.788 plans de paiement ont déjà été demandés, dont 99 % concernaient les infractions routières. Environ 65 % des citoyens optent pour le nombre maximal de six tranches. Dans 94 % des cas, toutes les tranches sont payées.

2.3. Protection des enfants

Le budget pour le projet **Arachnid** a été renforcé afin que Child Focus puisse détecter et faire supprimer plus rapidement les images d'abus sexuels sur mineurs. À ce jour, Child Focus a envoyé plus de 9 millions de signalements aux fournisseurs de services internet pour faire supprimer ces images d'internet. Nous apportons également notre pleine collaboration

vers différentes modifications aux dispositions relatives à l'indexation des seuils de saisie. Daarbij wordt de mogelijkheid voorzien om de inbeslagnemingsdrempels aan te passen zonder de jaarlijkse indexering af te wachten, namelijk wanneer het gebruikte indexcijfer bij de laatste aanpassing met 5 % is gestegen of gedaald. Ook zullen de bedragen die niet vatbaar zijn voor beslag aangepast kunnen worden wanneer de economische toestand, bijvoorbeeld in tijden van een energiecrisis, dit verantwoordt.

Ook de **kosten verbonden aan gerechtelijke schuldinvoering**, zowel die van de professionele invorderaar als die verbonden aan de procedure zelf, worden gerationaliseerd. Het wetsontwerp hierover wordt besproken op regeringsniveau. Daarin is ook een uitbreiding van de informatie in het Centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest (CBB) voorzien. Dit moet zorgen voor een vroeg-signalering van mensen met ernstige financiële problemen door de gerechtsdeurwaarder om zo nutteloze procedures of uitvoeringsmaatregelen te vermijden bij mensen die niet kunnen betalen.

Ook de regels rond **collectieve schuldenregeling** worden hervormd. Tevens wordt het koninklijk besluit rond de erelonen van de schuldbemiddelaars geüpdatet. Zoals reeds vermeld worden de dossiers rond collectieve schuldenregeling gedigitaliseerd en beschikbaar gesteld op Just-on-web (zie 1.2.2). Zo zullen personen die zich in zo'n regeling bevinden, zelf hun dossier nauwgezet kunnen opvolgen. Tot op heden moest men hiervoor naar de rechtbank om dit in te kijken – wat amper gebeurde – of dit overlaten aan de advocaat. JustRestart zal ook op de kiosk-pc's worden voorzien.

Tot slot is sinds oktober 2022 het aanvragen van een **afbetalingsplan** voor verkeersboetes en correctionele boetes gedigitaliseerd op Just-on-web. Sindsdien kunnen burgers online een afbetalingsplan aanvragen. Intussen zijn reeds 35.788 afbetalingsplannen aangevraagd, waarvan 99 % voor verkeersinbreuken. Zo'n 65 % van de burgers kiest voor het maximum van zes schijven. In 94 % van alle gevallen worden alle schijven betaald.

2.3. Beschermen van kinderen

Het budget voor het project **Arachnid** werd versterkt zodat Child Focus seksuele misbruikbeelden van minderjarigen sneller kan opsporen en verwijderen. Child Focus heeft tot op heden reeds meer dan 9 miljoen meldingen verstuurd naar internet serviceproviders om deze beelden te verwijderen van het internet. We verlenen ook alle medewerking aan Europese initiatieven

aux initiatives européennes pour que le Child Sexual Abuse Material (CSAM – matériel relatif à des abus sexuels sur des enfants) soit préventivement détecté et supprimé, en tenant compte du respect de l'équilibre entre les raisons impératives de la protection de la société en général et les droits humains concernant la protection de l'intégrité physique et psychique des enfants en particulier, et les droits humains relatifs à la vie privée de l'ensemble des citoyens. Nous soutenons la création d'un centre européen afin de lutter contre les abus d'enfants en ligne.

Nous prévoyons également la possibilité d'un alourdissement de la peine si des **violences intrafamiliales** ont été commises **en présence d'un mineur**. Il s'agit d'un facteur aggravant inscrit dans le Livre II du nouveau Code pénal (voir point 3.1.1). Le projet de loi est à présent traité au Parlement. La liste des infractions pouvant justifier des écoutes a également été étendue et il y a eu une amélioration de la procédure en référé pour la suppression notamment d'images d'abus (voir point 3.11).

Dans le cadre de la réforme du tribunal de la famille, nous améliorons le **droit de l'enfant d'être entendu** par le juge dans le cadre d'une procédure. Des recherches ont en effet montré que tous les juges ne parlent pas activement aux enfants lors de l'élaboration des modalités du droit de visite et lors de procédures de divorce. Le groupe de travail créé à ce sujet, composé d'universitaires, d'avocats, de médiateurs, de juges et de membres du ministère public, a terminé ses travaux. Les recommandations ont été intégrées dans le projet de loi relatif à la numérisation et à des dispositions diverses, qui a été approuvé par le Conseil des ministres. Des dispositions y sont également intégrées pour que la législation soit conforme à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle.

La loi du 20 mai 2021 modifiant le Code civil en ce qui concerne les **liens personnels entre frères et sœurs** a assuré que les frères et sœurs ne peuvent plus être séparés inconsidérément dans le cadre de procédures de divorce. Cela signifie qu'un juge de la famille doit rechercher un règlement similaire pour les frères et sœurs, afin que leurs modalités d'hébergement concordent autant que possible.

Par le biais de la **Commission nationale pour les droits de l'enfant**, les structures et processus actuels concernant les droits de l'enfant sont répertoriés à l'aide de la création d'indicateurs nationaux. Nous tenons compte des recommandations de la CNDE pour l'élaboration de la politique future en matière de droits de l'enfant. Nous avons également participé à plusieurs

om ervoor te zorgen dat Child Sexual Abuse Material (CSAM) preventief gescreend en verwijderd wordt. Daarbij wordt rekening gehouden met het evenwicht tussen, enerzijds, de dwingende vereiste om onze samenleving in het algemeen te beschermen evenals de mensenrechten op het vlak van bescherming van de fysieke en psychische integriteit van kinderen in het bijzonder en, anderzijds, de mensenrechten op het vlak van privacy van alle burgers. We steunen de oprichting van een Europees centrum om online kindermisbruik tegen te gaan.

We voorzien de mogelijkheid tot strafverzwaring indien er **intrafamiliaal geweld** wordt gepleegd **in aanwezigheid van een minderjarige**. Het gaat om een verzwarende factor die in boek II van het nieuw Strafwetboek (zie 3.1.1) wordt ingeschreven. Het wetsontwerp wordt thans behandeld in het parlement. Ook werd de taplijst uitgebreid en is gezorgd voor verbetering aan de procedure in kort geding voor het verwijderen van onder andere misbruikbeelden (zie 3.11).

Als onderdeel van de hervorming van de familierechtbank verbeteren we het **recht van het kind om gehoord te worden** door de rechter tijdens een procedure. Uit onderzoek is namelijk gebleken dat niet alle rechters actief de kinderen spreken bij het opstellen van omgangsregelingen en tijdens echtscheidingsprocedures. De werkzaamheden van de opgerichte werkgroep hieromtrent, samengesteld uit academici, advocaten, bemiddelaars, rechters en leden van het Openbaar Ministerie zijn afgerond. De aanbevelingen werden opgenomen in het wetsontwerp Digitalisering en Diversen, dat is goedgekeurd door de Ministerraad. Daarin zijn ook bepalingen opgenomen om de wetgeving in overeenstemming te brengen met de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof.

De wet van 20 mei 2021 tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, betreffende de **persoonlijke banden tussen broers en zussen**, heeft er inmiddels voor gezorgd dat broers en zussen niet meer zomaar gescheiden mogen worden naar aanleiding van echtscheidingsprocedures. Dit betekent dat een familierechter eenzelfde regeling moet nastreven voor broers en zussen, zodat hun verblijfsregelingen in de mate van het mogelijke elkaar overlappen.

Via de **Nationale Commissie voor de Rechten van het Kind** worden de huidige structuren en processen inzake kinderrechten geïnventariseerd, aan de hand van het opstellen van nationale indicatoren. Voor de ontwikkeling van het verdere beleid inzake kinderrechten nemen we de aanbevelingen van het NCRK in aanmerking. We namen tevens deel aan verscheidene studiedagen gewijd aan

journées d'étude consacrées à la place de l'enfant dans un procès. Le fonctionnement du tribunal de la famille est en outre évalué par un groupe d'experts de la VUB et de l'ULB. L'organisation et le fonctionnement du tribunal de la famille, la résolution amiable des litiges et la conciliation, la relation entre le tribunal de la famille et le tribunal de la jeunesse, l'importance de l'enfant, le rôle du juge et la procédure sont tous des éléments examinés de près.

Plusieurs bonnes pratiques de nos cours et tribunaux en matière de droits de l'enfant dans les affaires familiales, comme le **modèle de consensus de Dinant** et le **modèle participatif d'Anvers**, sont étendues à d'autres arrondissements.

2.4. *Une approche centrée sur la victime*

Le procès d'assises des attentats du 22 mars 2016 est le plus grand procès jamais organisé dans notre pays. Le monde a eu les yeux rivés sur nous pour voir comment la justice belge allait traiter ce "procès du siècle". Ce procès n'aurait jamais pu être mené à bien sans l'engagement sans failles des magistrats, des greffiers, du personnel judiciaire et du SPF Justice. Un grand mérite revient également aux différents services de sécurité et de police qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes jour après jour.

D'aucuns nourrissaient à priori de nombreux doutes quant à la capacité d'un **jury populaire** à mener à bien ce procès. Les jurés ont accompli leur rôle avec brio. Des mois durant, les jurés et jurés suppléants ont accompli leur devoir civique de manière remarquable. Cela a certainement été une rude épreuve sur le plan psychologique. Via le SPF Justice, les jurés qui éprouvent des difficultés à l'issue d'un procès d'assises peuvent dorénavant suivre 10 séances gratuites avec un thérapeute. C'est valable pour tous les procès d'assises.

Pour les victimes et les proches, ce procès a été très éprouvant sur le plan émotionnel. Heureusement, comme dans tous les procès d'assises, ils ont pu compter sur l'engagement inconditionnel des assistants de justice des services d'accueil des victimes. **Les coaches de V-euroSOPe en soutien aux victimes** étaient présents et à la disposition des victimes tous les jours. Des discussions en groupe ont ainsi été organisées par des experts en traumatismes ainsi que des visites individuelles à domicile lorsqu'un soutien supplémentaire était nécessaire. Une **webradio** a permis aux victimes de suivre le procès en Belgique et à l'étranger, aussi depuis la maison.

Pour le service Buildings & Facilities également, le bon déroulement du procès sur le site Justitia était une

de la place van het kind in het proces. De werking van de familierechtbank wordt bovendien geëvalueerd door een expertengroep van de VUB/ULB. Zowel de organisatie en werking van de familierechtbank, de minnelijke oplossing van geschillen en minnelijke schikking, de relatie tussen de familierechtbank en de jeugdrechtsbank, het belang van het kind, de rol van de rechter en de rechtspleging worden onder de loep genomen.

Enkele best practices van onze hoven en rechtbanken met betrekking tot kinderrechten in familiezaken, zoals het **consensusmodel van Dinant en het participatiemodel van Antwerpen**, worden uitgebreid naar de andere arrondissementen.

2.4. *Het slachtoffer staat centraal*

Het assisenproces over de aanslagen van 22 maart 2016 is het grootste proces dat ons land ooit heeft gekend. De ogen van de wereld waren gericht op hoe de Belgische justitie dit "proces van de eeuw" zou afhandelen. Dit proces had nooit tot een goed einde gebracht kunnen worden zonder de tomeloze inzet van magistraten, griffiers, gerechtspersoneel en de FOD Justitie. Dat is tevens de grote verdienste van de verschillende veiligheids- en politiediensten die dag na dag het beste van zichzelf gaven.

Op voorhand waren er bij sommigen twijfels of een **volksjury** dit proces tot een goed einde zou kunnen brengen. Ze vervulden hun rol met verve. Maandenlang hebben de juryleden en de reservejuryleden op voortreffelijke wijze hun burgerplicht vervuld. Dit moet zeker psychologisch een zware beproeving zijn geweest. Via de FOD Justitie kunnen juryleden die het moeilijk hebben na afloop van een assisenproces voortaan 10 gratis sessies volgen bij een therapeut. Dit geldt voor alle assisenzaken.

Voor de slachtoffers en nabestaanden was dit proces een emotionele beproeving. Gelukkig konden ze zoals bij elke assisenzaak rekenen op de onvoorwaardelijke inzet van de justitieassistenten van de diensten voor slachtofferonthaal. **De slachtoffercoaches van V-EUROPE** waren elke dag aanwezig en beschikbaar voor de slachtoffers. Zo werden er groeps gesprekken georganiseerd door trauma-experten en waren er individuele huisbezoeken wanneer er extra steun nodig was. Via de **webradio** konden slachtoffers in binnen- en buitenland het proces ook van thuis volgen.

Ook voor de dienst Buildings en Facilities was in 2023 het vlot verloop van het proces op de site Justitia

priorité absolue en 2023. Après la décision de démonter le box des accusés, des mesures ont été prises rapidement pour effectuer les ajustements nécessaires. L'ensemble du procès a représenté un travail considérable, mais il s'est déroulé de manière remarquable en termes d'organisation, malgré le début mouvementé.

Enfin, nous pouvons tirer des leçons de ce procès pour l'organisation de futurs grands procès. Le **site Justitia** est un endroit approprié pour l'organisation de ceux-ci. En ce qui concerne les frais de justice, un service distinct a été créé pour traiter tous les états de frais liés au procès. Dans le programme comptable, ces coûts ont été enregistrés séparément afin de pouvoir mieux estimer les coûts à l'avenir.

Les victimes d'actes intentionnels de violence et de terrorisme disposent d'un délai plus long pour faire appel à la **Commission d'aide financière aux victimes**. Une modification de loi en la matière (HRF III) est à l'examen au Parlement fédéral. Concrètement, le délai pour introduire une demande est prolongé et passe de 3 à 5 ans. Pour les mineurs, il ne commence à courir qu'à partir de l'âge de la majorité. Pour les victimes du terrorisme, le délai est suspendu à partir du moment où elles entreprennent elles-mêmes des démarches pour être indemnisées de leurs dommages par leurs propres moyens, via l'assurance par exemple. Une période de transition est prévue pour toutes les victimes d'attentats terroristes reconnus qui n'ont pas encore introduit de demande ou ont introduit une demande tardive. Cela signifie que les victimes des attentats de Zaventem et Maalbeek de 2016 pourront encore y recourir. La Commission d'aide financière ouvrira plusieurs dossiers après le vote de ce projet de loi en séance plénière. Une procédure écrite accélérée était déjà prévue auparavant à la Commission d'aide financière aux victimes.

Nous coopérons pleinement avec la commission d'enquête parlementaire et l'enquête du Conseil supérieur de la justice sur les abus commis au sein de l'Église et en dehors, et nous examinons avec le culte catholique comment ils peuvent mieux répondre aux années de souffrance des victimes.

En coopération avec la Flandre, nous étudions comment améliorer les **locaux du service d'accueil des victimes** dans les lieux existants. À la Britselei d'Anvers, par exemple, des salles d'attente séparées sont prévues pour les victimes afin qu'elles ne se retrouvent pas inutilement face à face avec le prévenu avant un procès. Un local distinct a également été prévu pour le service d'accueil des victimes. Ces dossiers feront également partie des plans de besoins des autres bâtiments judiciaires. De plus, nous souhaitons donner aux assistants

absolute prioriteit. Nadat werd beslist dat de box van de beklaagden moest worden ontmanteld, werd er snel geschakeld om de noodzakelijke aanpassingen te doen. Het hele proces was zeer arbeidsintensief maar verliep op vlak van organisatie ondanks deze woelige start voortreffelijk.

Ten slotte kunnen we ook lessen trekken uit dit proces voor de organisatie van toekomstige grote processen. De **site Justitia** is een geschikte locatie om deze te organiseren. Op vlak van de gerechtskosten werd een aparte dienst opgericht voor het behandelen van alle kostenstaten die betrekking hadden op dit proces. In het boekhoudprogramma werden die kosten apart geregistreerd om zo in de toekomst betere inschattingen te kunnen maken van het kostenplaatje.

Slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en terrorisme krijgen langer de tijd om beroep te doen op de **Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers**. Een wetswijziging hieromtrent (MSS III) wordt behandeld in het federaal parlement. Concreet wordt de termijn om een aanvraag in te dienen verlengd van 3 jaar naar 5 jaar. Voor minderjarigen begint deze pas te lopen vanaf de meerderjarigheid. Voor slachtoffers van terrorisme wordt de termijn opgeschort op het moment dat zij zelf stappen ondernemen om langs eigen weg, bijvoorbeeld de verzekeraar, hun schade vergoed te krijgen. Voor alle slachtoffers van erkende terreuraanslagen die nog geen of een laatijdig verzoek hebben ingediend, is er een overgangperiode voorzien. Dit betekent dat slachtoffers van de aanslagen in Zaventem en Maalbeek van 2016 nog steeds beroep zullen kunnen doen hierop. De Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers zal verschillende dossiers heropenen na de stemming van dit wetsontwerp in de plenaire vergadering. Eerder werd reeds een versnelde schriftelijke procedure ingevoerd bij de Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers.

We verlenen onze volledige medewerking aan het onderzoek van de parlementaire onderzoekscommissie en van de Hoge Raad Justitie naar misbruik in de Kerk en daarbuiten en we bekijken met de Katholieke eredienst hoe ze het jarenlange lijden van slachtoffers beter kunnen opvangen.

In samenwerking met Vlaanderen bekijken we hoe we de **lokalen van de dienst slachtofferonthaal** op bestaande locaties kunnen verbeteren. Zo zijn in de Britselei in Antwerpen aparte wachtruimten voor slachtoffers voorzien zodat zij voorafgaand aan een proces niet nodeloos oog in oog komen te staan met de beklaagde. Er is ook een apart lokaal voor de dienst slachtofferonthaal voorzien. Deze zaken zullen ook voorkomen in de behoefteplannen van de andere gerechtgebouwen. Voorts willen we de justitieassistenten van de dienst

de justice du service d'accueil des victimes un accès numérique à certaines parties du dossier avant le procès, via JustView. Cela leur permettra d'évaluer à l'avance plus rapidement la meilleure façon d'aider la victime lors du procès.

Les victimes peuvent faire appel à JustConsult (voir 1.2.1), qui a été ouvert en priorité aux victimes d'un assassinat, de violence intrafamiliale et de violence sexuelle. Elles peuvent ainsi consulter leur dossier à la maison ou dans un environnement familial, à leur propre rythme.

Un **outil d'évaluation des risques** est en cours d'élaboration afin de mieux soutenir les magistrats de dans la prise de décisions concernant la sécurité des victimes et la prévention de la récidive, par exemple dans le contexte de violence entre partenaires, de violences sexuelles et de harcèlement. Une première version des tableaux de bord pour la police locale, le ministère public et les cours et tribunaux a été fournie. Les tableaux de bord donnent une vue d'ensemble axée sur la chaîne des dossiers de violence entre partenaires, mais la circulation de l'information entre les entités doit encore être optimisée.

2.5. Une exécution de la peine humaine, ferme et sensée

2.5.1. En maison de détention

La période de détention ne peut être considérée comme une période de *"doing time"*, mais comme une période de *"using time"*. Elle peut même souvent constituer un moment propice pour permettre au détenu de rattraper son retard social et de développer des compétences qu'il n'avait pas auparavant ou qu'il ne maîtrisait pas assez. Elle doit mieux l'armer contre les défis sociaux et personnels qu'il devra relever une fois sorti de prison. Il est donc important de conférer à la détention un contenu sensé. La prison est le reflet de la société, une politique carcérale inclusive est indispensable. L'instauration de **maisons de détention** pour les courtes peines (voir 3.1.3) joue un rôle important à cet égard. Les maisons de détention de Courtrai (septembre 2022) et de Forest (juin 2023) sont déjà opérationnelles. L'ouverture des maisons de détention à Ninove, Olen, Zelzate, Genk et Anvers figure sur le planning pour l'année prochaine et d'autres projets sont également en préparation à d'autres endroits en Wallonie.

Les occupants d'une maison de détention ont **plus de liberté et de responsabilités** que dans une prison classique: il s'agit notamment de faire ensemble le ménage, cuisiner, suivre des formations, aller au travail avec une permission de sortie, faire du sport et

slachtofferonthaal voorafgaand aan een proces digitaal toegang te geven tot delen van het dossier, via JustView. Zo kunnen zij op voorhand sneller inschatten hoe het slachtoffer best wordt bijgestaan op het proces.

Slachtoffers kunnen beroep doen op JustConsult (zie 1.2.1), dat prioritair werd opengesteld voor de slachtoffers van moord, intrafamiliaal geweld en seksueel geweld. Zo kunnen zij hun dossier thuis of in een vertrouwde omgeving inkijken, op eigen tempo.

Er wordt gewerkt aan een **risicotaxatie-instrument** om magistraten beter te ondersteunen bij het nemen van beslissingen rond de veiligheid van slachtoffers en het vermijden van recidive, bijvoorbeeld in het kader van partnergeweld, seksueel geweld en stalking. Een eerste versie van de dashboards voor de lokale politie, het Openbaar Ministerie en de hoven en rechtbanken is opgeleverd. De dashboards geven een ketengericht overzicht van de dossiers partnergeweld, maar de doorstroom van informatie tussen de entiteiten moet nog worden geoptimaliseerd.

2.5. Een kordate, menselijke en zinvolle strafuitvoering

2.5.1. In detentiehuizen

De detentieperiode mag niet gezien worden als een periode van *doing time* maar als een periode van *using time*. Het kan vaak zelfs een momentum zijn om de gedetineerde een maatschappelijke achterstand in te laten halen en competenties te ontwikkelen waarover hij of zij voordien niet of onvoldoende beschikte. Dit moet hen beter wapenen tegen maatschappelijke en persoonlijke uitdagingen bij het verlaten van de gevangenis. Daarom is het belangrijk dat detentie zinvol wordt ingevuld. De gevangenis is een weerspiegeling van de maatschappij en hierdoor is een inclusief gevangenis-beleid noodzakelijk. De komst van de **detentiehuizen** voor kortgestraften (zie 3.1.3) spelen daar een belangrijke rol in. De detentiehuizen van Kortrijk (september 2022) en Vorst (juni 2023) zijn reeds operationeel. De opening van de detentiehuizen in Ninove, Olen, Zelzate, Genk en Antwerpen staat op de planning voor het komende jaar en ook op een aantal andere locaties in Wallonië zijn er projecten in voorbereiding.

De bewoners krijgen in een detentiehuis **meer vrijheid en verantwoordelijkheid** dan in een klassieke gevangenis: samen instaan voor de was en de plas, koken, opleidingen volgen, gaan werken met een uitgaansvergunning, sport en ontspanning. De inzet van

avoir des loisirs L'engagement des accompagnateurs de détention est essentiel en vue de la réinsertion. Ces derniers motivent et accompagnent les occupants et sont activement impliqués dans les activités, les formations et la recherche de travail. Avec eux, les occupants tentent, parfois avec des hauts et des bas, de remettre leur vie sur les rails. Après une année de fonctionnement, la maison de détention de Courtrai a déjà permis d'acquérir beaucoup d'expérience. Nous en tirons plusieurs leçons ci-dessous.

Le travail est la clé du succès. Au total, 75 occupants ont déjà été hébergés à Courtrai, dont 35 ont depuis été autorisés à quitter la maison de détention et 10 ont été renvoyés en prison. La plupart de ces 35 occupants ont quitté la maison de détention après avoir trouvé du travail et un nouveau logement. Ils ont indiqué que le travail leur apportait à nouveau de la structure ainsi que de l'estime de soi.

Il ne faut pas sous-estimer l'importance d'avoir des activités et une offre suffisante en matière de sport, de loisirs et d'activités sociales. La personne qui s'ennuie ou se sent seule retombera plus facilement dans ses anciennes habitudes. Dans ce domaine, les maisons de détention se mobilisent en mettant elles-mêmes en place des activités, en mettant sur pied des collaborations dans le cadre de projets de quartier et avec des organisations de la société civile. Donner la possibilité aux occupants de s'ouvrir à de nouvelles interactions sociales et à l'engagement sociétal est nécessaire pour pouvoir rompre avec le passé.

Un manque de motivation et le comportement asocial d'une personne peut peser sur l'ensemble du groupe. La personne qui ne respecte pas les règles doit dès lors retourner en prison. Il s'est également avéré important que les condamnés luttant contre une dépendance aient déjà entamé un programme de désintoxication depuis un certain temps.

Dans une prison classique, tous les détenus souhaitent généralement sortir le plus rapidement possible, dès qu'ils peuvent prétendre à la liberté sous conditions ou à une libération anticipée, ils en font la demande. La situation est différente dans une maison de détention. Souvent, les occupants indiquent qu'ils ne veulent pas partir avant d'avoir mis suffisamment de l'ordre dans leur vie. Pour de nombreux occupants, se sentir à nouveau prêt à voler de ses propres ailes et ne pas retomber dans ses vieilles habitudes importe plus que le jour où ils peuvent prétendre à une liberté sous conditions.

Enfin, il faut qu'il y ait une incorporation en tissu urbain. Les occupants doivent avoir des points de repère et des modèles dans la société qu'ils rejoindront bientôt,

detentiebegeleiders is cruciaal met het oog op re-integratie. Detentiebegeleiders staan in voor het motiveren en begeleiden van de bewoners en zijn actief betrokken bij activiteiten, opleidingen en het zoeken naar werk. Samen met hen proberen bewoners, soms met vallen en opstaan, hun leven opnieuw op de rails te krijgen. Uit een jaar detentiehuis Kortrijk is al heel wat ervaring opgedaan. Hieronder trekken we enkele lessen.

Werk is de sleutel tot succes. In Kortrijk zijn in totaal al 75 bewoners ondergebracht onder wie 35 die het detentiehuis inmiddels mochten verlaten en 10 die zijn teruggestuurd naar de gevangenis. De meesten onder die 35 verlieten het detentiehuis nadat ze werk vonden en een nieuwe woonst. Zij gaven aan dat werken hen opnieuw structuur en het gevoel van eigenwaarde bood.

Het belang van voldoende bezigheden en aanbod aan sport, hobby's en sociale activiteiten valt niet te onderschatten. Wie zich verveelt of eenzaam voelt, hervalt sneller in oude gewoontes. Hier proberen de detentiehuisen op in te zetten door zelf activiteiten op te zetten en samenwerkingen aan te gaan met buurtprojecten en middenveldorganisaties. De bewoners de kans geven om zich open te stellen voor nieuwe sociale interactie en maatschappelijk engagement is nodig om te kunnen breken met het verleden.

Een gebrek aan motivatie en asociaal gedrag van 1 persoon kan wegen op de hele groep. Wie zich niet aan de regels houdt, moet daarom terugkeren naar de gevangenis. Het is eveneens belangrijk gebleken dat veroordeelden die kampen met een verslaving reeds enige tijd gestart zijn met een afkickprogramma.

In een klassieke gevangenis willen alle gedetineerden doorgaans zo snel mogelijk weg, van zodra ze in aanmerking komen voor vrijheid onder voorwaarden of vervroegde invrijheidsstelling, dienen ze hiervoor aanvragen in. In een detentiehuis ligt dat anders. Vaak geven bewoners aan dat ze pas willen vertrekken wanneer ze hun leven voldoende op orde hebben. Zich klaar voelen om opnieuw op eigen benen te staan en niet te hervallen in oude gewoonten, is voor veel bewoners belangrijker dan de dag waarop ze in aanmerking komen voor vrijheid onder voorwaarden.

Tot slot moet er inbedding zijn in het stedelijk weefsel. Bewoners moeten aanknopingspunten en rolmodellen hebben in de samenleving waar ze binnenkort weer toe

notamment par le biais d'un travail, d'une formation ou d'activités socioculturelles. Si des déplacements sont nécessaires, ils s'effectueront en transport en commun ou à vélo. La présence d'un vaste réseau de transports en commun comme celui d'une ville ou d'une zone urbanisée est nécessaire pour se rendre au travail, postuler un emploi ou suivre une formation. Il s'agit d'arriver à destination sans encombre et de revenir à l'heure.

2.5.2. *En prison et en maison de transition*

Les personnes qui ont été condamnées à une longue peine d'emprisonnement doivent elles aussi purger leur peine de manière sensée. La nouvelle prison de Haren a été construite en partant de ce point de vue. Le site a été divisé en plus petits bâtiments où 10 à 35 personnes peuvent prendre place par unité de vie. Cela permet de **diversifier les activités et de travailler en groupe**. Les différents profils requièrent en effet des approches diverses. Au lieu de considérer un régime ouvert comme la récompense d'un bon comportement, le principe a été inversé à Haren. Durant l'évaluation des risques et des besoins ("Risk-and-Needs Assessment"), on examine s'il existe des contre-indications au placement en régime ouvert d'un détenu. En accordant plus de liberté, les détenus sont encouragés à participer à toute une gamme d'activités telles que des cours, un travail ou du sport. Il y a les grands ateliers de Cellmade, la plate-forme de mise à l'emploi de l'administration pénitentiaire. À Haren, pour la première fois en Belgique, nous travaillons avec des badges pour les détenus qui sont programmés pour ouvrir les portes des cellules et les portes de circulation. Cela signifie que les détenus peuvent se déplacer dans certaines zones, sans surveillance physique, par exemple vers un atelier ou une salle des visites. Les détenus qui abusent de cette liberté supplémentaire et ne respectent pas les règles sont transférés dans une section à régime fermé. Il existe également une section de haute sécurité pour les détenus présentant un profil de risque élevé, où la libre circulation n'est pas autorisée.

Les **accompagnateurs de détention** sont engagés non seulement dans les maisons de détention, mais également dans les prisons. En effet, l'ancienne fonction d'assistant de surveillance pénitentiaire a été scindée en deux nouvelles fonctions: celle d'assistant de sécurité et celle d'accompagnateur de détention. Le premier se charge principalement de la surveillance, du contrôle et de l'observation afin de garantir la sécurité générale de toute personne se trouvant dans la prison. En revanche, l'accompagnateur de détention a pour mission d'accompagner les détenus jusqu'à leur retour dans la société. L'interaction avec les détenus est primordiale pour mieux comprendre leur comportement et leurs besoins. Ainsi, l'accompagnateur de détention soutiendra le détenu dans l'exécution de son plan de

zullen behoren, onder andere via tewerkstelling, opleiding of socio-culturele activiteiten. Als er verplaatsingen nodig zijn, gebeurt dat met het openbaar vervoer of met de fiets. De aanwezigheid van een uitgebreid openbaar vervoersnetwerk zoals dat van een stad of verstedelijkt gebied is nodig om te gaan werken, solliciteren of een opleiding te volgen. Daarbij moet men vlot op de bestemming raken en op tijd terug zijn.

2.5.2. *In de gevangenissen en transitiehuizen*

Ook mensen die veroordeeld zijn tot een lange gevangenisstraf moeten hun tijd zinvol uitzitten. De nieuwe gevangenis van Haren is vanuit dit oogpunt gebouwd. De site is ingedeeld in kleinere gebouwen en per leefeenheid nemen 10 tot 35 personen plaats. Dit laat toe om te **diversifiëren en groepsgericht te werken**. De verschillende profielen vergen immers een andere aanpak. In plaats van een open regime als beloning te zien voor goed gedrag, werd het principe in Haren omgedraaid. Tijdens de Risk-and-Needs Assessment wordt onderzocht of er tegenindicaties zijn om een gedetineerde in een open regime te plaatsen. Door meer vrijheid te geven, worden de gedetineerden gestimuleerd om deel te nemen aan een waaier van activiteiten zoals lessen, tewerkstelling of sport. Er zijn grote werkplaatsen voorzien van Cellmade, het tewerkstellingsplatform van het gevangeniswezen. In Haren werken we, voor de eerste keer in België, met badges voor gedetineerden die geprogrammeerd zijn om cel- en circulatiedeuren te openen. Dit betekent dat gedetineerden zich binnen bepaalde zones kunnen verplaatsen, zonder fysiek toezicht, bijvoorbeeld naar een werkplaats of naar een bezoekersruimte. Gedetineerden die de extra vrijheid misbruiken en zich niet aan de regels houden, worden overgeplaatst naar een afdeling met gesloten regime. Daarnaast is er een zwaarbeveiligde afdeling voor gedetineerden met een hoog risicoprofiel, waar het vrij circuleren niet toegestaan is.

Detentiebegeleiders worden niet enkel ingezet in detentiehuizen, maar ook in de gevangenissen. De vroegere functie van penitentiair bewakingsassistent werd immers uitgesplitst in twee nieuwe functies: de veiligheidsassistent en de detentiebegeleider. De eerste staat vooral in voor bewaking, controle en observatie om de algemene veiligheid van iedereen binnen de gevangenis te garanderen. De detentiebegeleider daarentegen heeft de opdracht om gedetineerden te begeleiden richting de uiteindelijke terugkeer naar de samenleving. De interactie met gedetineerden staat voorop, om zo meer inzicht in hun gedrag en noden te krijgen. Zo zal de detentiebegeleider de gedetineerde ondersteunen in de uitvoering van zijn individueel detentieplan, waardoor zo snel mogelijk gewerkt kan worden aan de onderliggende

détention individuel, de sorte à pouvoir travailler le plus rapidement possible aux problèmes sous-jacents qui pourraient être source de récidive. Cette différenciation des fonctions a déjà été appliquée dans les nouvelles prisons de Haren et Termonde et sera étendue aux autres prisons. Il y a à présent 462 accompagnateurs de détention en fonction. Les prochaines prisons qui emploieront des accompagnateurs de détention sont la prison d'Ypres et l'ancienne prison de Termonde.

Les plates-formes numériques JustFromCell et JustCare (voir 1.2.3) joueront également un rôle important dans la réinsertion. Ainsi, le plan de détention individuel peut être mieux élaboré et respecté, un meilleur suivi des besoins en matière de soins est possible, le fossé numérique avec la société libre est comblé et davantage d'opportunités de formation et de loisirs sont créées. Les visites par visioconférence entre le détenu et sa famille prouvent leur utilité. Elles permettent de mieux entretenir les liens familiaux. Après la crise du coronavirus, le nombre de visites par visioconférence avait diminué, mais, entre-temps, il est reparti à la hausse.

Les prisons sont des lieux où les conflits sont fréquents, parfois accompagnés de violence et d'agressions. C'est la raison pour laquelle des projets consacrés à la **gestion des pulsions et de l'agressivité** sont proposés aux détenus, en collaboration avec des partenaires externes. Dans l'intervalle, 15 prisons ont déjà lancé ce projet. Des enquêtes menées auprès des détenus montrent que ceux-ci demandent souvent eux-mêmes à participer à de tels cours. Neuf autres prisons figurent au programme pour l'année à venir.

Cellmade, la plate-forme de mise à l'emploi de l'administration pénitentiaire, est responsable du financement de centaines de **projets bien-être** de différentes envergures dans nos prisons. De cette manière, les détenus contribuent eux-mêmes à leur propre développement tout en apprenant un métier. Les recettes sont réinvesties dans des projets liés au sport, à la culture, au jardinage, à la maîtrise des agressions, à la santé mentale et au traitement de la toxicomanie.

Dans le prolongement de la formation en ligne et du guide d'auto-assistance pour les personnes transgenres publié à la fin de l'été, une attention particulière à la question du genre continuera à être accordée au sein des établissements pénitentiaires.

Les soins de santé généraux et la lutte contre les assuétudes en prison restent en principe une compétence de la Santé publique et des entités fédérées. Le nombre de **programmes d'accompagnement des détenus toxicomanes** du SPF Santé publique est passé de 3 à 10 cette année. En outre, des psychologues

problematieken die voor recidive zouden kunnen zorgen. Deze functiedifferentiatie is reeds ingevoerd in de nieuwe gevangenissen van Haren en Dendermonde en wordt steeds verder uitgebreid naar de andere gevangenissen. Er zijn intussen 462 detentiebegeleiders aan de slag. De eerstvolgende gevangenissen waar detentiebegeleiders zullen worden ingeschakeld zijn Ieper en Oud Dendermonde.

Ook de digitale platformen JustFromCell en JustCare (zie 1.2.3) zullen een belangrijke rol vervullen bij de re-integratie. Zo kan het individueel detentieplan beter ingevuld en nageleefd worden, is een betere opvolging van zorgbehoeftes mogelijk, wordt de digitale kloof met de vrije samenleving gedicht en ontstaan meer mogelijkheden voor opleidingen en ontspanning. Ook videobezoek tussen gedetineerde en zijn of haar familie bewijst nuttig te zijn. Zo worden familiale banden beter onderhouden. Na corona verminderde het aantal videobezoeken, maar intussen zit het opnieuw in stijgende lijn.

Gevangenissen zijn plaatsen waar vaak conflicten voorkomen, soms gepaard met geweld en agressie. Daarom worden projecten rond **impuls- en agressiebeheersing** voorzien voor gedetineerden, in samenwerking met externe partners. Intussen zijn al 15 gevangenissen gestart met dit project. Uit bevestigingen onder gedetineerden blijkt dat zij vaak zelf vragende partij zijn om aan zo'n cursus deel te nemen. Het komende werkjaar staan nog eens 9 gevangenissen op het programma.

Cellmade, het tewerkstellingsplatform van het gevangeniswezen, staat in voor de financiering van honderden kleine en grote **welzijnsprojecten** in onze gevangenissen. Op die manier werken gedetineerden zelf mee aan hun eigen groei terwijl ze ook een stiel leren. De opbrengsten worden geherinvesteerd in projecten rond sport, cultuur, tuinieren, agressiebeheersing, mentale gezondheid en drugsbehandeling.

In navolging van de online training en zelfhulp gids voor transgenders, die aan het eind van de zomer van 2023 werd uitgebracht, zal er binnen gevangenissen speciale aandacht blijven voor genderkwesties.

De algemene gezondheidszorg en de strijd tegen verslavingen in de gevangenis blijven in principe een bevoegdheid van Volksgezondheid en de deelstaten. Het aantal **drugsbegeleidingsprogramma's** van de FOD Volksgezondheid wordt dit jaar uitgebreid van 3 naar 10. Daarenboven worden ook in deze 10 gevangenissen

chargés d'accompagner ces détenus sont également engagés dans ces 10 prisons. Après l'évaluation positive d'un projet pilote prévoyant un système de détection de drogue automatique, l'administration pénitentiaire achètera 9 appareils à destination des prisons belges. Des opérations de sweeping sont régulièrement organisées en collaboration avec la police locale. Le fait de jeter de la drogue et d'autres produits de contrebande devient également punissable dans le nouveau Code pénal (voir 3.1.1).

Afin de s'assurer que les détenus condamnés à de longues peines ne retombent pas non plus dans la criminalité, nous continuons d'investir dans le développement de **maisons de transition**. Il s'agit de projets de réinsertion, exploités par un partenaire privé, destinés aux détenus arrivant en fin de peine. En effet, après autant de temps, il n'est pas évident de retrouver sa liberté du jour au lendemain. Les détenus reprennent le fil étape par étape afin d'être suffisamment préparés pour retourner dans la société libre. Le fonctionnement est similaire à celui des maisons d'arrêt, mais il concerne uniquement les détenus condamnés à de longues peines. La maison de transition de Malines, redémarrée en 2021, a déjà permis à 64 détenus de réussir leur retour dans la société. La maison de transition de Gentbrugge a ouvert ses portes au début du mois d'octobre 2023. Le dossier de la maison de transition de Louvain a été attribué en septembre 2023. Son ouverture est prévue pour 2024. Une fois ouvertes, les maisons de transition compteront 47 places au total.

Le nouveau Code pénal (voir 3.1.1) est le point d'orgue de la réforme de l'application des peines: cette réforme est principalement axée sur l'emprisonnement comme remède ultime et l'imposition de peines sur mesure adaptées à chaque condamné.

2.6. Une approche humaine concernant les internés

À l'instar du Centre Pieter Baan aux Pays-Bas, un centre d'observation clinique sécurisé (COCS) est prévu dans la prison de Haren. Cette section peut accueillir 30 détenus qui font l'objet d'une observation supplémentaire. De cette manière, l'expert judiciaire de recueillir beaucoup plus d'informations sur le prévenu en cas de problématiques complexes, ce qui permettra de mieux analyser la capacité mentale et l'évaluation des risques. Actuellement, l'on s'attelle à l'élaboration de la méthodologie et les procédures sont en cours de test. En outre, la personne recrutée doit suivre des formations et des stages dans d'autres centres et annexes psychiatriques.

psychologues aangenomen die voorzien in begeleiding van gedetineerden. Na positieve evaluatie van een pilootproject met een automatisch drugsdetectiesysteem, zal het gevangeniswezen 9 toestellen aankopen in de Belgische gevangenissen. In samenwerking met de lokale politie worden geregeld drugsweepings gehouden. Overgooien van drugs en ander smokkelwaar wordt ook strafbaar in het nieuwe Strafwetboek (zie 3.1.1).

Om ervoor te zorgen dat ook langgestrafte gedetineerden niet opnieuw hervallen in criminaliteit, wordt verder ingezet op de uitbouw van de **transitiehuizen**. Dat zijn re-integratieprojecten, uitgebaat door een private partner, bedoeld voor gedetineerden die zich bijna aan het einde van hun straf bevinden. Het is namelijk niet vanzelfsprekend om na al die tijd, van de ene dag op de andere, op vrije voeten te zijn. De gedetineerden pikken er stap voor stap de draad weer op om voldoende voorbereid te zijn op de terugkeer naar de vrije samenleving. De werking is vergelijkbaar met die van de detentiehuizen, maar enkel voor langgestraften. Het transitiehuis in Mechelen, dat een doorstart maakte in 2021, liet al 64 gedetineerden van de gevangenis doorstromen naar de samenleving. Begin oktober 2023 is het transitiehuis van Gentbrugge geopend. Het dossier van het transitiehuis van Leuven werd in september 2023 toegewezen. De opening is voorzien voor 2024. Eens geopend, zullen er in totaal 47 plaatsen zijn in de transitiehuizen.

Het nieuwe Strafwetboek (zie 3.1.1) is het sluitstuk van de hervorming in de strafuitvoering: het zwaartepunt van de hervorming ligt bij de gevangenisstraf als ultimum remedium en het straffen op maat van elke veroordeelde afzonderlijk.

2.6. Een menselijke aanpak op vlak van geïnterneerden

Naar het voorbeeld van het Pieter Baan Centrum in Nederland is in de gevangenis van Haren een Beveiligd Klinisch Observatiecentrum (BKOC) voorzien. In deze afdeling is er plaats voor 30 gedetineerden die er extra geobserveerd worden. Op die manier kan de gerechtsdeskundige bij complexe problematieken veel meer informatie verzamelen over de beklaagde waardoor er beter onderzoek kan worden gedaan naar geestesbe kwaamheid en risicotaxatie. Momenteel is men bezig met het uitwerken van de methodologie en het testen van procedures. Daarnaast moet het aangeworven persoon opleidingen en stages volgen in andere psychiatrische centra en annexen.

Les internés n'ont pas leur place dans une prison, mais ont besoin de soins spécialisés. Néanmoins, le nombre d'internés dans les prisons augmente en raison d'un manque de places dans le circuit de soins fermé régulier. En septembre 2023, le nombre d'internés dans les prisons s'élevait à 941. L'année dernière, la Santé publique a lancé un appel à projets pour 324 places supplémentaires dans le circuit de soins régulier, ce qui permettra d'améliorer le flux des personnes internées.

Dans l'attente de la capacité de soins supplémentaire et de la construction des trois nouveaux centres de psychiatrie légale (voir 1.1.3), 98 profils soins ont été recrutés dans les prisons pour renforcer les équipes soins. Au cours de l'année à venir, nous voulons recruter quelques 80 soignants supplémentaires. Lorsque tous ces profils soins auront été recrutés, les prisons disposeront de 0,33 équivalents temps plein de personnel soignant par interné, ce qui correspond à ce que prévoit un établissement de soins de base. De cette manière, l'encadrement thérapeutique pour ces patients se rapproche des normes applicables dans les établissements psychiatriques réguliers, surtout si l'on tient compte du fait que du personnel de surveillance reste également présent.

Enfin, nous mandatons l'INCC pour étudier les causes de l'augmentation du nombre d'internements prononcés et évaluons la loi sur l'internement.

2.7. La lutte contre les addictions

La lutte contre les **toxicomanies** dans les prisons a déjà été évoquée. Mais avant qu'une peine soit prononcée et que les personnes soient incarcérées, celles-ci doivent se débarrasser d'une problématique sous-jacente.

Un instrument important dans la lutte contre la dépendance sont les **chambres réparatrices**. Leur fonctionnement est le suivant: si un prévenu ne nie pas les faits et accepte un trajet restauratif, le juge peut décider de reporter le procès et plusieurs moments d'évaluation intermédiaire s'ensuivent. En cas de problème de drogue, le prévenu devra s'engager à se faire admettre ou à présenter des tests de dépistage de drogue négatifs pendant une période prolongée. Le prévenu doit respecter scrupuleusement le trajet défini par le tribunal. Pendant les moments d'évaluation, le juge examine si le prévenu fait des progrès ou non et s'il est toujours motivé pour travailler sur ses problèmes. Si l'on estime que le trajet s'est déroulé de manière positive et que la problématique sous-jacente est éliminée, le juge en tiendra compte lors de la fixation de la peine. Bien entendu, le juge reste indépendant dans son interprétation des faits et dans

Geïnterneerden horen niet thuis in een gevangenis maar hebben gespecialiseerde zorg nodig. Toch stijgt het aantal geïnterneerden in de gevangenissen wegens een tekort aan plaatsen in het reguliere gesloten zorgcircuit. In september 2023 bedroeg het aantal geïnterneerden in de gevangenissen 941 personen. Volksgezondheid lanceerde afgelopen werkjaar een projectoproep voor 324 extra plaatsen in het regulier zorgcircuit, waardoor een betere doorstroming van geïnterneerden kan voorzien worden.

In afwachting van de extra zorgcapaciteit en de bouw van de 3 nieuwe Forensisch Psychiatrische Centra (zie 1.1.3) zijn intussen 98 zorgprofielen aangeworven in de gevangenissen om de zorgteams te versterken. Het komende jaar willen we nog zo'n 80 bijkomende zorgkrachten rekruteren. Wanneer al deze zorgprofielen aangeworven zijn, beschikken de gevangenissen over 0,33 voltijdse equivalenten aan zorgpersoneel per geïnterneerde. Dit komt overeen met wat een basis zorginstelling voorziet. Op die manier benadert de zorgomkadering voor deze patiënten de normen van toepassing in de regulier psychiatrische instellingen, zeker gelet op het feit dat er ook nog bewakingspersoneel aanwezig blijft.

Tenslotte laten we onderzoek voeren door het NICC naar de oorzaken van het stijgend aantal interneringsuitspraken en evalueren we de interneringswet.

2.7. De strijd tegen verslavingen

De strijd tegen **drugsverslavingen** in de gevangenissen kwam reeds aan bod. Maar ook voordat er een straf wordt uitgesproken en iemand in de gevangenis belandt, moet mensen van een onderliggende problematiek afraken.

Een belangrijk instrument in die strijd zijn de **herstelkamers**. De werking is als volgt: indien een beklaagde de feiten niet ontkent en akkoord gaat met een hersteltraject, kan de rechter beslissen om het proces uit te stellen en volgen er meerdere tussentijdse evaluatiemomenten. Indien er een drugsprobleem is, zal de beklaagde zich moeten engageren om zich te laten opnemen of om gedurende een langere periode negatieve drugstesten voor te leggen. De beklaagde moet zich strikt houden aan het traject dat de rechtbank uittekent. Tijdens de evaluatiemomenten onderzoekt de rechter of de beklaagde al dan niet progressie boekt en nog steeds gemotiveerd is om aan zijn of haar problemen te werken. Indien het doorlopen van het traject positief wordt bevonden en de achterliggende problematiek weggewerkt wordt, zal de rechter daar rekening mee houden in de straftoemeting. Uiteraard blijft de rechter

la fixation de la peine. Les trajets restauratifs peuvent également être utilisés dans le cadre d'autres problématiques telles que l'agressivité ou la dépendance au jeu.

Dans six tribunaux, à savoir Gand, Bruges, Anvers, Malines, Turnhout et Charleroi, il existait déjà des chambres réparatrices. Depuis le début de la législature, les tribunaux de Hasselt, Tongres, Courtrai, Furnes, Ypres, Louvain, Arlon, Neufchâteau et Marche-en-Famenne ont également commencé à organiser une chambre réparatrice. En outre, 7 autres tribunaux planifient de créer une chambre réparatrice d'ici la fin de la législature: Mons, Tournai, Namur, Dinant, Nivelles, Audenarde et Termonde. Cela portera le total à 22 tribunaux comportant une chambre réparatrice.

La lutte contre le problème de plus en plus grand des **addictions aux jeux de hasard**, qui ont de très graves conséquences sur la santé publique, est également une priorité pour la Justice. La publicité pour les jeux de hasard incite fortement à jouer et favorise les addictions. C'est pourquoi la publicité pour les jeux de hasard est restreinte, par le biais d'un arrêté royal qui définit les règles en matière de **publicité pour les jeux de hasard**. Il est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2023. La publicité pour les jeux de hasard est ainsi interdite dans sa majeure partie. Il est prévu une période transitoire pour le sponsoring sportif ainsi que des mesures transitoires pour les contrats publicitaires en cours. D'innombrables procédures en justice engagées par l'industrie du jeu de hasard n'ont pas pu empêcher l'entrée en vigueur de l'arrêté royal. L'interdiction de la publicité pour les jeux de hasard sera également inscrite plus avant dans la loi, au moyen d'une initiative parlementaire.

La lutte contre les **librairies fantômes** a été engagée, en assortissant de conditions strictes l'offre de paris en tant qu'activité complémentaire. On évite ainsi que des librairies soient en réalité des agences de paris déguisées. Une **limite** de 200 euros par compte et par semaine a été instaurée pour les jeux de hasard en ligne. Ces arrêtés royaux sont entrés en vigueur en 2022 et nous constatons déjà une nette diminution du nombre de fausses librairies.

La Commission des jeux de hasard est chargée de **faire appliquer** les arrêtés royaux pris et peut infliger des amendes administratives. Pour ce faire, 9 recrutements ont eu lieu. Le contrôle des sites internet illégaux est également resté une priorité en 2023 pour la Commission des jeux de hasard. Au début de la législature, 170 sites internet figuraient sur la liste noire. Aujourd'hui, on en dénombre 431. La liste noire sera ancrée dans la loi sur

onafhankelijk in diens interpretatie van de feiten en de straftoemeting. De hersteltrajecten kunnen ook voor andere problematieken zoals een agressieprobleem of gokverslaving worden aangewend.

In zes rechtbanken namelijk Gent, Brugge, Antwerpen, Mechelen, Turnhout en Charleroi bestonden reeds herstelkamers. Sinds de start van de legislatuur zijn ook de rechtbanken van Hasselt, Tongeren, Kortrijk, Veurne, Ieper, Leuven, Aarlen, Neufchâteau en Marche-en-Famenne met een herstelkamer van start gegaan. Daarnaast plannen nog 7 rechtbanken om tegen het einde van de legislatuur een herstelkamer op te richten: Bergen, Doornik, Namen, Dinant, Nijvel, Oudenaarde en Dendermonde. Dit zal het totaal op 22 rechtbanken met herstelkamers brengen.

Ook de strijd tegen het steeds groter wordend probleem van **gokverslavingen**, met zeer ernstige gevolgen voor de volksgezondheid, is een prioriteit voor justitie. Gokreclame zet mensen sterk aan om te gokken en werkt gokverslavingen in de hand. Daarom is gokreclame aan banden gelegd, via een koninklijk besluit dat de regels inzake **gokreclame** bepaalt. Het trad op 1 juli 2023 in werking. Hierdoor is het overgrote deel van de gokreclame verboden. Er is een overgangsperiode voorzien voor de sportsponsoring en er zijn overgangsmaatregelen voor de lopende reclamecontracten. Talloze procedures voor de rechtbank die werden opgestart door de gokindustrie konden de inwerkingtreding van het koninklijk besluit niet tegenhouden. Het verbod op gokreclame wordt ook wettelijk verder verankerd, via een parlementair initiatief.

De strijd tegen **schijndagbladhandels** werd aangegaan, door strikte voorwaarden te koppelen aan het aanbieden van weddenschappen als nevenactiviteit. Zo wordt vermeden dat dagbladhandels eigenlijk verdoken gokkantoren zijn. Er werd tevens een **speellimiet** ingevoerd voor online kansspelen van 200 euro per account per week. Deze koninklijke besluiten traden in 2022 in werking en we zien reeds een sterke daling van het aantal valse krantenwinkels.

De Kansspelcommissie is gelast met de **handhaving van** de genomen koninklijk besluiten en kan administratieve boetes opleggen. Hiervoor zijn 9 aanwervingen gedaan. Ook de controle op de illegale websites bleef in 2023 een prioriteit voor de Kansspelcommissie. Aan het begin van de legislatuur stonden 170 websites op de zwarte lijst. Op heden zijn dat er 431. De zwarte lijst zal verankerd worden in de Kansspelwet. Er wordt ook

les jeux de hasard. Nous rechercherons en outre des méthodes plus efficaces et plus automatisées pour lutter contre les sites de jeux illégaux.

En collaboration avec la VUB et l'ULB, la Commission des jeux de hasard a fait réaliser une étude sur l'efficacité d'EPIS, la liste des personnes exclues des jeux de hasard. Au total, 275 personnes y ont participé. Environ 80 à 90 % des répondants ont indiqué qu'**EPIS** est utile pour arrêter de jouer, pour jouer moins, pour mieux gérer ses finances et pour simplement se sentir mieux. Il est possible de se faire inscrire volontairement sur cette liste. Malgré ces résultats positifs, EPIS n'est toujours pas suffisamment connu du large public. La Commission des jeux de hasard prend des initiatives pour y remédier.

L'obligation pour les exploitants d'agences de paris de refuser l'accès à des clients si ceux-ci figurent sur la liste des personnes exclues (EPIS) a été temporairement suspendue en référé en raison d'infractions à la législation relative au RGPD. Nous modernisons EPIS et nous le rendons plus conforme à la réglementation RGPD. L'arrêté royal s'appliquera également aux machines à sous se trouvant dans les librairies. Divers hiatus dans la loi sur les jeux de hasard seront éliminés conformément à la loi sur la protection des données, la loi anti-blanchiment et les arrêts de la Cour constitutionnelle. De plus, un groupe d'experts est occupé à évaluer la politique en matière de jeux de hasard en Belgique.

2.8. *Davantage de tuteurs pour les mineurs étrangers non accompagnés*

La Belgique est confrontée à un nombre très élevé de demandeurs de protection internationale, parmi lesquels l'on compte de nombreux mineurs étrangers non accompagnés. En 2022, notre pays a enregistré un nombre record de mineurs non accompagnés, à savoir 6.434. En 2021, ce nombre était de 4.881, en 2020 de 3.424 et en 2019 de 4.563. Le précédent record s'élevait à 5.076, en 2015. La guerre en Ukraine est l'une des principales explications à cette hausse spectaculaire en 2022. Les mineurs non accompagnés doivent se voir attribuer un tuteur.

Vu l'afflux important, le besoin de tuteurs est plus grand. C'est la raison pour laquelle des budgets ont été libérés afin de recruter des tuteurs supplémentaires. Depuis mi-2022, ce sont au total 145 **nouveaux tuteurs volontaires** et quatre **tuteurs employés supplémentaires** qui ont commencé leurs activités. Nous comptons actuellement 660 tuteurs actifs contre 508 en octobre 2020, ce qui représente une progression nette de 152 tuteurs supplémentaires pour la présente législature. Par ailleurs, quinze tuteurs employés supplémentaires seront encore

gezocht naar manieren om de strijd tegen illegale goksites efficiënter en meer geautomatiseerd aan te pakken.

De Kansspelcommissie heeft samen met de VUB en ULB een onderzoek laten uitvoeren naar de effectiviteit van EPIS, de lijst van het gokken uitgesloten personen. In totaal namen 275 personen deel. Zo'n 80 à 90 % van de respondenten gaf aan dat **EPIS** nuttig is om te stoppen met spelen, te minderen met spelen, beter de financiën te beheren en zich gewoonweg beter te voelen. Men kan zich vrijwillig op de lijst laten zetten. Ondanks deze positieve resultaten is EPIS nog steeds onvoldoende gekend bij de brede bevolking. De Kansspelcommissie neemt initiatieven om dit te verbeteren.

De verplichting voor uitbaters van wedkantoren om klanten de toegang te weigeren indien ze op de lijst van uitgesloten personen (EPIS) staan, werd tijdelijk geschorst in kort geding wegens inbreuken op de GDPR-wetgeving. We moderniseren EPIS en maken het meer conform de GDPR regelgeving. Het koninklijk besluit zal ook van toepassing worden op gokautomaten in dagbladhandels. Diverse hiaten in de kansspelwet zullen worden weggewerkt in overeenstemming met de wet op de gegevensbescherming, de anti-witwaswet en de arresten van het Grondwettelijk Hof. Daarnaast is een groep van experts bezig om het kansspelbeleid in België te evalueren.

2.8. *Meer voogden voor niet-begeleide minderjarigen*

België wordt geconfronteerd met een hoog aantal verzoekers tot internationale bescherming, onder wie veel niet-begeleide minderjarige vreemdelingen. In 2022 kwam een recordaantal niet-begeleide minderjarigen aan in ons land, namelijk 6.434. In 2021 ging het om 4.881, in 2020 3.424 en in 2019 4.563. Het vorige record bedroeg 5.076, in 2015. De oorlog in Oekraïne is een van de grootste verklaringen voor de felle stijging in 2022. Niet-begeleide minderjarigen moeten een voogd toegewezen krijgen.

Gezien de hoge instroom is er een hogere nood aan voogden. Daarom werden budgetten vrijgemaakt om extra voogden aan te werven. Sinds midden 2022 zijn in totaal 145 **nieuwe vrijwillige voogden** en 4 **extra werknemer-voogden** gestart. Op dit moment zijn er 660 voogden actief ten opzichte van 508 in oktober 2020, wat netto 152 extra voogden betekent voor deze legislatuur. Er zullen nog 15 extra werknemer-voogden worden aangeworven, onder wie het merendeel tegen eind 2023 aan de slag moet gaan. Begin september

recrutés, dont la majorité doit commencer à travailler d'ici la fin de l'année 2023. Un protocole d'accord a été conclu début septembre 2023 avec les CAW (centres d'aide sociale) d'Anvers, du Limbourg, de Hal-Vilvorde et du sud-ouest de la Flandre. Les quatre CAW recruteront au total neuf tuteurs employés et un coordinateur. La Croix-Rouge et les asbl SESO et SETM recruteront également quatre tuteurs au total. Dans l'intervalle, un tuteur est entré en fonction chez Caritas. Par ailleurs, 40 nouveaux tuteurs néerlandophones suivent actuellement leur formation et 80 candidats francophones font l'objet de vérifications. Enfin, nous misons sur l'employer branding en vue de promouvoir la mission des tuteurs encore plus efficacement.

Afin d'accroître encore le nombre de tuteurs, le Conseil des ministres a approuvé, en juillet 2023, une modification de l'arrêté royal qui règle le système de financement pour les associations qui emploient des tuteurs employés. L'arrêté royal est entre-temps entré en vigueur. En juin 2023, le Conseil des ministres a déjà marqué son accord pour que l'exonération fiscale des indemnités obtenues pour les cinq premières tutelles soit portée à huit tutelles. La modification législative est actuellement au Conseil d'État pour avis.

Actuellement, 3.776 mineurs non accompagnés sont sous tutelle et ce chiffre également constitue un record. Il ressort de l'analyse de la situation actuelle que la liste d'attente a diminué au cours de l'année écoulée. Une cellule spécifique au sein du service des Tutelles contacte tous les mineurs non accompagnés signalés en provenance d'Ukraine, leur famille éventuelle et/ou les communes concernées afin de cartographier la situation de ces mineurs. En ce qui concerne les mineurs signalés en provenance d'Ukraine, nous voyons que finalement, tous les mineurs étaient loin d'avoir besoin d'un tuteur étant donné que des parents ou membres de la famille sont entre-temps également arrivés en Belgique, que ces mineurs sont dans l'intervalle devenus majeurs ou parce qu'ils ont quitté la Belgique ou sont retournés dans leur pays.

Afin d'améliorer encore le fonctionnement des tutelles, un **manuel** a été publié en 2022 et diffusé à l'ensemble des tuteurs. Un e-learning a également été mis en place, permettant aux tuteurs d'assister à des sessions de formation et de participer à des supervisions en direct avec d'autres tuteurs, sous la direction d'un expert. Tous les nouveaux tuteurs ont suivi une formation de base de cinq jours. L'année dernière, le service des Tutelles a également dispensé une formation complémentaire sur des disparitions en collaboration avec Child Focus. Le SPF Justice et le service des Tutelles œuvrent, enfin,

2023 werd een protocolakkoord afgesloten met de CAW's van Antwerpen, Limburg, Halle-Vilvoorde en Zuid-West-Vlaanderen. De vier CAW's zullen in totaal 9 werknemer-voogden en 1 coördinator aanwerven. Ook het Rode Kruis en de vzw's SESO en SETM zullen in totaal 4 voogden aanwerven. Caritas heeft intussen een voogd in dienst. Voorts zijn op dit moment nog 40 nieuwe Nederlandstalige voogden bezig met hun opleiding en worden 80 Franstalige kandidaten gescreeend. Tot slot wordt ingezet op employer branding om de taak van voogd nog beter in de markt te zetten.

Om het aantal voogden verder op te drijven, keurde de Ministerraad in juli 2023 een wijziging van het koninklijk besluit goed dat het financieringssysteem regelt voor verenigingen die werknemer-voogden tewerkstellen. Het koninklijk besluit is inmiddels in werking getreden. In juni 2023 gaf de Ministerraad al zijn goedkeuring om de fiscale vrijstelling van de verkregen vergoedingen voor de eerste 5 voogdijen op te trekken naar 8 voogdijen. De wetwijziging ligt momenteel voor advies bij de Raad van State.

Op dit moment staan 3.776 niet-begeleide minderjarigen onder voogdij en ook dat is een record. Uit analyse van de huidige situatie blijkt dat de wachtlijst het laatste jaar is afgenomen. Een specifieke cel binnen de dienst Voogdij neemt contact met alle gesignaleerde niet-begeleide minderjarigen uit Oekraïne, eventuele familie en/of de betrokken gemeentes om de situatie van deze minderjarigen in kaart te brengen. Wat betreft de aangemelde minderjarigen uit Oekraïne zien we dat uiteindelijk lang niet alle minderjarigen een voogd nodig hadden aangezien ouders of familieleden inmiddels ook in België toekwamen, de meerderjarigheid werd bereikt of omdat ze opnieuw vertrokken of teruggekeerd waren.

Om de voogdenwerking verder te verbeteren, is in 2022 een **handboek** uitgebracht en verspreid onder alle voogden. Er werd ook een E-learning ontwikkeld waar voogden opleidingssessies kunnen volgen en voogden ook kunnen deelnemen aan live-supervisies met andere voogden onder leiding van een expert. Alle nieuwe voogden volgden een 5-daagse basisopleiding. De dienst Voogdij gaf afgelopen werkjaar ook een bijkomende opleiding over verdwijningen in samenwerking met Child Focus. FOD Justitie en de Dienst Voogdij werken tot slot aan de ontwikkeling van een online-applicatie

au développement d'une application en ligne pour les tuteurs, leur permettant de tenir à jour leur propre administration et de demander les indemnités.

Enfin, il demeure important de vérifier si une personne est bel et bien mineure. Le nombre de créneaux permettant d'effectuer des **tests de détermination de l'âge** dans des hôpitaux au moyen d'un scanner des os a été porté à un maximum de 180 par semaine en 2022, alors que ce maximum s'établissait à 100 par semaine en 2021. Cette augmentation du nombre de créneaux est notamment le fruit de la nouvelle collaboration avec l'UZ Leuven. Les décisions de détermination de l'âge sont prises sur la base de cette procédure dans un délai de 10 à 14 jours.

2.8. Une meilleure protection pour les entreprises en difficulté

En période d'incertitude économique pour de nombreuses entreprises, il est important de mieux protéger les entreprises en difficultés et prévenir les faillites avant qu'il ne soit trop tard.

La modification du **droit de l'insolvabilité** a été incluse dans la transposition de la directive européenne "restructuration" (2019/1023). Cette modification législative a été adoptée par le Parlement et est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2023. Elle prévoit une procédure de réorganisation innovante pour les grandes entreprises, dans laquelle les efforts de sauvetage des entreprises sont partagés de manière plus équilibrée entre les différentes catégories de créanciers et les actionnaires, afin de parvenir à un assainissement plus profond de la structure de capital. Outre les modifications obligatoires, les pouvoirs du curateur ont également été étendus, la procédure de liquidation a été simplifiée et la procédure d'imposition d'une interdiction d'administrer une société à un failli a été modifiée. Les arrêtés royaux d'exécution de la modification législative ont également été publiés.

Le fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protest sera également étendu à un certain nombre d'avis supplémentaires qui doivent permettre de détecter plus rapidement les entreprises en difficulté.

En collaboration avec le SPF Économie, nous examinons les possibilités de créer un tableau de bord économique assorti de clignotants économiques. Celui-ci doit fonctionner comme un portail sur lequel certaines données d'entreprises sont publiées afin de pouvoir vérifier si une entreprise connaît des difficultés.

voor voogden om hun eigen administratie bij te houden en om vergoedingen aan te vragen.

Tot slot blijft het belangrijk om te controleren of iemand weldegelijk minderjarig is. Het aantal slots om **leeftijds-onderzoeken** in ziekenhuizen uit te voeren aan de hand van een botscan is in 2022 opgetrokken naar maximaal 180 per week terwijl dit in 2021 maximaal 100 per week betrof. Dit is onder meer te danken aan de vernieuwde samenwerking met het UZ Leuven. Leeftijdsbeslissingen op basis van deze procedure worden genomen binnen de 10 à 14 dagen.

2.8. Bedrijven in moeilijkheden beter beschermen

In voor veel bedrijven economisch onzekere tijden is het van belang om bedrijven in moeilijkheden beter te beschermen en faillissementen te voorkomen voordat het te laat is.

De wijziging van het **insolventierecht** werd vervat in de omzetting van de Europese herstructureringsrichtlijn (2019/1023). Deze wetswijziging werd goedgekeurd door het parlement en trad op 1 september 2023 in werking. Het voorziet in een vernieuwende reorganisatieprocedure voor grote ondernemingen, waarbij de inspanningen voor de redding van ondernemingen op een meer evenwichtige wijze worden verdeeld tussen de verschillende soorten schuldeisers én de aandeelhouders, om tot een diepgaande sanering van de kapitaalstructuur te komen. Boven op de verplichte aanpassingen zijn ook de bevoegdheden van de curator verder uitgebreid, is de procedure van vereffening vereenvoudigd en is de procedure voor het opleggen van een bestuursverbod aan een gefailleerde gewijzigd. De koninklijke besluiten tot uitvoering van de wetswijziging zijn eveneens gepubliceerd.

Het Centraal bestand van de berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest zal ook uitgebreid worden met een aantal bijkomende berichten die moeten toelaten ondernemingen in moeilijkheden sneller op te sporen.

Samen met de FOD Economie onderzoeken we de mogelijkheden tot het oprichten van een economisch dashboard met economische knipperlichten. Dit moet als portaal fungeren waarop bepaalde gegevens van ondernemingen zichtbaar zijn om na te gaan of een onderneming zich in moeilijkheden bevindt.

2.9. Les cultes

La reconnaissance de l'Exécutif des Musulmans de Belgique (EMB) a été définitivement retirée. Au cours des dernières années, d'innombrables tentatives ont pourtant été entreprises afin de dégager des solutions durables. La promesse récurrente de réaliser un renouvellement profond, démocratique et largement soutenu de l'organe n'a jamais été tenue. La direction de l'EMB s'est avérée incapable d'être un interlocuteur stable à part entière pour les autorités civiles en Belgique. De plus, les problèmes et les lacunes étaient structurels et les griefs considérables. Une équipe diverse et motivée de musulmans nous a contacté avec un projet élaboré concrètement visant à créer un nouvel organe représentatif, à savoir le **Conseil musulman**. Le Conseil musulman a été reconnu en juin 2023 comme organe provisoire. Il organisera des élections dans les deux ans pour aboutir à un organe représentatif définitif.

Le **bouddhisme** sera reconnu officiellement dans notre pays en tant que conception philosophie non confessionnelle. Le Conseil des ministres a déjà approuvé le projet de loi relatif à cette reconnaissance. L'Union bouddhiste de Belgique est désignée comme le représentant de la communauté bouddhiste en Belgique et l'interlocuteur officiel des autorités belges. Dans l'intervalle, nous avons reçu l'avis du Conseil d'État et les textes ont été adaptés en fonction des avis. Pour l'instant, les textes sont à nouveau soumis aux Communautés pour avis. Ensuite, ce projet pourra être déposé au Parlement.

L'**accord de coopération** du 2 juillet 2008 et la circulaire du 20 juillet 2017, la base des procédures de reconnaissance des communautés religieuses locales, font l'objet d'une mise à jour. Les textes pour l'accord de coopération sont dans leur phase finale et ont été élaborés conjointement avec les services de sécurité et les Communautés. Les textes pourront ensuite être soumis aux différents Parlements. La circulaire sera publiée en même temps que le nouvel accord de coopération.

2.10. La lutte contre le racisme et la discrimination

La lutte contre le racisme et la discrimination se poursuit en bonne collaboration avec la secrétaire d'État pour l'Égalité des chances.

La définition du mobile discriminatoire a été adaptée dans le Code pénal actuel, ce qui la met ainsi en conformité avec les lois anti-discrimination existantes. Cet aspect constituait une partie de la loi du 30 juillet 2022 visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme II. La modification législative prévoit que le

2.9. Erediensten

De erkenning van het Executief van de Moslims van België (EMB) werd definitief ingetrokken. Er zijn de voorbije jaren nochtans talloze pogingen ondernomen om duurzame oplossingen te vinden. De terugkerende belofte om een grondige, democratische en breed gedragen vernieuwing van het orgaan te realiseren, werd nooit waargemaakt. Het bestuur van het EMB bleek niet in staat om een stabiele en volwaardige gesprekspartner te zijn voor de burgerlijke overheden in België. Bovendien waren de problematieken en tekortkomingen structureel en de grieven omvangrijk. Een diverse en gemotiveerde ploeg van moslims heeft ons gecontacteerd met een concreet uitgewerkt project tot oprichting van een nieuw representatief orgaan, namelijk de **Moslimraad**. De Moslimraad werd in juni 2023 erkend als voorlopig orgaan en zal binnen de twee jaar verkiezingen organiseren om tot een definitief representatief orgaan te komen.

Het **boeddhisme** zal in ons land officieel erkend worden als niet-confessionele levensbeschouwing. De Ministerraad keurde het wetsontwerp omtrent deze erkenning reeds goed. De Boeddhistische Unie van België wordt aangeduid als vertegenwoordiger van de boeddhistische gemeenschap in België en officiële gesprekspartner van de Belgische overheid. Het advies van de Raad van State hebben we ondertussen ontvangen en de teksten werden aangepast aan de adviezen. Momenteel liggen de teksten opnieuw bij de gemeenschappen voor advies. Daarna kan dit ontwerp ingediend worden in het parlement.

Het **samenwerkingsakkoord** van 2 juli 2008 en de Omzendbrief van 20 juli 2017, de basis voor de procedures bij het erkennen van de lokale geloofsgemeenschappen, worden geüpdatet. De teksten voor het samenwerkingsakkoord bevinden zich in een finale fase en kwamen samen met de veiligheidsdiensten en de gemeenschappen tot stand. Daarna kunnen de teksten worden ingediend in de verschillende parlementen. De omzendbrief zal simultaan met het nieuw samenwerkingsakkoord worden gepubliceerd.

2.10. Strijd tegen racisme en discriminatie

In goede samenwerking met de staatssecretaris voor Gelijke Kansen gaat de strijd tegen racisme en discriminatie verder.

De definitie van het begrip discriminerende drijfveer werd aangepast in het huidige Strafwetboek en is zo conform de bestaande antidiscriminatiewetten. Dit was een onderdeel van de Wet van 30 juli 2022 om justitie menselijker, sneller en straffer te maken II. De wetswijziging houdt in dat de **discriminerende drijfveer** voor

mobile discriminatoire agit comme facteur aggravant pour tout type d'infraction. Les notions d'identité de genre, d'expression de genre, l'allaitement et la procréation médicalement assistée ont été ajoutés à la **liste de motifs de discrimination possibles**. Cela permettra d'intervenir plus sévèrement en cas, notamment, de menaces à l'encontre d'un couple homosexuel qui se promène main dans la main dans la rue.

Sur le plan de la législation civile, les problèmes concernant les actes de naissance manquants de personnes métisses ont été réglés de manière structurelle et la première phase de la réparation de la loi dite "**loi sur les personnes transgenres**" est entrée en vigueur (voir 1.1.7.).

Nous poursuivons la mise en œuvre des actions qui figurent dans le Plan national de sécurité et dans le Plan fédéral *Gender Mainstreaming* de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes. Dans le cadre du plan d'action fédéral de lutte contre le racisme, des formations sont dispensées aux magistrats et la circulaire COL 13/2013 relative aux délits de haine et aux discours haineux est adaptée. Nous mettons également l'accent sur un meilleur enregistrement des délits de haine et des discours haineux.

2.11. *L'Europe, le monde et les droits humains*

Du 1^{er} janvier au 30 juin 2024, la Belgique assurera la **présidence du Conseil de l'Union européenne**. Le SPF Justice a recruté 17 membres du personnel supplémentaires et le budget nécessaire a été dégagé pour préparer cette présidence sur le plan de la Justice. En termes de contenu, l'accent sera mis sur la lutte contre la criminalité organisée et, notamment, sur la promotion de la détention alternative avec les maisons de détention et la décriminalisation du travail du sexe.

Nous poursuivons notre engagement visant à transposer le plus rapidement possible les **directives européennes** qui relèvent de nos compétences. Les directives 2010/64 (droit à l'interprétation et à la traduction), 2012/13 (droit à l'information), 2013/48 (Salduz), 2017/853 (contrôle des armes), 2017/1371 (fraude financière et fiscale), 2018/1673 (blanchiment), 2019/68 (marquage des armes à feu), 2019/69 (échange d'informations électronique armes à feu), 2019/713 (fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces), 2019/770 (services numériques), 2019/771 (vente de biens), 2019/1023 (restructuration), 2019/1151 (outils numériques en droit des sociétés), ainsi que 2019/2121 (transformations, fusions et scissions transfrontalières), 2022/211 (protection des données à caractère personnel)

elk soort misdrijf geldt als een verzwarende factor. De begrippen genderidentiteit, genderexpressie, het geven van borstvoeding en medisch begeleide voortplanting zijn toegevoegd aan de **lijst van mogelijke discriminatiegronden**. Dit zal toelaten om strenger op te treden wanneer er sprake is van bijvoorbeeld bedreigingen tegenover een halebikoppel dat hand in hand loopt op straat.

Op vlak van burgerlijke wetgeving werden de problemen rond de ontbrekende geboorteakten van metissen structureel opgelost en is de eerste fase van de reparatie van de zogenoemde **transgenderwet** in werking getreden (zie 1.1.7).

We voeren de acties opgenomen in het Nationaal Veiligheidsplan en het Federaal Plan *Gender Mainstreaming* van het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen verder uit. In het kader van het Federaal Actieplan Racismebestrijding worden opleidingen gegeven aan magistraten en wordt de omzendbrief COL 13/2013 inzake haatmisdrijven en haatspraak aangepast. We zetten ook in op een betere registratie van haatmisdrijven en haatspraak.

2.11. *Europa, de wereld en mensenrechten*

Van 1 januari tot 30 juni 2024 neemt België het **voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie** waar. Bij de FOD Justitie zijn 17 extra personeelsleden aangeworven en is het nodige budget vrijgemaakt om dit op vlak van Justitie voor te bereiden. Inhoudelijk zal de nadruk worden gelegd op de strijd tegen de georganiseerde misdaad en onder andere de promotie van alternatieve detentie met detentiehuizen en de decriminalisering van sekswork.

We blijven ons inzetten om de omzetting van **Europese richtlijnen** die onder onze bevoegdheden vallen zo snel mogelijk uit te voeren. De Richtlijnen 2010/64 (recht op vertolking en vertaling), 2012/13 (recht op informatie), 2013/48 (Salduz), 2017/853 (controle op wapens), 2017/1371 (financiële en fiscale fraude), 2018/1673 (witwas), 2019/68 (markering vuurwapens), 2019/69 (elektronische uitwisseling informatie vuurwapens), 2019/713 (non-cash fraude), 2019/770 (digitale diensten), 2019/771 (verkoop van goederen), 2019/1023 (herstructurering), 2019/1151 (digitale instrumenten in vennootschapsrecht) en 2019/2121 (grensoverschrijdende omzettingen, fusies en splitsingen), 2022/211 (bescherming van persoonsgegevens) en 2022/228 (bescherming van persoonsgegevens) werden deze

et 2022/228 (protection des données à caractère personnel) ont été transposées en droit belge durant cette législature. Nous continuons de préparer la transposition des autres directives.

La Belgique poursuit son engagement pour que soient jugés les **crimes de guerre commis en Ukraine**. Notre pays était l'un des 39 États membres à avoir, début mars 2022, référé la situation en Ukraine au procureur de la Cour pénale internationale afin qu'une enquête puisse être ouverte pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. En février 2023, un expert de la police judiciaire fédérale a pris part à une mission sous la direction du Bureau du procureur de la CPI. La Défense met également à disposition une dizaine d'experts à des fins de recherche forensique. Ces experts partiront en Ukraine avec des collègues néerlandais à l'automne 2023. Par ailleurs, la Belgique a libéré un montant supplémentaire d'un demi-million d'euros pour le fonds d'aide aux victimes de la CIC. Enfin, notre pays continue d'œuvrer à la création d'un tribunal international qui devra juger l'agression commise par la Russie. La Belgique fait partie du groupe restreint de pays qui examine plus avant cette question. L'objectif est que les dirigeants russes soient jugés pour cette agression afin que cela ait également un effet dissuasif pour de futurs agresseurs.

Le 26 mai 2023, plus de 70 pays, dont la Belgique, ont conclu la **Convention de Ljubljana – La Haye** pour la coopération internationale en matière d'enquête et de poursuite du crime de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et autres crimes internationaux. Cette Convention prévoit des accords concrets sur la coopération pour rechercher, poursuivre, traduire en justice et sanctionner les génocides, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. Cette Convention facilite la coopération entre pays en ce qui concerne ce type de crimes.

Le protocole facultatif se rapportant à la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (**OPCAT**) requiert que les États parties instaurent un mécanisme national de prévention de la torture qui exerce un contrôle sur tous les lieux de privation de liberté. Peu avant les vacances d'été de 2023, le Conseil des ministres a approuvé un projet de loi à ce sujet. L'Institut fédéral des droits humains (IFDH) assumera cette mission, en collaboration avec le Comité P, le Conseil central de surveillance pénitentiaire et Myria. Le projet de loi est actuellement retravaillé en fonction des avis reçus. Il sera ensuite soumis au Parlement. Par ailleurs, le Conseil des ministres a approuvé des modifications législatives visant à rendre l'IFDH plus conforme aux Principes de Paris, en vue d'obtenir un statut A. Il s'agit de la reconnaissance

législature in Belgisch recht omgezet. De omzetting van de andere Richtlijnen wordt verder voorbereid.

België blijft zich inzetten voor de berechting van **oorlogsmisdaden in Oekraïne**. Ons land was een van de 39 lidstaten die begin maart 2022 de situatie in Oekraïne doorverwees naar de hoofdaanklager van het Internationaal Strafhof, zodat er een onderzoek kon worden geopend naar oorlogsmisdaden en misdaden tegen de menselijkheid. In februari 2023 nam een expert van de Federale Gerechtelijke Politie deel aan een missie onder leiding van de het Bureau van de Aanklager van het ICC. Ook Defensie stelt een 10-tal experten ter beschikking voor forensisch onderzoek, die samen met Nederlandse collega's in het najaar van 2023 naar Oekraïne vertrekken. Daarnaast maakte België een extra som van een half miljoen euro vrij voor het slachtofferfonds van het ICC. Tot slot blijft ons land ijveren voor de oprichting van een internationaal tribunaal dat de agressie van Rusland moet berechten. België is lid van de kerngroep van landen die dit verder bestudeert. De bedoeling hiervan is dat het Russische leiderschap voor deze agressie terecht staat, zodat dit ook afschrikkend werkt voor toekomstige agressors.

Ruim 70 landen waaronder België hebben op 26 mei 2023 het verdrag '**The Ljubljana – The Hague Convention** on International Cooperation in the Investigation and Prosecution of Genocide, Crimes against Humanity, War Crimes and other International Crimes' gesloten. Het voorziet concrete afspraken over samenwerking bij het opsporen, vervolgen, berechten en bestraffen van genocide, misdrijven tegen de menselijkheid en oorlogsmisdrijven. Door dit verdrag wordt de samenwerking tussen landen op vlak van dit soort misdaden vergemakkelijkt.

Het Facultatief Protocol bij het VN-Verdrag tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of ontorende behandeling of bestraffing (**OPCAT**) vereist dat de verdragspartijen een nationaal preventiemechanisme tegen foltering instellen dat toezicht uitoefent op alle plaatsen van vrijheidsbeneming. Een wetsontwerp hieromtrent werd kort voor het zomerreces van 2023 goedgekeurd door de Ministerraad. Het Federaal Instituut voor de Rechten van de Mens (FIRM) zal deze taak op zich nemen, in samenwerking met het Comité P, de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen en Myria. Het wetsontwerp wordt momenteel herwerkt in functie van de ontvangen adviezen en zal nadien worden ingediend in het parlement. Daarnaast keurde de Ministerraad wetswijzigingen goed om het FIRM meer conform te maken met de Beginselen van Parijs, met het oog op het

internationale comme institution nationale des droits humains. Le statut B a déjà été obtenu en mars 2023. En l'espèce, les discussions avec les entités fédérées se poursuivent également.

Concernant la **Convention de Tromsø**, sur l'accès aux documents publics, la procédure d'assentiment est clôturée. Concernant le **Protocole** additionnel à la **Convention de Budapest**, relative à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques, la procédure d'assentiment est en cours. Les affaires judiciaires portées devant la Cour européenne des droits de l'homme ont été préparées et défendues de manière approfondie, et les arrêts ont été suivis. Le cas échéant, des mesures d'exécution sont prises, comme la modification de l'article 44 du Code d'instruction criminelle à la suite de l'arrêt Aÿgun. Il s'agit d'une procédure relative aux droits des proches en cas d'autopsie, contenue dans la loi HRF IV adoptée par le Parlement.

3. Plus ferme

3.1. *Réforme du droit pénal, du droit de la procédure pénale et du droit de l'application des peines*

3.1.1. *Un nouveau Code pénal*

Le nouveau **Code pénal** fait actuellement l'objet de débats au sein du Parlement. L'objectif est de le voter dans son intégralité au cours de cette législature. Le délai d'entrée en vigueur est de 2 ans après la publication au *Moniteur belge*.

Le Livre I^{er} contient les principes juridiques généraux et le Livre II les incriminations. Cette division sera maintenue. Toutefois, au lieu d'attribuer une fourchette de peine distincte à chaque infraction, comme c'est actuellement le cas dans le Code pénal actuel, les montants des peines seront répartis en **huit niveaux** et intégrés dans le Livre I^{er}. Dans le Livre II, qui comporte sept titres, l'infraction sera liée à un niveau de peine. Les peines minimales et maximales augmentent à chaque niveau supérieur. Cela devrait garantir une structure simple et cohérente. Les éléments aggravants ou les circonstances atténuantes peuvent entraîner une augmentation ou une baisse du niveau de la peine. Le principe de correctionnalisation de la peine est supprimé, de sorte que la peine prévue par le Code pénal puisse réellement correspondre à la peine prononcée. Il y aura également une liste positive d'infractions à traiter par la cour d'assises.

La peine d'emprisonnement n'est plus le point de départ, mais est considéré comme un remède ultime. Ainsi, pour les infractions de niveau 1, à savoir les faits les moins graves, la peine d'emprisonnement n'est

verkkrijgen van een A-status. Dit is de internationale erkenning als nationaal mensenrechteninstituut. De B-status werd in maart 2023 reeds verkregen. Ook hier worden de besprekingen met de deelstaten voortgezet.

Aangaande het **Verdrag van Tromsø**, over de toegang tot officiële documenten, is de instemmingsprocedure afgerond. Wat betreft het Aanvullend **Protocol** bij het **Verdrag van Boedapest**, over de strafbaarstelling van handelingen van racistische of xenofobe aard via computersystemen, is de instemmingsprocedure bezig. De rechtszaken voor het Europees Hof voor de Rechten van de Mens werden grondig voorbereid en verdedigd en de arresten opgevolgd. Waar nodig zijn uitvoeringsmaatregelen genomen, zoals de wijziging van artikel 44 van het Wetboek van Strafvordering na het arrest Aÿgun. Dit betreft een procedure met betrekking tot de rechten van nabestaanden bij een autopsie, vervat in de door het parlement aangenomen wet MSS IV.

3. Straffer

3.1. *Hervorming strafrecht, strafprocesrecht en strafuitvoeringsrecht*

3.1.1. *Een nieuw Strafwetboek*

Het nieuwe **Strafwetboek** wordt op dit ogenblik besproken in het parlement. Doel is om deze legislatuur het geheel te stemmen. De inwerkingtredingstermijn is 2 jaar na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Boek I bevat de algemene rechtsprincipes en Boek II bevat de strafbaarstellingen. Deze opdeling wordt behouden. Maar in plaats van op elke inbreuk een afzonderlijke strafvork te zetten zoals thans beschreven in het huidige Strafwetboek, zullen de strafmaten worden ingedeeld in **8 niveaus** en ingebed in Boek I. In Boek II, ingedeeld in zeven titels, wordt het misdrijf aan een strafniveau gekoppeld. De minimale en maximale straf verzwart telkens bij een hoger niveau. Dit moet zorgen voor een eenvoudige en coherente structuur. Verzwarende bestanddelen of verzachtende omstandigheden kunnen een verhoging of verlaging van het strafniveau teweegbrengen. Het principe van de correctionalisering van de strafmaat wordt afgeschaft, zodat de straf die men terugvindt in het Strafwetboek ook de werkelijke straf is. Er komt ook een positieve lijst van misdrijven die door het hof van assisen behandeld moeten worden.

De gevangenisstraf wordt niet langer het uitgangspunt, maar wordt aanzien als ultimum remedium. Zo is voor misdrijven van niveau 1, de minst zwaarwichtige feiten, de gevangenisstraf niet langer mogelijk. De rechter

plus possible. Le juge dispose d'un arsenal plus large pour prononcer des peines sur mesure, ce qui devrait avoir plus d'impact et générer un plus grand sens de culpabilité que l'emprisonnement.

Pour les auteurs souffrant de troubles psychiatriques qui ne répondent pas aux critères d'internement mais dont la **responsabilité est atténuée**, une nouvelle peine est prévue: le traitement obligatoire sous privation de liberté. Cette peine est purgée dans un établissement médico-légal fermé.

Les incriminations et le montant des peines sont adaptées aux valeurs et aux normes contemporaines. C'est le cas, par exemple, des faits de violence intrafamiliale. Ainsi, l'incrimination de **meurtre intrafamilial** sera introduite, qui sera assimilée à l'assassinat et à une peine de niveau 8, la catégorie contenant les peines les plus élevées. De même, en cas de torture ou de traitement inhumain dans un contexte intrafamilial, le montant de la peine sera augmenté d'un niveau.

La violence à l'encontre de personnes investies d'une fonction sociétale (voir 3.3) sera punie plus sévèrement. Il s'agit notamment des policiers, des secouristes, des pompiers, des prestataires de soins de santé, des médecins, des accompagnateurs de train, des chauffeurs de bus et d'autres personnes exerçant une fonction publique. Il s'agit d'un élément aggravant, qui requiert une peine d'un niveau supérieur à celui de l'infraction de base. Le **mobile discriminatoire** est considéré comme une circonstance aggravante possible pour chaque infraction (voir 2.10).

Les peines sont également aggravées en cas de **terrorisme**, qu'il s'agisse de la participation à un groupe terroriste, de la participation à des décisions au sein d'un groupe terroriste, de la préparation d'une infraction terroriste, de l'incitation au terrorisme ou de l'apologie du terrorisme. En outre, la règle générale veut que la peine soit augmentée d'un niveau si le mobile de l'infraction est de nature terroriste.

De **nouvelles incriminations** sont également introduites, notamment l'incitation au suicide, les jets d'objets par-dessus les murs ou les grillages d'une prison ou d'un établissement fermé, l'écocide, la profanation de cadavres, le fait d'équiper et de posséder un véhicule avec un compartiment caché, l'intrusion dans des véhicules et la production et la distribution de manuels pour pédophiles.

Les incriminations tombées en désuétude ou ne correspondant plus à nos normes contemporaines disparaissent du Code pénal. Par exemple, le nouveau **Code pénal sexuel** (voir 3.10), entré en vigueur

krijgt een breder arsenaal om op maat te straffen, die in meer effect en schuldinzicht moeten resulteren dan een gevangenisstraf.

Voor daders met psychiatrische stoornissen die niet onder de interneringscriteria vallen maar toch een **verminderde toerekeningsvatbaarheid** hebben, is er een nieuwe straf voorzien: de verplichte behandeling onder vrijheidsberoving. Deze straf vindt plaats in een gesloten forensische instelling.

De strafbaarstellingen en strafmaten worden aangepast aan de hedendaagse waarden en normen. Dit geldt bijvoorbeeld voor feiten van intrafamiliaal geweld. Zo wordt de strafbaarstelling **intrafamiliale doodslag** ingevoerd, wat wordt gelijkgeschakeld met moord en een straf van niveau 8, de categorie met de zwaarste straffen. Ook in het geval van foltering of onmenselijke behandeling die plaatsvindt in een intrafamiliale context, zal de strafmaat met een niveau worden verhoogd.

Geweld tegen mensen met een maatschappelijke functie (zie 3.3) zal strenger worden bestraft. Dit gaat onder andere om politiemensen, hulpverleners, brandweerlieden, zorgverleners, dokters, treinbegeleiders, buschauffeurs en anderen met een openbare functie. Het gaat om een verzwarend bestanddeel, waardoor er bestraft moet worden binnen een niveau hoger dan die van het basismisdrijf. De **discriminerende drijfveer** wordt als mogelijk verzwarende factor voorzien voor elk misdrijf (zie 2.10).

Straffen worden ook voor **terrorisme** verstrengd, zowel voor deelname aan een terroristische groep, deelname aan beslissingen binnen een terroristische groep, het voorbereiden van een terroristisch misdrijf, het aanzetten tot terrorisme en het verheerlijken van terrorisme. De algemene regel is bovendien dat de strafmaat een niveau verhoogt als de drijfveer bij een misdrijf terroristisch van aard is.

Er worden ook **nieuwe strafbaarstellingen** ingevoerd: onder meer aanzetten tot zelfdoding, overgooien van voorwerpen over de muren of afsluitingen van een gevangenis of gesloten instelling, ecocide, lijkschenen, het uitrusten en bezitten van een voertuig met een verborgen ruimte, binnendringen in voertuigen en het vervaardigen en verspreiden van pedofiliehandboeken.

Strafbaarstellingen die in onbruik zijn geraakt of niet meer in overeenstemming zijn met onze hedendaagse normen verdwijnen uit het Strafwetboek. Zo werd in het nieuw **seksueel strafrecht** (zie 3.10), dat op 1 juni 2022

le 1^{er} juin 2022, dépenalisait déjà le travail du sexe. La réforme du droit pénal sexuel sera entièrement reprise dans le nouveau Code pénal.

3.1.2. *Un droit de procédure pénale plus efficace*

Les projets de loi relatifs au droit de la procédure pénale I et au droit de la procédure pénale II ont été déposés au Parlement et font l'objet de débats. Ils comprennent des changements importants qui rendront le droit de la procédure pénale plus efficace.

Les règles de **prescription et d'extraterritorialité** seront modifiées. Nous introduisons une nouvelle cause d'imprescriptibilité, de sorte que les infractions les plus graves, comme le meurtre et le vol avec meurtre, ou qui de par leur nature ou leur contexte, peuvent porter gravement atteinte à un pays ou à une organisation internationale ou être de nature à intimider gravement la population ou de contraindre indûment des pouvoirs publics ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte, ou de gravement déstabiliser ou détruire les structures fondamentales politiques, constitutionnelles, économiques ou sociales d'un pays ou d'une organisation, deviendront imprescriptibles. Les règles compliquées de calcul des délais de prescription appartiendront également au passé.

En ce qui concerne le **régime des repentis**, nous veillons à combler les lacunes afin de rendre ce régime beaucoup plus pratique pour le ministère public et les tribunaux. À ce jour, la procédure n'a été appliquée que deux fois en raison de sa lourdeur. C'est pourquoi, entre autres, une phase de négociation approfondie est introduite, avant l'accord entre le repentis et le procureur. La loi mentionne aussi explicitement que le régime des repentis peut déjà commencer pendant l'enquête préliminaire et comment l'affaire doit être portée devant le juge pénal. Le principe devient applicable aux peines de substitution et la procédure peut également être utilisée dans les affaires pénales devant la cour d'assises. Une nouvelle procédure de contrôle des méthodes particulières de recherche (MPR) est également insérée.

Les règles relatives à la **reconnaissance préalable de culpabilité** sont simplifiées afin de pouvoir être appliquées plus largement. L'auteur et la victime peuvent désormais se mettre d'accord pour indemniser immédiatement l'intégralité du dommage ou convenir d'un plan de remboursement. Une phase de négociation est introduite et le délai d'acceptation de la peine proposée passe de 10 jours à 1 mois, la victime étant désormais impliquée. Le champ procédural est étendu aux enquêtes judiciaires, sous réserve de l'accord du juge d'instruction en charge du dossier. Il est également prévu que le juge du fond puisse rejeter l'accord

in werking trad, sekswerk reeds gedecriminaliseerd. De hervorming van het seksueel strafrecht zal integraal worden overgenomen in het nieuwe Strafwetboek.

3.1.2. *Een doeltreffender strafprocesrecht*

De wetsontwerpen Strafprocesrecht I en Strafprocesrecht II zijn ingediend in het parlement en worden behandeld. Dit houdt enkele belangrijke wijzigingen in die het strafprocesrecht doeltreffender maken.

De regels inzake **verjaring en extraterritorialiteit** worden aangepast. We voeren een nieuwe grond van onverjaarbaarheid in zodat de meest ernstige misdrijven moord en roofmoord, die door hun aard of context een land of een internationale organisatie ernstig kunnen schaden, of van aard zijn de bevolking ernstige vrees aan te jagen of om de overheid of een internationale organisatie op onrechtmatige wijze te dwingen tot het verrichten of het zich onthouden van een handeling, of om de politieke, de constitutionele, economische of sociale basisstructuren van een land of een internationale organisatie ernstig te ontwrichten of te vernietigen, onverjaarbaar worden. Ook de ingewikkelde berekeningsregels rond verjaring zullen verleden tijd zijn.

Inzake de **spijtoptantenregeling** worden hiaten ingevuld waardoor de regeling veel werkbaarder wordt voor het Openbaar Ministerie en de rechtbanken. Tot op heden werd de procedure slechts twee keer toegepast wegens zeer omslachtig. Daarom wordt onder andere een doorgedreven onderhandelingsfase ingevoerd, voorafgaand aan de overeenkomst tussen de spijtoptant en de procureur. In de wet wordt ook expliciet vermeld dat de procedure inzake de spijtoptantenregeling reeds kan aanvangen tijdens het vooronderzoek en hoe de zaak precies bij de strafrechter aanhangig moet worden gemaakt. Het principe wordt toepasbaar op vervangende straffen en de procedure kan ook gebruikt worden bij criminele zaken voor het hof van assisen. Er wordt ook een nieuwe procedure tot BOM-controle ingevoegd.

De regels inzake de **voorafgaande erkenning van schuld** worden vereenvoudigd zodat zij meer kunnen worden toegepast. Dader en slachtoffer kunnen voortaan overeenkomen om de schade onmiddellijk volledig te vergoeden of een afbetalingsplan af te spreken. Er wordt een onderhandelingsfase ingevoerd en de termijn voor het aanvaarden van de voorgestelde straf wordt opgetrokken van 10 dagen naar 1 maand, aangezien het slachtoffer nu betrokken wordt. Het procedureel toepassingsgebied wordt uitgebreid naar gerechtelijke onderzoeken, op voorwaarde dat de onderzoeksrechter belast met de zaak, hiermee akkoord is. Er is ook voorzien dat de

de reconnaissance préalable de culpabilité ou le faire modifier par les parties. La **transaction pénale élargie** sera plus transparente et plus rigoureuse en exigeant que la transaction soit prononcée en audience publique et qu'une interdiction professionnelle puisse également être imposée.

La procédure de comparution immédiate pour les personnes arrêtées est également en cours de réforme. Ce projet de loi, déjà adopté par le Conseil des ministres, sera déposé au Parlement après avoir reçu les avis nécessaires. (Voir 1.1.6).

3.1.3. *Un droit de l'application des peines axé sur la prévention de la récidive*

Dès les années 1970, le choix a été fait dans notre pays de ne plus exécuter les courtes peines d'emprisonnement ou, depuis une vingtaine d'années, de les convertir quasi automatiquement en surveillance électronique. Cette mesure devait répondre au manque chronique de places dans les prisons. Paradoxalement, cet artifice a précisément contribué à ce manque chronique de places. Les petits criminels se croyaient intouchables et évoluaient en toute impunité vers des criminels professionnels qui, après avoir accumulé plusieurs peines, devaient soudainement aller en prison pour une longue période. Les juges ont également commencé à imposer des peines plus lourdes de sorte que les condamnés purgent effectivement leur peine. C'est ce qu'on appelle l'inflation des peines. Notre pays compte également un nombre nettement plus élevé de personnes en détention préventive par rapport aux pays voisins. Le droit de l'application des peines doit donc être amélioré et rendu plus efficace.

En 2006, la **loi sur le statut juridique externe** a été votée pour mettre en œuvre efficacement les peines inférieures à 3 ans. L'idée sous-jacente est de remettre rapidement les criminels débutants sur les rails avant qu'ils ne deviennent des criminels professionnels. L'entrée en vigueur de la loi a été retardée 13 fois sous les législatures suivantes, la raison étant le manque de place dans les prisons. Pour briser ce cercle vicieux, nous avons décidé de faire entrer en vigueur la loi sur le statut juridique externe. Toutes les peines comprises entre 6 mois et 2 ans seront à nouveau exécutées de manière cohérente à partir du 1^{er} septembre 2023. Pour les peines de 2 à 3 ans, c'est déjà le cas depuis le 1^{er} septembre 2022. Il a été décidé de ne pas exécuter les peines inférieures à 6 mois parce qu'elles n'existeront plus dans le nouveau Code pénal, qui est actuellement débattu au Parlement, et qu'elles entraîneront un impact négatif disproportionné au niveau de la détention.

bodemrechter de overeenkomst van de voorafgaande erkenning van schuld kan afwijzen of laten wijzigen door de partijen. De **verruimde minnelijke schikking** wordt transparanter en strenger doordat de schikking in openbare zitting dient te worden uitgesproken en er bijkomend een beroepsverbod kan worden opgelegd.

Ook het **snelrecht voor aangehouden personen** wordt hervormd. Dit reeds door de Ministerraad aangenomen wetsontwerp wordt, na het ontvangen van de nodige adviezen, ingediend in het parlement. (Zie 1.1.6).

3.1.3. *Een strafuitvoeringsrecht gericht op het voorkomen van recidive*

Al sinds de jaren '70 werd er in ons land voor gekozen om korte celstraffen niet meer of minder uit te voeren of, sinds een twintigtal jaar, quasi automatisch om te zetten in elektronisch toezicht. De maatregel moest het chronische plaatsgebrek in de gevangenissen het hoofd bieden. Paradoxaal genoeg droeg deze kunstgreep net bij aan dat chronisch plaatsgebrek. Beginnende criminelen waanden zich onaantastbaar en groeiden ongestraft uit tot beroepscriminelen, die na een opeenstapeling van straffen plots lang naar de gevangenis moesten. Rechters begonnen ook zwaardere straffen op te leggen opdat veroordeelden hun straf effectief zouden uitzitten. Dit is de zogenaamde strafinflatie. Ons land telt ook opvallend meer mensen in voorhechtenis in vergelijking met de buurlanden. Het strafuitvoeringsrecht moest dus beter en doeltreffender.

In 2006 werd de **Wet Externe Rechtspositie** gestemd om de straffen onder de 3 jaar effectief uit te voeren. De idee erachter is dat beginnende criminelen snel bijgestuurd worden voordat ze beroepscrimineel worden. De inwerkingtreding van de wet werd 13 keer uitgesteld onder de volgende regeringen, met als reden het plaatsgebrek in de gevangenissen. Om de vicieuze cirkel te doorbreken, besloten we om de Wet Externe Rechtspositie wel in werking te laten treden. Alle straffen tussen de 6 maanden en 2 jaar worden sinds 1 september 2023 opnieuw consequent uitgevoerd. Voor de straffen tussen de 2 en 3 jaar was dit al het geval sinds 1 september 2022. Er is bewust voor gekozen om straffen onder de 6 maanden niet uit te voeren omdat die in het nieuwe Strafwetboek, dat wordt besproken in het parlement, niet meer zullen bestaan en leiden tot onevenredige detentieschade.

Ce groupe de détenus supplémentaires signifie une pression encore plus forte sur la capacité carcérale à court terme. Des places supplémentaires ont été créées et des maisons de détention ont été ouvertes depuis le début de la législature (voir 1.1.3). À long terme, la mesure devrait réduire cette pression, en raison de la diminution de la récidive et de l'accumulation des peines ainsi que du fait qu'il n'y ait plus autant besoin de prononcer des peines de longue durée avant de pouvoir mettre fin aux faits. Les courtes peines devraient être exécutées autant que possible dans des maisons de détention (voir 2.5.1).

La prévention de la récidive nécessite une approche globale de chaque maillon de la chaîne pénale, par exemple avec le système des transactions immédiates appliqué par les différents parquets, la comparution immédiate et les chambres réparatrices (voir 1.1.6). Pour mieux évaluer l'efficacité d'une approche basée sur la chaîne pénale, il est nécessaire de disposer de meilleures données à ce sujet. C'est pourquoi un **moniteur de la récidive** est en cours d'élaboration au niveau national, et ce, en collaboration avec le SPF Justice et l'Institut national de statistique criminalistique et de criminologie (INCC). Une première version a été développée et sera lancée l'année prochaine.

En outre, nous poursuivons les préparatifs en vue de l'élaboration d'un nouveau Code de l'exécution des peines.

3.2. Une politique de retour efficace pour les condamnés étrangers

Le retour des étrangers détenus sans droit de séjour qui ont purgé l'intégralité de leur peine dans notre pays ou dont le mandat d'arrêt a été levé relève de la compétence de la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration. Le transfèrement des détenus pour qu'ils purgent leur peine dans le pays d'origine relève de la compétence de la Justice.

Un transfèrement vers le pays d'origine est à la fois dans l'intérêt du détenu même, qui peut entamer sa réinsertion plus tôt dans son pays d'origine, et dans l'intérêt des prisons belges, qui font face à une surpopulation. La **Prisoner Transfer Unit**, qui organise les transfèvements vers le pays d'origine, a été renforcée en 2023 par quatre personnes supplémentaires en plus des deux nouvelles recrues de 2022. Cela permet un examen plus approfondi des détenus susceptibles d'être transférés. Un nouveau dépliant a été préparé en 18 langues pour informer les détenus de la possibilité de purger leur peine dans le pays d'origine. Cette brochure est rédigée de manière beaucoup plus claire et convaincante que la précédente.

Die groep extra gedetineerden betekent op korte termijn nog meer druk op de gevangenis capaciteit. Sinds het begin van de legislatuur zijn wel extra plaatsen gecreëerd en detentiehuizen geopend (zie 1.1.3). Op lange termijn moet de maatregel die druk net doen afnemen, wegens minder recidive, minder opeenstapelingen van straffen en minder nood aan lange straffen vooraleer iemand gestopt zou worden. De korte straffen moeten zo veel mogelijk in detentiehuizen worden uitgevoerd (zie 2.5.1).

Het voorkomen van recidive vergt een totaalaanpak verspreid over elke schakel van de strafketen, bijvoorbeeld met de lik-op-stukwerking van de verschillende parketten, snelrecht en de herstelkamers (zie 1.1.6). Om de effectiviteit van een ketengerichte aanpak beter te kunnen evalueren is er nood aan betere data hierover. Er wordt daarom een nationale **recidivemonitor** uitgewerkt, samen met de FOD Justitie en het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie (NICC). Een eerste versie werd ontwikkeld en wordt het komende jaar gelanceerd.

Voorts zetten we de voorbereidingen van een nieuw Strafvueroeringswetboek verder.

3.2. Een effectief terugkeerbeleid van buitenlandse veroordeelden

De terugkeer van gedetineerde vreemdelingen zonder recht op verblijf die hun straf volledig hebben uitgezeten in ons land of wiens aanhoudingsbevel wordt opgeheven, zijn een bevoegdheid van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie. Het overbrengen van gedetineerden om hun straf uit te zitten in het land van herkomst, is een bevoegdheid van Justitie.

Een overbrenging naar het land van herkomst om daar de straf uit te zitten, is zowel in het belang van de gedetineerde zelf, die vroeger zijn re-integratie in zijn land van herkomst kan starten, als in het belang van de Belgische gevangenen die met overbevolking te kampen hebben. De **Prisoner Transfer Unit** die de overbrengingen naar het land van herkomst organiseert, is in 2023 versterkt met vier extra krachten bovenop de 2 extra krachten in 2022. Hierdoor kan de screening van gedetineerden die in aanmerking komen om overgebracht te worden grondiger gebeuren. Er werd een nieuwe folder opgesteld in 18 talen om gedetineerden te wijzen op de mogelijkheid om hun straf in het land van herkomst uit te zitten. Deze folder is veel duidelijker en overtuigender opgesteld dan het vorige exemplaar.

En conséquence, le nombre annuel de dossiers entamés a plus que doublé par rapport à la législature précédente. En 2022, il était de 294 dossiers, ce qui constitue un record. Pour 2023, il est prévu que ce record soit à nouveau dépassé. Le tribunal du pays d'origine doit valider les demandes de transfèrements. Pour la présente législature, y compris la fin de l'année 2020, le total s'élève à 224. À titre de comparaison, la législature précédente avait connu un total de 220 transfèrements. Ce nombre a déjà été dépassé. En outre, en 2024, nous nous attendons à récolter les fruits de l'augmentation substantielle du nombre de dossiers entamés. Par ailleurs, les premiers dossiers sont en cours d'ouverture pour les détenus des nouveaux pays avec lesquels une convention a été conclue, comme le Congo. Des négociations sont en cours avec d'autres pays. Ces conventions sont également importantes pour permettre aux condamnés belges à l'étranger de purger leur peine en Belgique.

En exécution de la résolution parlementaire du 19 janvier 2023 relative à la libération immédiate d'Olivier Vandecasteele, nous avons invoqué l'article 167 de la Constitution afin de ramener notre compatriote chez lui en toute sécurité.

En ce qui concerne le retour des étrangers sans droit de séjour qui relèvent de la compétence du secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, des consultations trimestrielles sont organisées entre les différents cabinets et administrations compétents. Il s'agit du groupe de travail de coordination des retours, qui a été créé sous la précédente législature et qui se poursuit sous la présidence de la Justice. Au sein de ce groupe de travail, les bonnes pratiques sont partagées, les problèmes sont soulevés et des solutions sont recherchées pour faciliter les retours. L'une des réalisations concrètes issues du groupe de travail est une nouvelle circulaire sur l'échange de données entre le ministère public et le l'Office des Étrangers. Celle-ci a été finalisée et est en cours de publication. Une circulaire sur l'échange de données entre les tribunaux de l'application des peines et l'Office des Étrangers est en cours de rédaction et sera finalisée au cours de ce trimestre. De bons accords entre tous les acteurs concernés sont indispensables pour une politique efficace de retour des détenus sans droit de séjour. Une initiative législative est également en cours pour informer automatiquement et donc immédiatement l'Office des Étrangers de toutes les étapes de la procédure de libération provisoire, en vue de l'éloignement du territoire. Cela permettra, d'une part, de réduire la charge de travail des greffes pénitentiaires et, d'autre part, d'éviter les lacunes et les omissions dans la communication entre eux. Ainsi, l'Office des Étrangers

Het jaarlijks aantal opgestarte dossiers is als gevolg meer dan verdubbeld ten opzichte van de vorige legislatuur. In 2022 ging het om 294 dossiers en dat is een record. Voor 2023 zal dat record volgens de prognoses opnieuw overschreden worden. De rechtbank in het land van herkomst moet de aanvragen tot overbrengingen bekrachtigen. Deze legislatuur, met inbegrip van eind 2020, ligt het totaal intussen op 224. Ter vergelijking: tijdens de volledige vorige legislatuur werden in totaal 220 overbrengingen gerealiseerd. Dit aantal is inmiddels al overschreden. Bovendien verwachten we in 2024 de vruchten te plukken van het fors gestegen aantal opgestarte dossiers. Ook worden de eerste dossiers opgestart ten aanzien van gedetineerden uit de nieuwe landen waarmee een overeenkomst werd bereikt, zoals Congo. Met andere landen zijn de onderhandelingen lopende. Deze verdragen zijn ook belangrijk om Belgische veroordeelden in het buitenland de mogelijkheid te geven om hun straf in België uit te zetten.

In uitvoering van de parlementaire resolutie van 19 januari 2023 betreffende de onmiddellijke vrijlating van Olivier Vandecasteele, hebben we beroep gedaan van artikel 167 van de Grondwet om onze landgenoot veilig thuis te krijgen.

Wat de terugkeer van vreemdelingen zonder recht op verblijf betreft die onder de bevoegdheid van de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie vallen, wordt driemaandelijks een overleg georganiseerd tussen de verschillende bevoegde kabinetten en administraties. Dit is de zogenaamde werkgroep Coördinatie Terugkeer, die onder de vorige legislatuur werd opgericht en onder Justitie-voorzitterschap wordt voortgezet. Binnen deze werkgroep worden goede praktijken gedeeld, problemen aangekaart en oplossingen gezocht om tot een vlottere terugkeer te komen. Een van de concrete realisaties die zijn oorsprong vond in de werkgroep, is een nieuwe omzendbrief tussen het Openbaar Ministerie en de Dienst Vreemdelingenzaken inzake gegevensuitwisseling. Deze is afgerond en wordt gepubliceerd. Een omzendbrief tussen de strafuitvoeringsrechtbanken en de Dienst Vreemdelingenzaken inzake gegevensuitwisseling is in opmaak en wordt deze legislatuur gefinaliseerd. Goede afspraken tussen alle betrokken actoren is onontbeerlijk voor een efficiënt terugkeerbeleid van gedetineerden zonder recht op verblijf. Er wordt ook een wetgevend initiatief genomen om de Dienst Vreemdelingenzaken automatisch en dus onmiddellijk op de hoogte te stellen van alle stappen in de procedure tot een voorlopige invrijheidsstelling, met het oog de verwijdering van het grondgebied. Dit zal enerzijds de werklast van de griffies van de gevangenen verminderen en anderzijds

restera ponctuellement informé des cas et pourra faire les préparatifs nécessaires pour un retour efficace.

Enfin, une initiative législative est également en cours pour donner à certains collaborateurs de l'Office des Étrangers un pouvoir d'officier de police judiciaire dans le but de vérifier la véritable identité/nationalité d'un étranger en séjour irrégulier qui commet des infractions graves. Le procureur du Roi pourra, sous certaines conditions, autoriser l'officier de police judiciaire de l'Office des Étrangers à effectuer une recherche dans un système informatique tel que visé à l'article 39*bis*, § 2 du Code d'instruction criminelle.

3.3. Tolérance zéro pour la violence contre la police ou les services de secours

Ceux qui s'en prennent aux policiers et aux secouristes en raison de la fonction qu'ils exercent s'en prennent à toute notre société. En effet, ils assurent la sécurité des habitants de ce pays et garantissent l'ordre public. Comme stipulé dans l'accord de gouvernement, dès le début de la législature, la priorité a été donnée au renforcement des règles et à l'application stricte de la circulaire (COL10/2017). Le classement sans suite d'opportunité n'est plus possible, sauf pour des raisons exceptionnelles et après consultation du magistrat de référence. En novembre 2022, la circulaire a à nouveau été renforcée: une réponse judiciaire systématique est prévue en cas de rébellion avec incapacité de travail et des magistrats de référence ont été désignés au niveau de chaque parquet pour les dossiers de violences contre la police.

De cette manière, il y a un point de contact unique et les victimes sont plus rapidement informées de l'évolution de leur affaire. À partir de 2024, l'Institut de formation judiciaire (IFJ) commencera à former les magistrats à la gestion de la violence à l'encontre de la police et des services de secours.

En 2022, un groupe de travail a été créé par le ministère public et la police pour améliorer l'enregistrement et le suivi des actes de violence contre la police. Cela a abouti en 2023 à l'**harmonisation des enregistrements** des bases de données MISI et GALOP de la police et de la base de données MaCH du ministère public. Nous continuons à suivre et à évaluer la mise en œuvre de la circulaire COL10/17 en collaboration avec le ministère public et la police. Des moments d'évaluation sont prévus chaque année.

hiaten en vergetelheden in de onderlinge communicatie vermijden. Zo blijft Dienst Vreemdelingenzaken stipt op de hoogte van de dossiers en kan het de nodige voorbereidingen treffen om de terugkeer effectief uit te voeren.

Tot slot loopt ook een wetgevend initiatief om bepaalde medewerkers van de Dienst Vreemdelingenzaken een bevoegdheid van officier van gerechtelijke politie te geven met het oog op het achterhalen van de ware identiteit/nationaliteit van een vreemdeling in onwettig verblijf die zware strafbare feiten pleegt. De Procureur des Konings zal, onder bepaalde voorwaarden, de officier van gerechtelijke politie van de Dienst Vreemdelingenzaken kunnen machtigen om een zoeking in een informaticasysteem uit te voeren zoals bedoeld in artikel 39*bis*, § 2 van het Wetboek van Strafvordering.

3.3. Nultolerantie voor geweld tegen politie of hulpverleners

Wie politiemensen en hulpverleners aanvalt vanwege de functie die zij uitoefenen, valt de hele samenleving aan. Zij staan immers in voor de veiligheid van de inwoners van dit land en garanderen de openbare orde. Zoals bepaald in het regeerakkoord werd vanaf het begin van de legislatuur prioriteit gegeven aan het verstrengen en strikt toepassen van de omzendbrief (COL10/2017). Een opportuniteitsponering kan niet meer, tenzij wegens uitzonderlijke redenen en na overleg met de referentiemagistraat. In november 2022 werd de omzendbrief nogmaals verstrengd: er werd voorzien in een systematische gerechtelijke reactie ingeval van weerspannigheid met arbeidsongeschiktheid, en op het niveau van elk parket werden referentiemagistraten voor dossiers van geweld tegen de politie aangesteld.

Zo is er een single point of contact en worden de slachtoffers sneller op de hoogte gehouden van de vorderingen van hun dossier. Vanaf 2024 start het Instituut voor Gerechtelijke Opleiding (IGO) met opleidingen voor magistraten inzake de aanpak van geweld tegen politie en hulpverleners.

In 2022 werd door het Openbaar Ministerie en de politie een werkgroep opgericht om de registratie en opvolging van feiten van geweld tegen de politie te verbeteren. Dit resulteerde in 2023 in een **harmonisatie van de registraties** van de databanken MISI en GALOP van de politie en de databank MaCH van het Openbaar Ministerie. We blijven de uitvoering van de omzendbrief COL10/17 verder opvolgen en evalueren, samen met het Openbaar Ministerie en de politie. Elk jaar zijn er evaluatiemomenten gepland.

La police a en outre diffusé des directives internes spécifiques visant à améliorer l'enregistrement des actes de violence à l'encontre de la police et à clarifier la ligne de conduite souhaitée pour les dirigeants. Cela s'est fait, entre autres, par le biais de la circulaire GPI100 sur l'usage de la violence à l'encontre des membres de la police intégrée.

La tolérance zéro ne signifie malheureusement pas que les cas de violence contre la police ne se produiront plus. Si la Justice montre que ces violences ne seront pas tolérées et qu'elles seront poursuivies et punies sévèrement, elle ne peut agir que lorsque les infractions ont déjà été commises. La prévention de la violence à l'encontre de la police est un point sur lequel il faut travailler dans plusieurs domaines. La ministre de l'Intérieur a travaillé à l'élaboration d'un cadre juridique pour les **bodycams** des agents de police. L'utilisation d'outils technologiques devrait permettre de réduire le nombre de faits injustement contestés par le suspect et de toujours disposer de preuves claires. Cela permettra de condamner les suspects beaucoup plus souvent et rapidement.

La poursuite des violences contre les travailleurs humanitaires, telle que prévue par la circulaire (COL3/2008), fait également l'objet d'un suivi rigoureux de la part du ministère public. Les parquets suivent strictement la circulaire. Des réunions ont également été organisées avec De Lijn et la SNCB afin de mieux poursuivre les violences commises à l'encontre du personnel des transports publics. Une **aggravation des peines** sera également introduite pour les violences à l'encontre de la police et d'autres fonctions sociétales telles que les secouristes, les pompiers, les médecins, les accompagnateurs de train, les chauffeurs de bus et d'autres personnes exerçant une fonction publique. Elle s'appliquera également aux personnes qui travaillent au guichet d'un poste de police, par exemple, ainsi qu'aux agents de police qui sont agressés pendant leur temps libre du fait qu'ils travaillent pour la police. L'aggravation des peines fait partie du nouveau Code pénal. Par exemple, si l'infraction de base est punie d'une peine de 3 à 5 ans d'emprisonnement, les mêmes infractions commises à l'encontre d'un policier seront punies de peines allant de 5 à 10 ans d'emprisonnement. Cette aggravation obligatoire de la peine sera également étendue aux infractions de torture, de traitement inhumain et de meurtre commises à l'égard de policiers. L'infraction de meurtre sera alors assimilée à l'assassinat. Il s'agit là d'un signal clair adressé aux auteurs d'actes de violence.

Les mesures précitées mettent en œuvre la résolution parlementaire du 15 décembre 2022 relative aux violences commises à l'encontre des policiers, des pompiers et des services de secours et d'intervention.

Bij de politie werden verder nog specifieke interne richtlijnen verspreid om de registratie van geweld tegen politie te verbeteren en werd de gewenste gedragslijn voor leidinggevendens verduidelijkt. Dat gebeurde o.m. via de omzendbrief GPI100 betreffende het gebruik van geweld tegen leden van de geïntegreerde politie.

Nultolerantie betekent helaas niet dat er geen gevallen van geweld tegen politie meer zullen voorvallen. Hoewel Justitie toont dat dit niet wordt getolereerd en streng wordt vervolgd en bestraft, kan het pas optreden wanneer feiten reeds gepleegd zijn. Het voorkomen van geweld tegen politie is iets waar op verschillende domeinen aan gewerkt moet worden. Samen met de minister van Binnenlandse Zaken is gewerkt aan een wettelijk kader voor **bodycams** voor politieagenten. Het inzetten van technologische hulpmiddelen moet ervoor zorgen dat er minder feiten onterecht betwist kunnen worden door de verdachte en er steeds duidelijk bewijsmateriaal beschikbaar is. Het zal helpen om veel vaker en sneller verdachten te kunnen veroordelen.

Ook op de vervolging van geweld tegen hulpverleners, zoals voorzien in de omzendbrief (COL3/2008) wordt streng toegezien door het Openbaar Ministerie. De parketten volgen de omzendbrief strikt op. Ook met de Lijn en de NMBS zijn vergaderingen gehouden om geweld tegen personeel van het openbaar vervoer beter te kunnen vervolgen. Er wordt ook een **strafverzwaring** ingevoerd voor geweld ten aanzien van de politie en andere maatschappelijke functies zoals hulpverleners, brandweerlieden, dokters, treinbegeleiders, buschauffeurs en anderen met een openbare functie. Ook mensen die bijvoorbeeld aan het loket werken in een politiekantoor zullen hieronder vallen, net zoals politiemensen die in hun vrije tijd worden aangevallen omdat ze bij de politie werken. De strafverzwaring maakt deel uit van het nieuw Strafwetboek. Indien het basismisdrijf bijvoorbeeld bestraft wordt met 3 tot 5 jaar gevangenisstraf, zullen dezelfde feiten ten aanzien van een politieambtenaar bestraft worden met straffen tussen 5 en 10 jaar gevangenisstraf. Deze verplichte strafverzwaring wordt ook uitgebreid naar feiten van foltering, onmenselijke behandeling en doodslag ten aanzien van politiemensen. Dit laatste wordt dan gelijkgesteld met moord. Dit geldt als een duidelijk signaal naar geweldplegers.

Met voorgenoemde maatregelen wordt uitvoering gegeven aan de parlementaire resolutie van 15 december 2022 betreffende het tegengaan van geweld jegens de politie, de brandweer en de nood- en interventiediensten.

3.4. La lutte contre la traite des êtres humains et le trafic d'êtres humains

Dans le cadre de la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic d'êtres humains, de nombreuses initiatives tactiques et opérationnelles ont été prises pour démanteler les organisations criminelles au niveau international et pas seulement les antennes belges. Grâce à l'implication dans la plateforme policière européenne EMPACT, à la participation à des task forces opérationnelles et aux relations internationales des parquets compétents, de nombreuses enquêtes lancées en Belgique ont été menées au niveau international. Avec les partenaires européens, cela a permis de démanteler de nombreuses organisations criminelles internationales à plus grande échelle. Pour faire face à cette lutte accrue, **40 postes vacants supplémentaires** spécifiquement dédiés aux enquêtes sur la traite des êtres humains et le trafic d'êtres humains ont été ouverts au sein de la Police judiciaire fédérale (PJF). Quinze postes ont déjà été pourvus.

En outre, les actions sur le terrain se concentrent désormais davantage sur la détection des refuges, l'interruption des lignes d'approvisionnement en matériel nautique et les enquêtes fondées sur des informations concernant les groupes criminels organisés sous-jacents des passeurs. L'**équipe TransIT** de la PJF, créée au cours de cette législature, lit systématiquement les smartphones saisis dans le cadre de la traite des êtres humains et le trafic d'êtres humains à la recherche d'informations sur les réseaux de passeurs. Au cours de l'année à venir, d'autres services soumettront leurs données et la coopération avec l'Office des Étrangers et Europol sera encore approfondie.

La traite des êtres humains et le trafic d'êtres humains sont des phénomènes mondiaux complexes qui nécessitent une approche globale. Celle-ci implique la coopération internationale, la prévention, la sensibilisation, la détection et le jugement des auteurs ainsi que l'accueil et l'accompagnement des victimes. La Commission spéciale sur la traite des êtres humains et le trafic d'êtres humains, qui a pris fin le 31 mai 2023, a procédé à une analyse approfondie du fonctionnement du modèle multidisciplinaire. Cette analyse a débouché sur 100 recommandations, qui ont été adoptées dans leur intégralité par l'ensemble du Parlement le 12 juin 2023. Nous nous sommes basés sur ces recommandations pour directement entamer nos travaux.

Un **coordinateur opérationnel national** en matière de traite des êtres humains et de trafic de migrants a été désigné au sein du SPF Justice le 1^{er} juin 2023. Ce coordinateur est chargé de plusieurs missions. Il collaborera avec le Bureau de la Cellule interdépartementale

3.4. De strijd tegen mensenhandel en mensensmokkel

In de strijd tegen mensenhandel en mensensmokkel zijn er tal van tactische en operationele initiatieven genomen om criminele organisaties internationaal te kunnen ontmantelen en niet enkel de Belgische takken. Dankzij de betrokkenheid bij het Europees politieplatform EMPACT, de deelname aan operationele taskforces en de internationale relaties van de bevoegde parketten zijn er heel wat in België gestarte onderzoeken op internationaal niveau gevoerd. Samen met de Europese partners heeft dit geleid tot talloze internationale criminele organisaties die op grotere schaal werden ontmanteld. Om deze verhoogde strijd te kunnen bolwerken, zijn **40 extra vacatures** specifiek voor onderzoeken naar mensenhandel en mensensmokkel opengezet binnen de Federale Gerechtelijke Politie (FGP). Hiervan zijn er reeds 15 ingevuld.

Acties op het terrein richten zich nu bovendien meer op het detecteren van safehouses, het onderbreken van de aanvoerlijnen van nautisch materiaal en het informatiegestuurd onderzoeken van de achterliggende georganiseerde criminele groepen van mensensmokkelaars. Het **TransIT-team** van de FGP, dat deze legislatuur werd opgericht, leest systematisch de inbeslaggenomen smartphones in het kader van mensenhandel en mensensmokkel uit op zoek naar informatie over smokkelnetwerken. Het komende jaar zullen er bijkomende diensten hun data aanleveren en de samenwerking met Dienst Vreemdelingenzaken en Europol wordt verder uitgediept.

Mensenhandel en mensensmokkel zijn complexe mondiale fenomenen waarvoor een totaalaanpak nodig is. Dit gaat om internationale samenwerking, preventie, sensibilisering, opsporing en berechting van daders en opvang en begeleiding van slachtoffers. De Bijzondere Commissie mensenhandel en mensensmokkel die is afgerond op 31 mei 2023 heeft een grondige analyse gemaakt van de werking van het multidisciplinaire model. Daaruit zijn 100 aanbevelingen gevloeid die op 12 juni 2023 integraal zijn goedgekeurd door het voltallige parlement. Met deze aanbevelingen zijn we volop aan de slag gegaan.

Op 1 juni 2023 is een **Nationaal Operationeel Coördinator** voor mensenhandel en mensensmokkel aangesteld binnen de FOD Justitie. Die is belast met meerdere opdrachten. Hij zal samen met het Bureau van de Interdepartementale Coördinatiecel een crisisplan

de coordination pour développer, suivre et mettre en œuvre un plan de crise afin d'à nouveau pouvoir réagir de manière appropriée si une nouvelle affaire de l'ampleur du dossier Borealis devait se présenter. Il analysera, cataloguera et classera par ordre de priorité les recommandations de la Commission spéciale dédiée à la traite des êtres humains et le trafic d'êtres humains et élaborera un plan d'approche dans le cadre d'un plan d'action pluriannuel.

Le Bureau de la Cellule interdépartementale finalise la révision de la **circulaire multidisciplinaire** sur l'orientation des victimes de la traite. La circulaire est également en cours de révision afin d'y inclure un chapitre sur l'orientation des mineurs, qui soit plus conforme à la réglementation communautaire en la matière. Des projets sont actuellement en cours sur l'adaptation de la fiche info pour les diplomates, une adaptation du dépliant sur les visas de travail et des brochures de sensibilisation dans le secteur de l'aérien et de l'hôtellerie. Nous poursuivons également la sensibilisation aux indicateurs financiers de la traite des êtres humains au niveau des banques et des bureaux de change.

Au cours de l'été 2022, le **point de contact central** pour les victimes de la traite a été mis en place. Ce point de contact numérique, dont le personnel et la gestion sont assurés par les trois centres Payoke, PAG-ASA et Sûrya, a depuis été élargi avec du personnel supplémentaire. Le site web est désormais disponible en 24 langues et une centrale téléphonique est également disponible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Ces deux éléments ont été annoncés lors du lancement de la campagne "Cœur bleu" des Nations Unies et de la campagne belge "Sortons la traite des êtres humains de l'ombre" le 30 juillet 2023. Plus de 50 villes ont soutenu la campagne par le biais de diverses initiatives. Elles ont également collaboré avec, entre autres, les Belgian Cats, Belgian Cycling et le groupe musical flamand *Het Zesde Metaal* pour mieux faire connaître la campagne au grand public.

En 2023, les **subventions pour les 3 centres d'accueil spécialisés** ont été augmentées à un total de 463.000 par centre. Ce budget comprend désormais les frais de personnel, les frais liés au fonctionnement et à l'entretien de la ligne d'urgence et l'assistance de première ligne aux victimes d'abus de prostitution. En 2020, 2021 et 2022, les budgets étaient respectivement de 195.000, 276.000 et 318.000 euros par centre.

Une formation pour les magistrats de la jeunesse est prévue en octobre 2023, organisée par l'Institut de formation judiciaire et le Collège des procureurs généraux. L'objectif est de mieux impliquer les jeunes magistrats

ontwickelen, opvolgen en uitvoeren om in de toekomst gepast te kunnen reageren als er zich opnieuw een zaak met de grootorde van het dossier Borealis zou voordoen. Hij zal ook de aanbevelingen van de Bijzondere Commissie mensenhandel en mensensmokkel analyseren, catalogeren, prioriteren en een plan van aanpak ontwikkelen in een meerjarig actieplan.

Het Bureau van de Interdepartementale Cel legt de laatste hand aan de evaluatie van de **multidisciplinaire omzendbrief** over de doorverwijzing van slachtoffers van mensenhandel. De omzendbrief wordt tevens herzien om een hoofdstuk over de begeleiding van minderjarigen op te nemen, dat meer in overeenstemming is met de communautaire regelgeving op dit gebied. Er lopen momenteel projecten rond de aanpassing van de infofiche voor diplomaten, een aanpassing van de flyer rond werkvisa en brochures ter sensibilisering van de luchtvaartsector en de hotelsector. We gaan ook door op het vergroten van bewustzijn van financiële indicatoren van mensenhandel op het niveau van de banken en wisselkantoren.

In de zomer van 2022 werd het **centraal meldpunt** voor slachtoffers van mensenhandel opgericht. Het digitaal meldpunt, dat wordt bemand en beheerd door de drie centra Payoke, PAG-ASA en Sûrya, werd intussen uitgebreid met extra personeel. De website is nu beschikbaar in 24 talen en er is ook 24/7 een telefooncentrale beschikbaar. Deze twee zaken werden bekend gemaakt bij de aftrap van de Blue Hearts Campagne van de Verenigde Naties en de Belgische campagne "Maak mensenhandel zichtbaar" op 30 juli 2023. Meer dan 50 steden ondersteunden de campagne via allerlei initiatieven. Er werd ook samengewerkt met onder andere de Belgian Cats, Belgian Cycling en de muziekgroep *Het Zesde Metaal* om de campagne extra in de verf te zetten bij de brede bevolking.

In 2023 zijn de **subsidies voor de 3 gespecialiseerde opvangcentra** opgetrokken tot een totaal van 463.000 per centrum. Dit budget omvat nu ook personeelskosten, kosten in verband met werking en onderhoud van het meldpunt en eerstelijnsbijstand van slachtoffers van misbruik van prostitutie. In 2020, 2021 en 2022 waren de budgetten respectievelijk 195.000, 276.000 en 318.000 euro per centrum.

In oktober 2023 staan **opleidingen voor jeugdmagistraten** gepland, georganiseerd door het Instituut voor Gerechtelijke Opleiding en het College van procureurs-generaal. Het doel is om jeugdmagistraten beter te

dans les problématiques de la traite des êtres humains et le trafic d'êtres humains, spécifiquement en ce qui concerne les mineurs. Contrairement aux magistrats spécialisés dans la traite des êtres humains et le trafic d'êtres humains, les magistrats de la jeunesse ne sont pas toujours conscients des spécificités de la traite des mineurs.

Une task force a été mise en place après le déclenchement de la guerre en Ukraine et le flux de réfugiés de guerre qu'elle a entraîné afin de réduire les risques de traite d'êtres humains et d'exploitation. En collaboration avec les trois centres, une brochure simple destinée aux réfugiés ukrainiens a été préparée afin de les sensibiliser face aux différents risques d'exploitation et de les orienter vers les centres spécialisés si nécessaire. Les brochures sont disponibles en français, néerlandais, anglais, russe et ukrainien et peuvent être consultées sur le site national pour les Ukrainiens arrivant en Belgique. Il existe également une brochure spécifique pour les enfants. La task force a depuis été intégrée au Bureau de la Cellule interdépartementale et suit de près la situation. Les brochures continueront à être mises à jour et distribuées de manière continue.

3.5. *Résoudre davantage d'affaires de disparitions, de meurtres et de mœurs*

Afin de permettre à la police et à la justice d'être plus efficace dans la résolution des cas de disparition, de meurtre et de mœurs, un projet de loi a été élaboré qui prévoit davantage d'options dans les enquêtes ayant recours aux recherches d'ADN. Ce projet de loi a été approuvé par le Conseil des ministres le 3 février 2023. Les avis nécessaires ont été reçus et le projet de loi a été introduit au Parlement. Ce projet de loi permettra d'effectuer des **recherches familiales**. Il s'agit de retrouver des suspects grâce aux profils ADN connus de membres de leur famille proche. D'importantes garanties sont prévues. Les comparaisons d'ADN basées sur des membres de la famille ne peuvent être effectuées qu'avec les profils figurant dans les bases de données disponibles (traces, condamnés et personnes disparues). Personne ne pourra être obligé de donner son ADN dans le cadre d'une recherche familiale, et les recherches ne pourront être effectuées qu'en première ligne, à savoir les parents, les enfants, les frères et sœurs. Seul le magistrat en charge de l'enquête peut ordonner une recherche familiale.

Le projet de loi prévoit également un cadre juridique pour la **technique de recherche d'ADN basée sur le chromosome Y**. Le profilage et la conservation des chromosomes Y dans les affaires de mœurs deviendront obligatoires. Notre pays sera ainsi l'un des premiers à disposer d'un tel système. Ces profils Y n'existent que

betrekken bij de problematiek van mensenhandel en mensensmokkel, specifiek ten aanzien van minderjarigen. In tegenstelling tot magistraten die gespecialiseerd zijn in mensenhandel en mensensmokkel, zijn jeugdmagistraten zich niet altijd bewust van de specifieke kenmerken van mensenhandel bij minderjarigen.

Er werd na het uitbreken van de oorlog in Oekraïne en de stroom oorlogsvluchtelingen die dit met zich meebracht een **taskforce** opgericht om de risico's op mensenhandel en uitbuiting te verkleinen. In samenwerking met de 3 centra is een eenvoudige brochure voor Oekraïense vluchtelingen opgesteld om hen bewust te maken van de verschillende risico's van uitbuiting en hen desgevallend door te verwijzen naar de gespecialiseerde centra. De brochures zijn beschikbaar in het Frans, Nederlands, Engels, Russisch en Oekraïens en vindbaar op de nationale website voor Oekraïners die in België aankomen. Er is ook een brochure specifiek voor kinderen. De taskforce is intussen geïntegreerd in het Bureau van de Interdepartementale Cel en volgt de situatie nauwgezet op. De brochures worden verder geüpdatet en blijvend verspreid.

3.5. *Meer verdwijnings-, moord- en zedendossiers oplossen*

Om politie en Justitie meer daadkracht te geven in het oplossen van verdwijnings-, moord- en zedendossiers werd een wetsontwerp uitgewerkt dat voorziet in meer mogelijkheden bij opsporingen aan de hand van DNA-onderzoek. Het werd goedgekeurd door de Ministerraad op 3 februari 2023. De nodige adviezen zijn ontvangen en het wetsontwerp werd ingediend in het parlement. Zo wordt **familiale zoeking** mogelijk. Dat is het opsporen van verdachten via gekende DNA-profielen van naaste familieleden. Er zijn enkele belangrijke waarborgen voorzien. DNA-vergelijkingen op basis van familieleden mogen enkel gebeuren met de profielen die opgenomen zijn in de beschikbare databanken (sporen, veroordeelden en vermisten). Niemand zal verplicht kunnen worden om DNA af te staan in het kader van een familiale zoeking en er mag ook uitsluitend in eerste lijn worden gezocht, met name ouders, kinderen, broers en zussen. Enkel de magistraat die het onderzoek leidt, kan opdracht geven om een familiale zoeking te doen.

Het wetsontwerp voorziet ook een wettelijk kader voor de **DNA-onderzoekstechniek op basis van het Y-chromosoom**. Het opstellen en bewaren van profielen van Y-chromosomen in zedenzaken wordt verplicht. Daarmee wordt ons land een van de eerste met een dergelijk systeem. Deze Y-profielen komen enkel bij

chez les hommes et sont particulièrement importants dans les affaires de mœurs où il est souvent nécessaire de distinguer l'ADN de l'auteur de l'infraction de celui de la victime. Une troisième partie du projet de loi prévoit de relier les bases de données belges aux bases de données européennes et internationales, telles que **I-Familia** d'Interpol, créé en juin 2021. Actuellement, l'échange est toujours basé sur le traité de Prüm mais celui-ci n'inclut pas I-Familia. Cette base de données contient près de 10.000 profils ADN de corps non identifiés et plus de 1.000 profils ADN de proches de personnes disparues dans le monde entier. La connexion à I-Familia peut avoir un impact majeur sur la résolution des cas de disparition, car elle permettrait une comparaison beaucoup plus large et automatisée.

Un montant de 2,25 millions d'euros a été alloué à la création de deux centres d'expertise en médecine légale dans des hôpitaux universitaires. À terme, notre pays devrait compter cinq centres d'expertise. En travaillant de manière professionnelle et centralisée, en collaboration avec les parquets, davantage de décès feront l'objet d'une enquête structurelle. La création des centres d'expertise devrait également donner des perspectives d'avenir à la profession vieillissante de médecin légiste et permettre un afflux plus important. L'appel à projet pour le démarrage de deux projets pilotes a été lancé et six candidatures ont été reçues. Les négociations et les préparatifs en vue de l'attribution du projet sont en cours.

Après une étroite concertation avec divers partenaires, la **directive ministérielle sur la recherche des personnes disparues** (COL 04/2022) a été mise à jour cette année et publiée en mai 2022. Compte tenu de l'amélioration constante des techniques et des méthodes de détection, une mise à jour des directives s'imposait également. Ainsi, tous les services savent exactement ce que l'on attend d'eux en cas de disparition. De plus, la circulaire a pris en compte les possibilités offertes par les outils numériques. Le projet "Geomatica" se poursuit et fait désormais partie intégrante du travail quotidien de la Cellule Personnes disparues. Les recherches et les investigations sont ainsi documentées au mètre près par GPS et les doublons sont évités. Pour localiser les GSM des personnes disparues depuis les airs, la flotte d'hélicoptères de la police fédérale a été équipée des instruments de géolocalisation nécessaires.

3.6. La lutte contre le terrorisme

Des extrémistes de tous horizons constituent une menace pour l'État de droit et la sécurité de notre société. Qu'ils agissent par conviction politique, religieuse ou sociale, ils partagent un seul et même objectif: déstabiliser la société. Pour ce faire, ils sèment la terreur, suscitent

mannen voor en zijn met name belangrijk in zedenzaken waar het vaak nodig is om het DNA van de dader te onderscheiden van dat van het slachtoffer. Een derde luik van het wetsontwerp voorziet een koppeling van de Belgische databanken met Europese en internationale databanken, zoals het in juni 2021 opgerichte **I-Familia** van Interpol. Momenteel verloopt de uitwisseling nog op basis van het verdrag van Prüm maar daarin zit I-Familia niet vervat. In deze databank zitten bijna 10.000 DNA-profielen van niet-geïdentificeerde lichamen en meer dan 1.000 DNA-profielen van verwanten van vermiste personen van over de hele wereld. De aansluiting op I-Familia kan een grote impact hebben op het oplossen van verdwijningsdossiers gezien er veel breder en automatisch vergeleken kan worden.

Er is 2,25 miljoen euro uitgetrokken om twee expertisecentra in forensische geneeskunde op te richten in universitaire ziekenhuizen. Op termijn moet dat uitbreiden tot vijf centra over het hele land. Door op een professionele en gecentraliseerde manier te werk te gaan, in samenwerking met de parketten, zullen meer overlijdens structureel onderzocht kunnen worden. De oprichting van de expertisecentra moet ook het vergrijzende beroep van wetsdokter meer toekomstperspectief geven en een grotere instroom mogelijk maken. De projectoproep om twee pilootprojecten te starten werd gelanceerd en er zijn zes kandidaatstellingen ontvangen. De onderhandelingen en voorbereidingen richting een toekenning van het project zijn lopende.

Na uitgebreid overleg met diverse partners werd de **ministeriële richtlijn Vermiste Personen** (COL 04/2022) dit jaar geactualiseerd en in mei 2022 gepubliceerd. Gezien de steeds verbeterende opsporingstechnieken en –methodes waren ook de richtlijnen aan een update toe. Zo weten alle diensten precies wat er van hen verwacht wordt bij een verdwijning. Bovendien werd in de omzendbrief rekening gehouden met de mogelijkheden die digitale tools bieden. Het project Geomatica wordt voortgezet en is intussen integraal onderdeel geworden van het dagelijkse werk van de Cel Vermiste Personen. Zo worden zoekingen en fouilles GPS-gewijs tot op de meter gedocumenteerd en wordt dubbel werk vermeden. Om de gsm's van vermiste personen vanuit de lucht te kunnen lokaliseren, werd de vloot helikopters van de federale politie uitgerust met de nodige instrumenten voor geolocalisatie.

3.6. De strijd tegen terrorisme

Extremisten uit verschillende hoeken vormen een bedreiging voor de rechtsstaat en de maatschappelijke veiligheid. Ongeacht of ze uit politieke, religieuze of maatschappelijke overtuiging handelen, hebben ze dezelfde doelstelling: de samenleving ontwrichten. Dat

la peur et créent un sentiment antigouvernemental par le biais de la désinformation et des théories du complot.

Nous avons malheureusement dû le constater à nouveau lors de l'attentat du 16 octobre 2023, au cours duquel deux supporters suédois ont été tués et une troisième personne grièvement blessée. Et ce, malgré les structures de sécurité mises en place après les attentats de mars 2016 et qui ont fait leurs preuves ces dernières années (en empêchant plusieurs attaques terroristes et en démantelant plusieurs réseaux terroristes).

Mais ces faits récents nous invitent à faire preuve d'humilité et d'introspection. Nous devons encore faire mieux. Notre personnel doit bénéficier d'un meilleur appui dans son travail grâce, entre autres, à des systèmes de suivi probants. C'est la responsabilité impérieuse de tous les dirigeants au sein de la Justice et de la police.

Le 21 octobre 2023, le Cabinet restreint a décidé de débloquer 5,6 millions d'euros pour pourvoir entièrement le cadre légal des magistrats du parquet de Bruxelles et l'élargir de 5 magistrats supplémentaires. Ce budget prévoit également des moyens pour recruter des juristes de parquet, des secrétaires et du personnel administratif supplémentaires. La police judiciaire fédérale de Bruxelles sera renforcée de 50 équivalents temps plein et la police des chemins de fer de Bruxelles de 25 équivalents temps plein.

Les systèmes de suivi doivent être plus clairs. Nous y travaillerons l'année prochaine. Des mesures à très court terme ont été prises en attendant la poursuite de la numérisation de la Justice.

Le gouvernement a également demandé au Président du Parlement que le Comité P et le Comité R procèdent à une enquête de contrôle. En outre, le Conseil supérieur de la Justice a décidé de mener une enquête spéciale.

Nous continuons à améliorer les structures de sécurité mises en place pour lutter contre le terrorisme. Le principe central de la **Stratégie TER**, la note stratégique contre le terrorisme et l'extrémisme, est l'intégration de tous les services judiciaires, de sécurité, de renseignement et sociaux impliqués dans la structure décrite autour de la Banque de données commune de lutte contre le terrorisme, l'extrémisme et le processus de radicalisation (BDC), les **task forces locales** (TFL) et les cellules de sécurité intégrale locales (CSIL). Cette structure de sécurité est affinée et approfondie afin que les TFL puissent être plus réactives. À cette fin, les dispositions relatives à la banque de données commune (BDC) sont

gebeurt door terreur te zaaien, angst in te boezemen en een anti-overheidsgevoel te creëren via desinformatie en complottheorieën.

Dit hebben we helaas opnieuw moeten vaststellen bij de aanslag van 16 oktober 2023, waarbij twee Zweedse voetbalsupporters om het leven kwamen en een derde persoon zwaargewond raakte. Dit ondanks de veiligheidsstructuren die na de aanslagen van maart 2016 werden uitgetekend en de afgelopen jaren hun nut hebben bewezen (door het voorkomen van verschillende terroristische aanslagen en het ontmantelen van diverse terroristische netwerken).

Maar wat gebeurt is, noopt tot nederigheid en introspectie. We moeten nog beter doen. Onze mensen moeten in hun werk beter ondersteund worden door onder meer sluitende opvolgsystemen. Dat is de dwingende verantwoordelijkheid van alle leidinggevenden binnen justitie en politie.

Het Kernkabinet heeft op 21 oktober 2023 beslist om 5,6 miljoen euro vrij te maken om het wettelijk kader aan magistraten bij het Brussels parket volledig op te vullen en uit te breiden met 5 extra magistraten. Dit budget voorziet ook middelen voor extra parketjuristen, secretarissen en administratieve medewerkers. De Brusselse federale gerechtelijke politie wordt versterkt met 50 voltijdse equivalenten en de Brusselse spoorwegpolitie met 25 voltijdse equivalenten.

De opvolgsystemen moeten duidelijker. Daar werken we in het volgende jaar aan. Er zijn maatregelen op heel korte termijn genomen, in afwachting van de invoering van de verdere digitalisering van Justitie.

De regering heeft bovendien aan de voorzitter van het parlement gevraagd om het Comité P en het Comité I een toezichtsonderzoek te laten voeren. Daarnaast heeft de Hoge Raad voor de Justitie beslist een bijzonder onderzoek te voeren.

We blijven de uitgetekende veiligheidsstructuren in de strijd tegen terrorisme verder verbeteren. Het centraal principe in de **Strategie TER**, de strategische nota tegen terrorisme en extremisme, is de integratie van alle verschillende betrokken gerechtelijke-, veiligheids-, inlichtingen- en maatschappelijke diensten in de uitgetekende structuur rond de gemeenschappelijke gegevensbank Terrorismisme, Extremisme en Radicaliseringsproces (GGB), de **local task forces** (LTF) en lokale integrale veiligheidscellen (LIVC). Deze veiligheidsstructuur wordt aangescherpt en verder uitgediept zodat de LTF's korter op de bal kunnen spelen. Hiervoor worden bepalingen rond de Gemeenschappelijke Gegevensbank (GGB) uit

supprimées de la loi sur les services de police et une nouvelle loi autonome est introduite. Un projet de loi et un projet d'arrêté royal ont été approuvés par le Conseil des ministres en première lecture en mars 2023.

Un changement important concerne le fonctionnement des TFL, la concertation structurelle entre les services de sécurité et de renseignement au niveau de l'arrondissement judiciaire. Les TFL constituent la pierre angulaire de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme. Lorsqu'une nouvelle personne est ajoutée à la BDC ou que le niveau de menace d'un individu est modifié, les forces de sécurité participant à la TFL devront passer en revue une liste d'éventuelles mesures à prendre. Une décision quant au suivi doit alors être prise et la TFL doit communiquer les mesures à prendre au service compétent. Au moins deux fois par an, les TFL devront réévaluer l'analyse de la menace de chaque personne figurant dans la banque de données, et ceci pas seulement en cas de nouvelles informations.

Un autre aspect est que le tribunal peut immédiatement communiquer aux prestataires de soins de santé des données sur la santé physique et mentale des personnes incluses dans la BDC. C'est essentiel de pouvoir établir une image complète de la menace. Nous constatons en effet les dernières années un accroissement des loups solitaires, souvent avec des problèmes psychiques, qui se radicalisent rapidement. Les facteurs psychologiques entrent souvent en ligne de compte. Par ailleurs, certains services pourront désormais non seulement consulter la base de données, mais aussi y ajouter des informations. Cela permettra également aux personnes sur le terrain d'obtenir les informations nécessaires auprès de la BDC à tout moment. Enfin, un lien est également prévu vers des bases de données telles que le Registre national, le Service d'immatriculation des véhicules et la Banque de données nationale générale (BNG), de sorte que davantage d'informations affluent automatiquement. Le projet de loi sera adapté aux avis demandés et soumis au Parlement après une deuxième lecture par le Conseil des ministres. Le projet de loi répond aux recommandations de la commission d'enquête parlementaire suite aux attentats du 22 mars 2016.

En concertation avec le Collège des procureurs généraux, il avait déjà été décidé d'améliorer la circulation des informations sur les étrangers sans droit de séjour, entre tous les services concernés, (entre autres le parquet, le SPF Justice, la police, l'Office des Étrangers et le tribunal de l'application des peines) par le biais de trois nouvelles circulaires. Ainsi, il sera déterminé qui doit être informé et consulté à chaque moment dans la chaîne, par exemple lors d'une interception policière, dans le cadre d'une enquête judiciaire, lors de l'exécution de la

de la loi sur le service de police et une nouvelle loi autonome est introduit. Een wetsontwerp en een ontwerp van koninklijk besluit werden in maart 2023 in eerste lezing goedgekeurd door de Ministerraad.

Een belangrijke wijziging betreft de werking van de Local Task Forces, het structureel overleg tussen de veiligheids- en inlichtingendiensten op gerechtelijk arrondissementeel niveau. Deze worden verankerd als hoeksteen van de strijd tegen terrorisme en extremisme. Wanneer een nieuwe persoon wordt toegevoegd aan de GGB of wanneer het dreigingsniveau bij een persoon wordt aangepast, zullen de deelnemende veiligheidsdiensten in de LTF verplicht een lijst met mogelijk te nemen maatregelen moeten doorlopen. Vervolgens moet er een beslissing over de opvolging worden genomen en moet de LTF de te nemen maatregelen meedelen aan de bevoegde dienst. Minstens twee keer per jaar zullen de LTF's de dreigingsanalyse van elke persoon uit de databank moeten herevalueren en dit niet enkel bij nieuwe informatie.

Een ander aspect is dat het gerecht gegevens over de fysieke en mentale gezondheid van personen opgenomen in de GGB onmiddellijk kan meedelen aan zorgverleners. Dit is essentieel om een volledig dreigingsbeeld te kunnen opmaken. We zien de afgelopen jaren namelijk een toename van lone actors, vaak met psychische problemen, die snel radicaliseren. Ook zullen bepaalde diensten de databank voortaan niet enkel kunnen consulteren maar ook informatie toevoegen. Er wordt tevens voor gezorgd dat de mensen op het terrein op elk moment van de dag de nodige informatie uit de GGB kunnen bekomen. Tot slot is ook een koppeling voorzien met databanken zoals het Rijksregister, Dienst voor Inschrijvingen van Voertuigen en de Algemene Nationale Gegevensbank zodat er meer informatie automatisch binnenstroomt. Het wetsontwerp wordt aangepast aan de opgevraagde adviezen en wordt na een tweede lezing door de Ministerraad ingediend in het parlement. Het wetsontwerp komt tegemoet aan de aanbevelingen van de parlementaire onderzoekscommissie na de aanslagen van 22 maart 2016.

In samenspraak met het College van procureurs-generaal werd reeds beslist om de gegevensstromen inzake vreemdelingen zonder recht op verblijf tussen alle relevante diensten (o.a. het Openbaar Ministerie, de FOD Justitie, de politie, de Dienst Vreemdelingenzaken en de strafuitvoeringsrechtbank) te verbeteren via drie nieuwe omzendbrieven. Hierdoor zal voor elk moment in de keten, bijvoorbeeld bij een interceptie door de politie, gedurende gerechtelijke onderzoeken, tijdens strafuitvoering, bij terugkeer, bij een vraag tot uitlevering,

peine, en cas de retour, dans le cadre d'une demande d'extradition, lors des transfèrements vers le pays d'origine. La publication de ces circulaires aura lieu avec la diligence nécessaire.

Depuis 2019, les services judiciaires et de renseignement du ressort de la cour d'appel de Bruxelles travaillent sur les dossiers de terrorisme avec un **Joint Intelligence Center (JIC)** et un **Joint Decision Center (JDC)**. En cas de menace, les informations des services concernés sont rassemblées (au JIC) et une décision commune est prise sur la manière de réduire la menace (au JDC). Ce système a été évalué de manière positive par tous les partenaires. Le 16 février 2023, le Conseil national de sécurité a décidé d'étendre le Joint Intelligence Center et le Joint Decision Center à l'échelle nationale et non plus seulement à l'arrondissement de Bruxelles. Entre-temps, le système du Forum Counter Terrorism (dans lequel les autorités judiciaires n'étaient pas présentes), a été remplacé par les JIC et JDC's. Grâce à cela, il sera possible de prendre de meilleures décisions plus rapidement dans des dossiers concernant des menaces, sur la base de toutes les informations pertinentes.

La présence des institutions européennes et du siège de l'OTAN rend notre pays vulnérable à l'espionnage et à l'ingérence. Cette situation est suivie de près. Une révision des articles relatifs à l'espionnage et à l'ingérence dans le Code pénal est également urgente. Certains articles d'incriminations sont devenus inutilisables en raison de la division du temps de guerre et du temps de paix, ce qui nécessitait des poursuites sur la base d'incriminations secondaires telles que les violations de la loi relative à la classification. Dans le nouveau Code pénal, toutes les dispositions sont adaptées au contexte international et géopolitique actuel. **L'espionnage et l'ingérence étrangère** seront punis respectivement de 10 et 5 ans d'emprisonnement, et des éléments aggravants pourront conduire à des peines plus lourdes. Une nouvelle disposition est également envisagée pour criminaliser l'ingérence d'une puissance étrangère dans notre processus décisionnel. Il peut s'agir, entre autres, d'influencer les résultats d'élections, les votes parlementaires et les attributions de marchés publics depuis l'étranger. Elle s'applique également aux personnes qui se laissent influencer dans notre pays, à la demande d'un État étranger, ou qui influencent d'autres personnes par des moyens illégaux ou frauduleux. Ainsi, nous mettons en œuvre la résolution parlementaire du 11 mai 2023 sur la lutte efficace et effective contre l'ingérence étrangère dans nos processus démocratiques.

Une circulaire a été publiée pour définir les règles d'**attribution des marchés publics** afin d'éviter les ingérences étrangères et l'espionnage. Cette circulaire a été élaborée en collaboration avec la Sûreté de l'État

bij overbrengingen naar het land van herkomst, bepaald worden wie op welk moment geïnformeerd en geconsulteerd moet worden. De publicatie van de omzendbrieven zal met de nodige spoed gebeuren.

De gerechtelijke en inlichtingendiensten binnen het ressort van het hof van beroep van Brussel werken inzake terrorismedossiers sinds 2019 met een **Joint Intelligence Center (JIC)** en een **Joint Decision Center (JDC)**. Wanneer er sprake is van een dreiging, wordt de informatie van de betrokken diensten samengelegd (in het JIC) en wordt er samen beslist hoe de dreiging gemitigeerd moet worden (in het JDC). Dit systeem werd gunstig geëvalueerd door alle partners. De Nationale Veiligheidsraad besliste op 16 februari 2023 om het Joint Intelligence Center en het Joint Decision Center nationaal uit te breiden en niet enkel in het arrondissement Brussel. Inmiddels werd het systeem van het Forum Counter Terrorism (waar de gerechtelijke diensten niet aanwezig waren) vervangen door de JIC en JDC's. Hierdoor zullen er snellere en betere beslissingen genomen kunnen worden in dreigingsdossiers, op basis van alle relevante informatie.

De aanwezigheid van Europese instellingen en het NAVO-hoofdkwartier maakt ons land kwetsbaar voor spionage en inmenging. Dit wordt nauwlettend opgevolgd. Ook een herziening van de artikelen met betrekking tot spionage en inmenging in het Strafwetboek dringt zich op. Bepaalde artikelen van strafbaarstellingen zijn onbruikbaar geworden wegens de opdeling oorlogstijd en vreedstijd, waardoor er aan de hand van secundaire strafbaarstellingen zoals inbreuken op de classificatiewet moet worden vervolgd. In het nieuw Strafwetboek worden alle bepalingen aangepast aan de huidige internationale en geopolitieke context. Op **spionage en buitenlandse inmenging** zullen straffen staan tot respectievelijk 10 en 5 jaar celstraf, en kunnen verzwarende bestanddelen tot hogere straffen leiden. Er wordt ook een nieuwe bepaling voorzien die inmenging door een buitenlandse mogendheid in onze besluitvorming strafbaar stelt. Dit kan gaan om het beïnvloeden van onder andere verkiezingsresultaten, parlementaire stemmingen en gunningen van overheidsopdrachten vanuit het buitenland. Het is ook van toepassing op personen die in ons land, in opdracht van een buitenlandse staat, zich laten beïnvloeden of anderen beïnvloeden met onwettige of frauduleuze middelen. Hiermee wordt uitvoering gegeven aan de parlementaire resolutie van 11 mei 2023 betreffende het efficiënt en effectief bestrijden van de buitenlandse inmenging en de ondermijning van onze democratie.

Er is een omzendbrief gepubliceerd waarin regels worden vastgesteld rond **gunningen van overheidsopdrachten** om buitenlandse inmenging en spionage te vermijden. Deze omzendbrief kwam tot stand samen

(VSSE), le Comité de coordination du renseignement et de la sécurité (CCRS) et le Service des marchés publics de la Chancellerie. Elle fixe des règles pour que les entreprises qui ne sont pas dignes de confiance ou qui ne peuvent pas garantir la sécurité des données soient plus rapidement exclues d'un appel d'offres public. Le Conseil des ministres a ratifié ces règles renforcées en juillet.

Il existe également une initiative juridique pour un **statut commun des agents de renseignement** de l'OCAM, de la VSSE et du SGRS. Dans la mesure du possible, le statut reprend les dispositions du statut "normal" des fonctionnaires. Le cas échéant, il s'en écarte pour répondre aux besoins spécifiques en termes de disponibilité en situation de crise, de risques et de secret. Le statut sera introduit par arrêté royal en vue de pouvoir entrer en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2025. Enfin, l'extension de la VSSE, nécessaire notamment pour les Front Offices, est en bonne voie. Entre-temps, le service de renseignement compte 893 personnes, contre 580 en 2020. Ces nouveaux effectifs comprennent un grand nombre d'analystes et d'agents opérationnels supplémentaires.

3.7. Une Police Judiciaire Fédérale moderne et forte

En collaboration avec la ministre de l'Intérieur, nous travaillons à la mise en place d'une police judiciaire fédérale (PJF) moderne et forte. Premièrement, la PJF a besoin de plus de personnel pour renforcer la capacité d'enquête. Les moyens de la police intégrée ont été augmentés au cours de cette législature pour atteindre 100 millions d'euros supplémentaires par an en 2024 (50 en 2021, 70 en 2022, 90 en 2023 et 100 à partir de 2024). Les fonds ont été fournis pour que le cadre de la PJF puisse augmenter de plus de 400 effectifs pour atteindre 4.581 au total à la fin de la législature. En septembre 2023, la PJF employait 4.299 personnes, contre 4.168 en octobre 2020. Par ailleurs, il y a 141 nouvelles forces dont la sélection est terminée et qui entreront en fonction dans les mois à venir. Il reste 199 postes à pourvoir. Après l'attentat terroriste du 16 octobre 2023, le Conseil des ministres restreint a décidé d'étoffer davantage les effectifs de la PJF de Bruxelles par l'affectation de 50 personnes supplémentaires. Celles-ci doivent mieux armer notre capitale contre, entre autres, les dangers du terrorisme.

En raison de la pénurie sur le marché du travail, il n'est pas facile de trouver rapidement les bons profils, surtout lorsqu'il s'agit de fraude fiscale ou de criminalité informatique, par exemple. C'est pourquoi la formation des **inspecteurs principaux spécialisés** a été revue, de sorte qu'ils ne doivent plus suivre les cours de base

met de Veiligheid van de Staat (VSSE), het Coördinatie Comité Inlichtingen en Veiligheid (CCIV) en de Dienst Overheidsopdrachten van de Kanselarij. Het legt regels vast zodat bedrijven die niet betrouwbaar zijn of gegevensbeveiliging niet kunnen garanderen, sneller worden geweerd om mee te dingen naar een openbare aanbesteding. De Ministerraad heeft deze verscherpte regels in juli bekrachtigd.

Er wordt ook een wettelijk initiatief genomen voor een **gemeenschappelijk statuut voor de inlichtingenofficiëren** van OCAD, VSSE en ADIV. Waar mogelijk neemt het statuut de bepalingen van het "gewone" statuut van de rijksambtenaren over. Waar nodig wijkt het ervan af om te voldoen aan de specifieke noden op vlak van beschikbaarheid in crisissituaties, risico's en geheimhouding. Het statuut zal bij koninklijk besluit worden ingevoerd met het oog op inwerkingtreding vanaf 1 januari 2025. Tot slot bevindt de uitbreiding van de VSSE, onder andere nodig voor de Front Offices, zich op schema. Intussen telt de inlichtingendienst 893 medewerkers ten opzichte van 580 in 2020. Onder die nieuwe medewerkers bevinden zich ook heel wat extra analisten en operationele agenten.

3.7. Een krachtige en moderne Federale Gerechtelijke Politie

In samenwerking met de minister van Binnenlandse Zaken werken we aan een krachtige en moderne Federale Gerechtelijke Politie (FGP). In de eerste plaats zijn meer mensen nodig bij de FGP om de onderzoekscapaciteit te kunnen opdrijven. De middelen voor de geïntegreerde politie werden deze legislatuur verhoogd tot 100 miljoen euro extra per jaar in 2024 (50 in 2021, 70 in 2022, 90 in 2023 en 100 vanaf 2024). De middelen zijn zo voorzien zodat het kader van de FGP tegen het einde van de legislatuur kan aangroeien met meer dan 400 effectieven tot 4.581 in totaal. In september 2023 waren er 4.299 mensen in dienst bij de FGP, ten opzichte van 4.168 in oktober 2020. Verder zijn er 141 nieuwe krachten wiens selectie achter de rug is en die in de komende maanden hun functies gaan opnemen. Er staan nog 199 vacatures open. Na de terroristische aanslag van 16 oktober 2023 besliste het kernkabinet om de FGP van Brussel nog verder te laten groeien met 50 extra manschappen. Die moeten onze hoofdstad nog beter wapenen tegen de gevaren van onder meer terrorisme.

Wegens krapte op de arbeidsmarkt is het geen sinecure om snel de juiste profielen te vinden, zeker als het gaat om bijvoorbeeld fiscale fraude of computercriminaliteit. Daarom werd de opleiding voor **hoofdinspecteur met bijzondere specialisatie** herzien, zodat zij de basis-cursussen zoals wijkwerking en verkeershandhaving

tels que le travail de quartier et la surveillance routière. En effet, pour de nombreux nouveaux professionnels venant d'autres branches et possédant une expertise spécifique dans leur domaine, la durée de la formation constituait une barrière. La nouvelle formation a débuté le 1^{er} mars 2023 et le deuxième contingent a commencé en octobre 2023. Il y a environ 90 participants au total. Environ 90 participants sont attendus pour 2024. En outre, il est désormais possible de postuler à ces offres d'emploi tout au long de l'année. Les efforts se poursuivront, notamment par le biais de nouvelles campagnes de recrutement.

Comme dans chaque pays, des priorités sont fixées en matière de lutte contre la criminalité. Comme le prévoit le Plan national de sécurité (PNS), une attention particulière est accordée au crime organisé, à la fraude fiscale, à l'hameçonnage, aux violences sexuelles et au terrorisme. Toutefois, il est très important de contrôler l'efficacité des capacités d'enquête déployées. Celle-ci doit faire l'objet d'un suivi permanent, tant en termes de suivi des dossiers que de résultats devant les tribunaux. C'est pourquoi la législature précédente s'est fortement concentrée sur l'optimisation de la **gestion de la recherche**. L'affaire Sky-ECC a servi de catalyseur à cet égard. L'outil Itinera de la PJF est en train d'être perfectionné à cette fin. Un flux de feedback automatique avec MaCH a déjà été intégré. Grâce à ces informations sur les poursuites, les condamnations et les confiscations, la gestion des recherches peut être encore affinée. Le lancement est prévu pour 2024. La mise à jour de la COL 12/2010, qui définit notamment les modalités d'échange de données entre la police et les procureurs, est également en préparation.

La PJF développe de nombreux projets innovants au cours de cette législature qui devraient avoir un impact positif sur la charge de travail administratif, le temps de traitement et l'efficacité de la collecte des preuves. Par exemple, les unités spéciales de la PJF (DSU) ont développé, en collaboration avec la Défense, une **Shooting Room Special Units** virtuelle. Ces environnements numériques sont déjà utilisés dans le cadre de la formation interne et présentent de nombreux avantages en termes d'intensité de la formation et d'utilisation du temps et des ressources. Bien entendu, les exercices opérationnels traditionnels ne sont pas remplacés.

Le projet **MASSE** (Mass Analytics Storage and Solutions for Evidence) a également été développé en vue d'un stockage dans le nuage et d'une interconnexion avec le système de gestion des dossiers de la PJF. Le développement est dans sa phase finale afin que l'utilisation puisse être progressive. Le projet **Automotive**,

niet meer hoeven te volgen. Voor veel zij-instromers met specifieke expertise in hun domeinen was de lange opleiding immers een struikelblok. De nieuwe opleiding ging op 1 maart 2023 van start en in oktober 2023 startte de tweede lichting. Er zijn in totaal zo'n 90 deelnemers. Voor 2024 worden opnieuw zo'n 90 deelnemers verwacht. Bovendien kan men nu het hele jaar door solliciteren voor dit soort vacatures. De inspanningen worden voortgezet, ook via nieuwe rekruteringscampagnes.

Net zoals in elk land worden prioriteiten gesteld op vlak van misdaadbestrijding. Zoals vastgelegd in het Nationaal Veiligheidsplan (NVP) is er bijzondere aandacht voor de georganiseerde misdaad, fiscale fraude, phishing, seksueel geweld en terrorisme. Het is echter van groot belang om te waken over de efficiëntie van ingezette onderzoekscapaciteit. Dit moet permanent worden gemonitord, zowel qua opvolging van de dossiers als qua resultaat voor de rechtbank. Daarom werd de afgelopen legislatuur sterk ingezet op het optimaliseren van het **recherchemanagement**. Het dossier Sky-ECC heeft hierbij als katalysator gediend. De tool Itinera van de FGP wordt hiervoor verder verfijnd. Er werd reeds een automatische feedback-flux met MaCH ingebouwd. Met die informatie over vervolgingen, de straffen en verbeurdverklaringen kan het recherchemanagement nog verder op punt worden gezet. De lancering is voorzien voor 2024. Ook de update van de COL 12/2010, die onder meer bepaalt hoe gegevens tussen politie en parket worden uitgewisseld, is in voorbereiding.

De FGP is deze legislatuur heel wat innovatieve projecten aan het uitwerken die een positieve impact moeten hebben op de administratieve werklust, verwerkingstijd en efficiëntie van bewijsgaring. Zo ontwikkelden de speciale eenheden (DSU) van de FGP samen met Defensie een virtuele **Shooting Room Special Units**. Deze digitale omgevingen worden reeds gebruikt bij de interne opleidingen en hebben tal van voordelen inzake de intensiteit van de opleiding en de inzet van tijd en middelen. Uiteraard worden de klassieke operationele oefeningen niet vervangen.

Ook het project **MASSE** (Mass Analytics Storage and Solutions for Evidence) werd verder ontwikkeld met het oog op cloud-storage en interconnectie met het casemanagementsysteem van de FGP. De ontwikkeling bevindt zich in de laatste fase zodat het gebruik gefaseerd ingevoerd kan worden. Ook het project **Automotive**, mobiele

qui permet à des équipes mobiles de lire les données des véhicules saisis dans le cadre d'une enquête, est également opérationnel.

Des digital forensic centers ont été mis en place dans les 14 Regional Computer Crime Units. Dans ces unités flambant neuves, les agents de la PJF peuvent lire à grande vitesse les ordinateurs, ordinateurs portables, téléphones mobiles et autres supports de données saisis grâce à de nouveaux ordinateurs très puissants. En effet, les supports confisqués contiennent de plus en plus de données, d'où la nécessité d'une grande puissance de calcul. Les données extraites sont stockées sur un nouveau serveur médico-légal.

Pour mieux s'engager dans l'analyse financière, l'**outil ARBUTUS** du SPF Finances a été introduit dans cinq unités de la PJF au début de l'année 2023. Cet outil permet d'analyser rapidement et efficacement un système de comptabilité numérique (e-audit). Des procédures d'appel d'offres pour des programmes visant à mieux lutter contre la fraude à la crypto-monnaie sont également en cours. Dans le domaine de l'analyse vidéo, un nouvel appel d'offres a été lancé afin de pouvoir utiliser les fonctionnalités les plus récentes et les plus avancées.

L'année dernière, des efforts particuliers ont également été déployés pour renforcer la NTSU (National Technical Support Unit) de notre police judiciaire fédérale. Cela s'est fait tant au niveau du personnel qu'au niveau des moyens techniques nécessaires pour fournir une assistance dans les enquêtes criminelles importantes. Le NTSU doit ainsi rester capable d'assurer ses missions en matière d'interception de communications privées et d'exécution de méthodes d'enquête spéciales. C'est pourquoi des investissements supplémentaires ont été rendus possibles par la Justice pour le projet TANK qui régule l'identification des données via les opérateurs télécoms, pour permettre l'identification et l'interception des télécommunications via la 5G, pour décrypter les communications, etc. Pour la seule année 2023, il s'agit d'un budget de plus de 13 millions d'euros.

En août 2022, nous avons travaillé sur un protocole entre la police intégrée et l'Organe central pour la saisie et la confiscation (OCSC). Ce protocole permet à la PJF, mais aussi aux zones de police locales, de disposer de **véhicules** et d'autres dispositifs **saisis** dans le cadre de la lutte contre le crime organisé. Ainsi, 66 véhicules ont été déployés, par exemple pour la filature de personnes. Grâce à ce protocole, de nombreux écrans d'ordinateur et tablettes saisis ont également été mis à la disposition de la police. La valeur totale dépasse 1 million d'euros.

teams die de data van inbeslaggenomen voertuigen in het kader van een onderzoek uitlezen, is operationeel.

In de 14 Regional Computer Crime Units zijn **digital forensic centers** opgericht. In deze gloednieuwe afdelingen kunnen de mensen van de FGP inbeslaggenomen computers, laptops, gsm's en andere datadragers aan een hoge snelheid uitlezen via nieuwe extra krachtige computers. Inbeslaggenomen dragers bevatten immers steeds meer data zodat een grote rekenkracht aangewezen is. De geëxtraheerde data worden opgeslagen op een nieuwe forensic server.

Om beter aan financiële analyse te kunnen doen is begin 2023 de **ARBUTUS-tool** van de FOD Financiën ingevoerd in vijf eenheden van de FGP. Deze tool wordt gebruikt om snel en efficiënt een digitale boekhouding te analyseren (e-audit). Op dit moment lopen ook aanbestedingsprocedures voor programma's om fraude met cryptomunten beter te kunnen bestrijden. Op vlak van videoanalyse werd een nieuwe aanbesteding gedaan zodat er gebruik kan worden gemaakt van de laatste en meest geavanceerde functionaliteiten.

Het afgelopen jaar werden ook bijzondere inspanningen geleverd om NTSU (National Technical Support Unit) van onze federale gerechtelijke politie te versterken. Dat gebeurde zowel op personeelsvlak als op vlak van de noodzakelijke technische middelen om bijstand te leveren in belangrijke strafonderzoeken. NTSU moet zo in staat blijven om zijn opdrachten rond kennisname van privécommunicatie en uitvoering van bijzondere opsporingsmethoden te verzekeren. Daarom werden vanuit Justitie extra investeringen mogelijk gemaakt voor het project TANK dat de identificatie van gegevens via telecomoperatoren regelt, om de identificatie en interceptie van telecommunicatie via 5G mogelijk te maken, om communicatie te decrypteren, enz. Alleen al in 2023 ging het om een budget van meer dan 13 miljoen euro.

In augustus 2022 werkten we aan een protocol tussen de Geïntegreerde Politie en het Centraal Orgaan voor Inbeslagneming en Verbeurdverklaring (COIV). Hierdoor krijgen de FGP maar ook lokale politiezones **inbeslaggenomen voertuigen** en andere apparaten ter beschikking in de strijd tegen de georganiseerde misdaad. Hierdoor zijn 66 voertuigen ingezet, bijvoorbeeld voor het schaduwen van personen. Via het protocol zijn ook loten inbeslaggenomen computerschermen en tablets ter beschikking gesteld aan de politie. De totale waarde bedraagt meer dan een miljoen euro.

Un grand séminaire technique sur les caméras à 360°, les scanners 3D et la réalité virtuelle (RV) a été organisé en février 2023. Les possibilités pratiques d'utilisation de ces techniques au sein de la PJF ont été examinées dans le cadre de plusieurs ateliers. Par exemple, la RV peut être très utile pour la reconstruction de scènes de crime. Enfin, la PJF déploie également des **chiens renifleurs d'argent** de la Direction de l'appui canin. Ces chiens sont formés à l'odeur de l'argent liquide afin de détecter des sommes d'argent dissimulées, par exemple dans des compartiments cachés.

L'équipe de recherche active des fuyitifs (**FAST**) a organisé un Hackathon en mars 2022 en collaboration avec de nombreux partenaires des services de justice, de police et de renseignement nationaux et étrangers. Des ressources Internet ouvertes ont été utilisées pour localiser des individus en fuite. Sur les 35 personnes recherchées dans le cadre du Hackathon, entre-temps 10 ont déjà été appréhendées.

Nous organiserons un autre Hackaton au cours de la prochaine année de travail.

Jusqu'à la fin du mois d'octobre 2023, 170 fuyitifs faisant l'objet d'un dossier FAST ont été arrêtés en Belgique et à l'étranger. 130 de ces personnes ont été incarcérées. L'équipe FAST a réussi à localiser et à arrêter 41 fuyitifs l'année dernière.

3.8. Le Stroomplan XXL dans la lutte contre le crime organisé

Le crime organisé ronge notre tissu social et économique. L'intimidation, la trahison ou les règlements de compte engendrent la violence dans les rues et les quartiers, et ce, tout en faisant des victimes innocentes et en menaçant le sentiment de sécurité des citoyens. Le blanchiment d'argent déstabilise notre économie. Les menaces contre les journalistes, les magistrats et les hommes politiques mettent en péril la liberté de la presse, l'État de droit et la démocratie. Le décryptage d'un milliard de messages cryptés provenant du service de chat Sky ECC, il y a maintenant deux ans et demi, a véritablement changé la donne dans la lutte contre le crime organisé. Plusieurs dossiers lancés après ce décryptage ont montré que les tentacules du monde inférieur s'étendent beaucoup plus loin et plus largement qu'on ne le pensait. Sky ECC a révélé une mine d'informations et, chaque jour, une nouvelle énigme est résolue petit à petit.

Après deux ans et demi, 571 affaires ont été lancées grâce à Sky ECC ou enrichies par les informations issues du décryptage du milliard de messages cryptés.

In februari 2023 werd een grootschalig technisch seminarie georganiseerd rond 360°-camera's, 3D-scanners en virtual reality (VR). De praktische mogelijkheden voor gebruik van deze technieken binnen de FGP werden overlopen aan de hand van verschillende workshops. VR kan bijvoorbeeld zeer nuttig zijn bij afstappingen van plaatsen delict. Tot slot zet de FGP ook **cashhonden** van de Directie Hondensteun in. Deze honden zijn getraind op de geur van cash om verstopte sommen cash, bijvoorbeeld in verborgen ruimtes, op te kunnen sporen.

Het Fugitive Active Search Team (**FAST**) organiseerde in maart 2022 een Hackathon in samenwerking met tal van partners bij justitie, politie en inlichtingendiensten uit binnen- en buitenland. Er werd gewerkt met open internetbronnen om zo voortvluchtige personen te lokaliseren. Van de 35 gezochte personen bij de Hackathon werden er intussen al 10 opgepakt.

Het komend werkjaar organiseren we opnieuw een Hackaton.

Tot eind oktober 2023 werden er in binnen- en buitenland 170 voortvluchtigen gearresteerd die voorwerp uitmaakten van een FAST-dossier. 130 van deze personen werden opgesloten in de gevangenis. Het FAST-team wist het afgelopen jaar 41 voortvluchtigen te traceren en op te pakken.

3.8. Het Stroomplan XXL in de strijd tegen de georganiseerde misdaad

De georganiseerde misdaad tast ons maatschappelijk en economisch weefsel aan. Intimidatie, verraad of afrekeningen zorgen voor geweld in de straten en wijken. Er vallen onschuldige slachtoffers en het veiligheidsgevoel staat onder druk. Witwaspraktijken ondermijnen onze economie. Het bedreigen van journalisten, magistraten en politici brengt de persvrijheid, de rechtsstaat en de democratie in gevaar. De kraak van een miljard versleutelde berichten van de chatdienst Sky ECC, inmiddels zo'n tweeënhalf jaar geleden, was een ware game changer in de strijd tegen de georganiseerde misdaad. Verschillende dossiers die na deze kraak werden opgestart, toonden aan dat de tentakels van de onderwereld veel verder en breder reiken dan ooit werd gedacht. Sky ECC legde een schat aan informatie bloot en elke dag worden de puzzelstukken verder gelegd.

Na tweeënhalfjaar zijn intussen 571 dossiers opgestart dankzij Sky ECC of verrijkt met informatie kraak van het miljard versleutelde berichten. Dit resulteerde

Cela a déjà donné lieu à 1.708 arrestations judiciaires, à la saisie de 152.652.000 euros et à 1.067 années de peines d'emprisonnement prononcées. Ce chiffre fluctue constamment en raison des appels. Une forte augmentation est attendue dans le courant de l'année. Nous continuons à jouer un rôle d'appui en mettant à disposition des personnes et des ressources. Le site Justitia est désormais utilisé pour les procès à risque (voir 1.1.3).

En réponse à l'impact croissant du crime organisé sur la société, une version élargie du Stroomplan a été élaboré, à savoir le Stroomplan XXL. Il s'agit d'une compilation de mesures concrètes visant à élargir et à approfondir l'approche du phénomène dans l'ensemble du pays.

L'unité de commandement est assurée dans le port d'Anvers par la désignation d'un **procureur du port**. Cela permettra d'assurer une politique uniforme pour l'ensemble de la zone portuaire, tant sur la rive gauche que sur la rive droite. Des **juges supplémentaires** ont également été mis à disposition afin d'assurer le dédoublement de la chambre de traitement de la toxicomanie du tribunal d'Anvers, afin de rendre la justice plus rapide face à l'afflux important d'affaires de drogues. Les cadres juridiques ont été adaptés à cet effet, dans le cadre de la loi HRF IV.

Le **corps de sécurisation portuaire** a été créé et intégré à la police maritime d'Anvers. Le nouveau corps doit notamment contribuer à la lutte contre la criminalité liée à la drogue dans le port et assurer une présence accrue sur le terrain et l'arrestation d'un plus grand nombre de personnes chargées de récupérer la drogue dans les conteneurs. Les 70 postes vacants ont été publiés en mai 2023 et le recrutement est en cours. La force devrait être opérationnelle d'ici mai 2024. La **PJF sera également renforcée** par plus de 400 collaborateurs supplémentaires (voir 3.7). En collaboration avec la magistrature et la police, nous préparons une rationalisation progressive des 27 divisions. Cela concerne également la PJF en termes d'économies d'échelle, d'efficacité et de spécialisation.

Le service de renseignement **VSSE**, en pleine expansion (voir 3.6), a été créé pour lutter contre le crime organisé sur la base de la loi organique du 30 novembre 1998. La VSSE se concentrera sur la corruption des fonctionnaires, l'influence du crime organisé sur les processus décisionnels et le screening du personnel portuaire. La **loi sur la sûreté maritime** est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2023. Elle renforce les normes de sécurité pour les ports et les navires. L'utilisation de données biométriques pour le contrôle d'accès a été légiférée et les images des caméras doivent être conservées plus

reeds in 1.708 gerechtelijke arrestaties, de inbeslagname van 152.652.000 euro en 1.067 jaar aan uitgesproken celstraffen. Dit cijfer fluctueert constant door het aantekenen van beroep. Naar mate het gerechtelijk jaar vordert wordt een felle stijging verwacht. We blijven een ondersteunende rol spelen door het voorzien van mensen en middelen. De site Justitia wordt inmiddels gebruikt voor grote risicovolle processen (zie 1.1.3).

Als antwoord op de toename van impact van de georganiseerde misdaad op de samenleving werd het Stroomplan uitgebreid tot het Stroomplan XXL, een bundeling van concrete maatregelen die de aanpak van het fenomeen moeten verbreden over het hele land en verdiepen.

Zo wordt voor eenheid van commando gezorgd in de haven van Antwerpen door het instellen van een **havenprocureur**. Die zorgt voor eengemaakt beleid voor gans het havengebied, zowel linker- en rechteroever. Er werden ook **extra rechters** voorzien om de drugskamer in de rechtbank van Antwerpen te ontdebelen, zodat er sneller recht kon gesproken worden in de grote toevloed aan drugszaken. De wettelijke kaders werden hiervoor aangepast, als onderdeel van de wet "MSS IV".

Het **Havenbeveiligingskorps** werd opgericht en geïntegreerd binnen de Scheepvaartpolitie van Antwerpen. Het nieuw korps moet specifiek mee de drugscriminaliteit in de haven helpen bestrijden en zorgen voor meer boots on the ground en meer gearresteerde uithalers. De 70 vacatures werden in mei 2023 gepubliceerd en de aanwervingen zijn lopende. Tegen mei 2024 moet het korps operationeel zijn. Ook de **FGP wordt versterkt** met meer dan 400 extra krachten (zie 3.7). Samen met de magistratuur en de politie bereiden we een stapsgewijze rationalisering van de 27 afdelingen. Dit heeft ook weerslag op de FGP inzake schaalvergroting, efficiëntie en specialisatie.

De inlichtingendienst **VSSE**, die in volle expansie is (zie 3.6), werd ingeschakeld in de strijd tegen de georganiseerde misdaad op basis van de organieke wet van 30 november 1998. De VSSE zal zich richten op corruptie van ambtenaren, beïnvloeding van beslissingsprocessen door de georganiseerde misdaad en screening van havenpersoneel. De **Wet op Maritieme Beveiliging** trad op 1 januari 2023 in werking. Zo worden de beveiligingsstandaarden voor de havens en schepen verhoogd. Het gebruik van biometrische gegevens voor toegangscontrole werd wettelijk geregeld en

longtemps afin que les enquêteurs puissent les utiliser. Des accords ont également été conclus avec les cinq plus grandes compagnies maritimes sur les **conteneurs et les scellés intelligents**, de sorte que l'on puisse savoir où et quand certains conteneurs ont été ouverts.

D'ici 2024, les ports d'Ostende, de Zeebrugge, de Gand, d'Anvers, de Bruxelles et de Liège seront dotés de lignes téléphoniques d'urgence permettant de signaler tout acte suspect. Ce projet s'appelle **Portwatch**. En ce qui concerne les **points de contact en matière de drogue**, ceux des provinces d'Anvers et du Limbourg ont entre-temps été instaurés dans le Brabant flamand. L'extension nationale d'un tel réseau est en cours de préparation, en collaboration avec le Collège des procureurs généraux et la police. Cela devrait permettre aux services d'intervenir plus rapidement en cas de signes de laboratoires de drogue, de plantations de cannabis, de blanchisseries de cocaïne, de dissimulations et de décharges illégales.

L'**interdiction de port pouvant aller jusqu'à 20 ans**, une nouvelle peine supplémentaire introduite par la loi MSS I, s'est depuis lors bien établie. Ainsi, les condamnés frappés d'une interdiction de port peuvent être arrêtés immédiatement s'ils pénètrent dans la zone portuaire. En effet, l'interdiction de port figure dans le casier judiciaire. Plus de 80 interdictions de port ont été prononcées depuis lors. La **loi relative aux repentis** (voir 3.1) est également en cours d'adaptation afin d'être davantage utilisée. Les **MOTEM** (voir 3.8), les équipes d'enquête mixtes composées d'enquêteurs de la PJF et d'inspecteurs financiers du SPF Finances, doivent contribuer à la rupture du modèle de gain du crime organisé. Des résultats probants ont déjà été obtenus dans plusieurs dossiers. Cette législature s'est fortement concentrée sur le principe du "follow-the-money", qui fait l'objet d'un examen plus approfondi.

Un **Commissariat national drogue** a été créé, dirigé par le commissaire national drogue. Cette personne est chargée de coordonner l'approche intégrée de la lutte contre la criminalité organisée liée à la drogue, de promouvoir la coopération et l'échange d'informations entre tous les partenaires concernés du gouvernement, de la police et de la Justice, et de jouer un rôle consultatif en matière de politique. Le commissaire national aux drogues est également le premier point de contact pour les partenaires internationaux dans la lutte contre la criminalité organisée liée à la drogue. Lors de la confection du budget 2024, des ressources supplémentaires ont été prévues pour la lutte contre la criminalité organisée liée à la drogue. Le Commissariat national aux drogues formulera des propositions pour intensifier cette lutte.

camerabeelden moeten langer bewaard worden zodat de speurders die kunnen aanwenden. Met de vijf grootste rederijen zijn ook afspraken gemaakt rond **slimme containers en slimme zegels**, zodat men kan traceren waar en wanneer bepaalde containers werden geopend.

In 2024 worden in de haven van Oostende, Zeebrugge, Gent, Antwerpen, Brussel en Luik meldpunten gelanceerd, waar men verdachte handelingen kan melden. Dit project heet **Portwatch**. Inzake de **drugsmeldpunten** hebben de meldpunten in de provincies Antwerpen en Limburg intussen navolging gekregen in Vlaams-Brabant. De nationale uitbouw van zo'n netwerk wordt voorbereid, in samenwerking met het College van procureurs-generaal en de politie. Dit moet de diensten sneller laten ingrijpen bij tekenen van drugslabo's, cannabisplantages, cocaïnewasserijen, dekmantels en illegale dumpings.

Het **havenverbod tot maximaal twintig jaar**, een nieuwe bijkomende straf die werd ingevoerd via de wet MSS I, is intussen ingeburgerd geraakt. Zo kunnen veroordeelden met een havenverbod meteen worden gearresteerd indien ze het havenbied betreden. Een havenverbod staat immers op het strafregister. Er zijn intussen meer dan 80 havenverboden uitgesproken. Ook de **spijtoptantenwet** (zie 3.1) wordt aangepast zodat die meer kan worden gebruikt. De **MOTEM** (zie 3.8), de gemengde onderzoeksteams van speurders van de FGP en financiële inspecteurs van de FOD Financiën, moeten het breken van het verdienmodel van de georganiseerde misdaad kracht bijzetten. Dit heeft reeds sterke resultaten opgeleverd in verschillende dossiers. Deze legislatuur is hard ingezet op het principe van follow-the-money en dit wordt verder uitgediept.

Er is een **Nationaal Drugscommissariaat** opgericht, aangestuurd door de Nationale Drugscommissaris. Die staat in voor de coördinatie van de integrale aanpak van de georganiseerde drugscriminaliteit, moet de samenwerking en informatie-uitwisseling tussen alle relevante partners van de overheid, politie en Justitie bevorderen en neemt een beleidsadviserende rol op zich. De Nationale Drugscommissaris is ook het eerste aanspreekpunt voor internationale partners in de strijd tegen de georganiseerde drugscriminaliteit. In de begrotingsopmaak 2024 werden extra middelen voorzien voor de strijd tegen de georganiseerde drugscriminaliteit. Het Nationaal Drugscommissariaat zal voorstellen uitwerken om de strijd te kunnen opdrijven.

Nous apportons également notre soutien à la ministre de l'Intérieur sur le projet de loi relatif à l'**approche administrative** afin que des mesures puissent également être prises au niveau local contre les fausses sociétés et autres excès du crime organisé.

Vu que le crime organisé ne s'arrête pas aux frontières, il est donc nécessaire d'unir nos forces à l'échelle internationale. C'est pourquoi le **traité d'extradition** a été conclu avec les Émirats arabes unis, un paradis populaire pour les criminels de la drogue. Des **accords de coopération** ont également été **signés avec des pays sources** tels que l'Équateur, le Costa Rica et le Panama afin d'intercepter les cargaisons de drogue et les trafiquants à un stade précoce, au départ de ces pays ou avant l'arrivée à Anvers. Un **officier de liaison** de la police fédérale belge est basé à Bogotá, en Colombie.

Notre pays est également pionnier au sein de la **Coalition des pays dans la lutte contre le crime organisé**, qui comprend, outre la Belgique, les Pays-Bas, la France, l'Espagne, l'Allemagne et l'Italie. Les lignes de force sont l'amélioration de la sécurité des installations portuaires, le renforcement de l'échange d'informations, la confiscation des avoirs criminels à l'étranger et l'union des forces. En matière de sécurité et d'échange d'informations, les Pays-Bas et la Belgique veulent rester un terrain d'expérimentation pour l'Europe. Le projet transfrontalier **Fortius** enrichit la lutte accrue contre la criminalité transfrontalière liée à la drogue, souvent organisée à partir des Pays-Bas. Le **traité Benelux** de coopération policière entrera en vigueur en octobre 2023. Nous continuons à soutenir pleinement la plateforme EMPACT d'Europol pour que les enquêtes aient des répercussions à l'étranger et vice-versa.

L'ensemble de ces mesures devrait permettre à notre pays de réduire la violence liée à la drogue et les effets néfastes du crime organisé. Cependant, il serait utopique de prétendre que notre société puisse un jour éradiquer complètement cette criminalité à grande échelle. Ce que nous constatons actuellement, c'est que les centaines d'enquêtes et de condamnations influencent rapidement les relations entre les bases de pouvoir illégales, ce qui crée des frictions dans ce milieu. Aussi importants que soient la sécurité et le maintien des lois, tant qu'il y aura un débouché, nos efforts ne seront qu'un emplâtre sur une jambe de bois. C'est pourquoi l'accent est également mis sur la **demande**.

La lutte contre la consommation problématique de drogues est principalement une tâche du SPF Santé publique, mais la Justice assume également des responsabilités dans ce domaine. Les **chambres réparatrices** (voir 2.7) se développent dans tout le pays et il en existe actuellement 15, auxquelles viendront s'ajouter sept autres

We verlenen verder onze steun aan de minister van Binnenlandse Zaken inzake het wetsontwerp rond **bestuurlijke handhaving**, zodat ook op lokaal vlak maatregelen genomen kunnen worden tegen de dekmantels en andere uitwassen van de georganiseerde criminaliteit.

De georganiseerde misdaad werkt grensoverschrijdend dus moeten de krachten internationaal worden gebundeld. Daarom kwam het **uitleveringsverdrag** met de Verenigde Arabische Emiraten tot stand, een populair vluchtoord voor drugscriminelen. Er werden ook **samenwerkingsakkoorden gesloten met bronlanden** zoals Ecuador, Costa Rica en Panama om ladingen drugs en drugssmokkelaars vroegtijdig te onderscheppen, bij vertrek in die landen of voor aankomst in Antwerpen. In het Colombiaanse Bogotá zit een **verbindingsofficier** van de Belgische federale politie.

Ons land is tevens voortrekker in de **Coalitie van landen in de strijd tegen de georganiseerde misdaad**, die naast België bestaat uit Nederland, Frankrijk, Spanje, Duitsland en Italië. De krachtlijnen zijn een betere beveiliging van de havenfaciliteiten, meer informatie-uitwisseling, inbeslagname van criminele vermogens in het buitenland en het bundelen van krachten. Nederland en België willen op het vlak van veiligheid en informatie-uitwisseling een proeftuin voor Europa blijven. Het grensoverschrijdend project **Fortius** is een verrijking voor de verhoogde strijd tegen grensoverschrijdende drugscriminaliteit die vaak vanuit Nederland wordt georganiseerd. Het **Benelux-Verdrag** inzake politiesamenwerking zal in oktober 2023 in werking treden. We blijven onze volle steun geven aan het EMPACT-platform van Europol om onderzoeken ook in het buitenland weerslag te laten hebben en vice versa.

De hele reeks maatregelen moeten ons land in staat stellen om het drugsgeweld en de ondermijnende impact van de georganiseerde misdaad terug te dringen. Het zou evenwel van enig utopisme getuigen om te stellen dat onze samenleving deze grootschalige criminaliteit ooit volledig kan uitroeien. Wat we momenteel zien is dat door de honderden onderzoeken en veroordelingen de verhoudingen tussen de illegale machtsbasissen snel doen veranderen en dit fricties teweegbrengt in het milieu. Hoe belangrijk veiligheid en handhaving ook zijn, zolang er een afzetmarkt is, blijft het voor een stuk dweilen met de kraan open. Daarom wordt evenzeer gefocust op de **vraagzijde**.

Problematisch druggebruik aanpakken is in eerste instantie een taak van de FOD Volksgezondheid, doch justitie neemt ook hier haar verantwoordelijkheid. De **herstelkamers** (zie 2.7) worden uitgebreid over het hele land en intussen bestaan er 15, volgende jaar komen er nog 7 bij. Herstelkamers starten vanuit de visie dat

l'année prochaine. Les chambres réparatrices partent du principe que les problèmes sous-jacents doivent d'abord être traités avant que la justice ne prononce une sentence. De cette manière, les toxicomanes se retrouvent moins dans un cercle vicieux où ils sont condamnés encore et encore parce qu'ils continuent à commettre des délits à cause de leur dépendance. Le nombre de projets visant à aider les détenus à se débarrasser de leur dépendance a également été augmenté au cours de cette législature (voir 2.5.3). Le jet de drogues et d'autres produits de contrebande est également érigé en infraction pénale (voir 3.1.1).

Le système des **transactions immédiates** (voir 1.1.6) est fréquemment utilisé dans les cas de détention de drogues. Depuis son introduction, 9.307 transactions immédiates ont été infligées en matière de drogues.

En ce qui concerne les règlements à l'amiable classiques, les montants pour la cocaïne ont été portés à un maximum de 1.000 euros pour des quantités de 6 grammes à 10 grammes. Les consommateurs de drogue problématiques sont orientés vers l'assistance aux toxicomanes, grâce aux partenariats de la police et des parquets avec le **secteur des services de prise en charge des toxicomanes**.

3.9. *Follow the money: la lutte contre les délits financiers et fiscaux*

Le crime organisé est un concept large qui ne se limite évidemment pas au seul trafic de drogues. Elle peut prendre toutes sortes de formes dans tous les domaines. Le point commun est toujours la recherche effrénée de l'argent. C'est pourquoi il est important de briser les modèles de revenus, ce en quoi consiste le principe du follow the money. La PJF met davantage l'accent sur la confiscation des avoirs, notamment en recourant massivement aux **équipes de recouvrement des avoirs**, qui collaborent avec les enquêteurs dès le début d'une enquête. Les organisations criminelles sont ainsi littéralement ruinées, ce qui a un impact plus important que la seule condamnation et la saisie de drogues ou d'autres biens.

Le renforcement dans le domaine des **enquêtes d'exécution des peines** au sein du ministère public a également été assuré, avec 6 substituts des procureurs généraux supplémentaires, 12 experts et 6 assistants au sein des parquets généraux. À la mi-2023, la PJF comptait 81 enquêtes d'exécution des peines en cours. Par ailleurs, la loi HRF I a permis au procureur du Roi, aux magistrats de l'application des peines, aux présidents des tribunaux d'entreprise et aux juges de paix d'avoir un accès direct au **Point de contact central des comptes et contrats financiers (PCC)**. Depuis février 2022, ces

eerst onderliggende problematieken moeten worden aangepakt vooraleer Justitie een veroordeling uitspreekt. Zo belanden verslaafden minder in een vicieuze cirkel waarbij ze telkens opnieuw veroordeeld worden omdat ze feiten blijven plegen wegens een verslaving. Ook het aantal projecten om gedetineerden in de gevangenissen af te helpen van een verslaving werd deze legislatuur opgevoerd (zie 2.5.3). Overgooien van drugs en andere smokkelwaar wordt ook strafbaar (zie 3.1.1).

Het systeem van de **onmiddellijke minnelijke schikkingen** (zie 1.1.6) wordt veelvuldig toegepast bij vaststellingen van drugsbezit. Sinds de invoering zijn 9.307 lik-op-stukboetes voor drugs opgelegd.

Wat betreft de klassieke minnelijke schikkingen werden de bedragen voor cocaïne opgetrokken naar maximaal 1.000 euro bij hoeveelheden vanaf 6 gram tot 10 gram. Problematische druggebruikers worden naar de drughulpverlening gestuurd, via de samenwerkingsverbanden van politie en parket met de **drughulpverleningssector**.

3.9. *Follow the money: strijd tegen financiële en fiscale misdrijven*

De georganiseerde misdaad is een breed begrip en het gaat uiteraard om meer dan drugshandel alleen. Het kan allerlei vormen aannemen op allerlei domeinen. De rode draad is telkens ongebreideld geldgewin. Daarom is het belangrijk dat verdienmodellen gebroken worden, het principe van follow the money. De FGP zet meer in op het in beslag nemen van vermogensvoordelen door onder meer de doorgedreven inschakeling van **plukteams**, die van bij het begin van een onderzoek parallel meewerken met de speurders. De criminele organisaties worden zo letterlijk "kaalgeplukt" en dat heeft een grotere impact dan louter veroordelen en in beslag nemen van drugs of andere goederen.

Daarnaast is er ook gezorgd voor versterking op vlak van **strafuitvoeringsonderzoeken** bij het Openbaar Ministerie, met 6 extra substituten procureurs-generaal, 12 deskundigen en 6 assistenten bij de parketten-generaal. Medio 2023 waren er bij de FGP 81 strafuitvoeringsonderzoeken lopende. De wet MSS I heeft het overigens mogelijk gemaakt dat de procureur des Konings, de strafuitvoeringsmagistraten, voorzitters van de ondernemingsrechtbanken en vrederechters rechtstreeks toegang krijgen tot het **CAP (Centraal Aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten)**. Sinds

mêmes acteurs ont également accès au PCC2. Dans le cadre d'enquêtes impliquant des données financières, cet accès est très précieux. Il permet au tribunal d'interroger directement les institutions financières par le biais d'un système fiable pour savoir avec quelles banques une personne physique ou morale a des comptes ou des contrats.

Depuis février 2023, les enquêteurs de la PJF et les inspecteurs fiscaux du SPF Finances collaborent intensivement au sein d'équipes d'enquête multidisciplinaires (**MOTEM**) pour lutter contre la fraude fiscale et financière grave. Le Collège des procureurs généraux a élaboré un accord de coopération dans une circulaire et le cadre réglementaire a été modifié. Vingt-quatre inspecteurs des impôts ont été nommés officiers de police judiciaire. Pour la première fois depuis les années 1980, les enquêteurs et les inspecteurs des impôts peuvent à nouveau mener des enquêtes ensemble. La différence majeure avec la situation des années 1980 est que les équipes d'enquête mixtes sont strictement placées sous la direction du procureur du Roi et sont constituées spécifiquement pour chaque affaire.

Le MOTEM a déjà coopéré dans 13 dossiers depuis février 2023, dont le dossier "Operation Silk Road" mené par le Parquet européen (**EPPO**). Dans ce dossier, une fraude aux accises à grande échelle d'un montant de 310 millions d'euros a été découverte. L'EPPO est compétent pour poursuivre les infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'UE. Nous avons fourni deux juristes de parquet supplémentaires en soutien et souhaitons augmenter le nombre de procureurs délégués de deux à quatre, étant donné le grand nombre de dossiers à traiter en Belgique.

La transposition de la **directive européenne 2019/1153** a permis de faciliter l'obtention d'informations financières auprès d'autres pays européens. Les échanges d'informations avec la Cellule de traitement des informations financières (CTIF) et l'Organe central pour la saisie et la confiscation (OCSC) ont été facilités. L'échange international d'informations a été étendu à toutes les formes de criminalité énumérées dans la liste des infractions graves figurant à l'annexe I du règlement eurosOPOL, telles que le meurtre et les coups et blessures graves, la criminalité liée aux substances nucléaires et radioactives, le racisme et la xénophobie, le trafic illégal d'espèces menacées, le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, ainsi que toutes les formes de fraude financière, fiscale et de blanchiment d'argent, entre autres. La directive sur la fraude autre qu'en espèces a également été transposée.

Dans le domaine de la criminalité purement financière et fiscale, nous sommes souvent confrontés à des

februari 2022 hebben diezelfde actoren ook toegang tot CAP2. In onderzoeken waarbij financiële gegevens een rol spelen, is dit van zeer grote waarde. Op die manier kan het gerecht de financiële instellingen rechtstreeks bevragen via een betrouwbaar systeem om na te gaan bij welke banken een natuurlijke of rechtspersoon rekening of contracten heeft.

Rechercheurs van de FGP en belastinginspecteurs van de FOD Financiën werken sinds februari 2023 intensief samen in de zogenoemde multidisciplinaire onderzoeksteams (**MOTEM**) om ernstige fiscale en financiële fraude te bestrijden. Het College van procureurs-generaal werkte een samenwerkingsakkoord uit in een omzendbrief en het regelgevend kader werd aangepast. Er zijn 24 fiscale inspecteurs benoemd tot officier van de gerechtelijke politie. Voor het eerste sinds de jaren '80 mogen speurders en belastingcontroleurs opnieuw samen onderzoeken voeren. Het grote verschil met de situatie in de jaren '80 is dat de gemengde onderzoeksteams strikt onder leiding staan van de procureur des Konings en telkens specifiek worden samengesteld per casus.

De MOTEM hebben sinds februari 2023 reeds samengewerkt in 13 dossiers, waaronder het dossier Operation Silk Road onder leiding van het Europees Openbaar Ministerie (**EPPO**). Daarin werd grootschalige accijnzenfraude ten belope van 310 miljoen euro ontdekt. Het EPPO is bevoegd om strafbare feiten die de financiële belangen van de EU schaden te vervolgen. We hebben nog twee extra parketjuristen voorzien ter ondersteuning en willen het aantal gedelegeerde procureurs optrekken van 2 naar 4, gezien het groot aantal dossiers die in België moeten behandeld worden.

De omzetting van de **Europese Richtlijn 2019/1153** heeft ervoor gezorgd dat financiële informatie uit andere Europese landen vlotter kan worden bekomen. De informatie-uitwisseling met de Cel voor Financiële Informatieverwerking (CFI) en het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring (COIV) werd vergemakkelijkt. De internationale uitwisseling van informatie werd uitgebreid naar alle criminaliteitsvormen zoals opgenomen in de lijst van ernstige strafbare feiten uit Bijlage I van de EUROPOL-Verordening zoals o.a. moord en zware mishandeling, misdad in verband met nucleaire en radioactieve stoffen, racisme en vreemdelingenhaat, illegale handel in bedreigde diersoorten, genocide, misdaden tegen de menselijkheid en oorlogsmisdaden en ook alle vormen van financiële-, fiscale fraude en witwassen. Ook de richtlijn non-cashfraude werd omgezet.

In het domein van de louter financiële en fiscale criminaliteit worden we vaak geconfronteerd met bijzonder

enquêtes particulièrement complexes en termes de charge de la preuve et de procédures, avec des ramifications dans d'autres pays où l'argent est parqué. Il n'est un secret pour personne que les procédures traînent parfois en longueur et que l'issue est incertaine. Des moyens ont été dégagés pour lutter contre la fraude fiscale au niveau des parquets et des tribunaux de première instance, avec un budget supplémentaire pour recruter cette année 6 substituts fiscaux et 6 experts au niveau des parquets et 6 juges fiscaux, 12 greffiers et 6 assistants au niveau des tribunaux de première instance. La quasi-totalité d'entre eux ont été recrutés.

Les interdictions de gérer ont également été renforcées. En effet, l'absence de base de données centrale et publique rendait difficile la vérification de l'existence ou non d'une interdiction de gérer et donc de la conformité d'une personne. La loi du 4 mai 2023 prévoit donc la création d'un registre central des interdictions de gérer. Ce registre, JustBan (voir 1.2.2), a été lancé en octobre 2023. Tout le monde peut le consulter. Les notaires et les greffiers des tribunaux de l'entreprise sont tenus de consulter le registre pour chaque client qui souhaite créer une nouvelle entreprise ou exercer un mandat d'administrateur. Les contrôles de conformité seront donc beaucoup plus nombreux.

Le projet de loi sur le droit de la procédure pénale II (voir 3.1.2) prévoit également le rétablissement de la procédure en ce qui concerne la **reconnaissance préalable de culpabilité**. De cette manière, les victimes et l'État belge peuvent être sûrs que le dommage sera réparé, il y a moins de risque de bataille procédurale et les tribunaux peuvent travailler plus rapidement. La procédure de **transaction pénale élargie** est également améliorée par ce projet de loi. En outre, il est prévu qu'une interdiction de gérer puisse être exigée et que la mesure soit prononcée en audience publique. Cela donnera au ministère public une meilleure position de négociation et augmentera également la transparence.

La police judiciaire fédérale coopère également avec les autorités locales et les zones de police afin de détecter plus rapidement les fausses sociétés. Il s'agit d'échanger des listes d'entreprises nouvellement créées ou de nouvelles activités afin de procéder à des vérifications rapides. Cela s'apparente à un contrôle de domicile pour les personnes physiques et constitue un outil utile pour détecter le blanchiment d'argent. À Bruxelles, cela fait partie du projet BELFI et en Flandre occidentale, par exemple, cela s'appelle PRO WVL. Des projets multidisciplinaires similaires sont en cours dans les autres arrondissements judiciaires pour lutter contre le blanchiment d'argent des organisations criminelles et la fraude économique, fiscale et sociale. Pour la Justice et la police, l'engagement continu des différents partenaires

complexe onderzoeken op het vlak van bewijslast en procedures, met vertakkingen naar andere landen waar het geld wordt geparkeerd. Het is geen geheim dat procedures soms lang aanslepen en er onzekerheid heerst over de uitkomst. Er werden middelen vrijgemaakt voor de aanpak van fiscale fraude bij de parketten en de rechtbanken van eerste aanleg, met extra budget voor de aanwerving van 6 fiscale substituten en 6 deskundigen dit jaar bij de parketten en 6 fiscale rechters, 12 griffiers en 6 assistenten bij de rechtbanken eerste aanleg. Deze zijn nagenoeg allen aangeworven.

Er werd ook verstrengd op vlak van **bestuursverboden**. Door het ontbreken van een centrale en openbare databank viel het immers moeilijk te controleren of iemand al dan niet een bestuursverbod opliep en dus naleeft. De wet 4 mei 2023 voorziet daarom de oprichting van een centraal register van bestuursverboden. Het register, JustBan (zie 1.2.2) werd in oktober 2023 gelanceerd. Iedereen kan deze raadplegen. Notarissen en de griffiers van de ondernemingsrechtbanken zijn verplicht om het register te consulteren bij elke cliënt die een nieuwe zaak wil starten of een bestuursfunctie wil bekleden. Zo komt er veel meer controle op de naleving.

Het wetsontwerp Strafprocesrecht II (zie 3.1.2) voorziet bovendien een herstelling van de procedure rond de **voorafgaande erkenning van schuld**. Hierbij hebben de slachtoffers en de Belgische staat immers zekerheid dat de schade vergoed wordt, is er minder kans op een procedureslag en kunnen de rechtbanken sneller werken. De procedure van de **verruimde minnelijke schikking** wordt eveneens via dat wetsontwerp verbeterd. Bovendien is voorzien dat een bestuursverbod kan worden geëist en de regeling in openbare zitting moet worden uitgesproken. Zo krijgt het Openbaar Ministerie een betere onderhandelingspositie en wordt ook de transparantie verhoogd.

De Federale Gerechtelijke Politie ook in op samenwerking met lokale besturen en politiezones om dekmantels sneller te detecteren. Hierbij worden lijsten uitgewisseld van nieuw opgerichte ondernemingen of nieuwe activiteiten om snelle screenings te kunnen uitvoeren. Dit is vergelijkbaar met een domiciliecontrole voor natuurlijke personen en een nuttig instrument om witwaspraktijken aan het licht te brengen. In Brussel is dit een onderdeel van het BELFI-project en bijvoorbeeld in West-Vlaanderen heet het PRO WVL. In de andere gerechtelijke arrondissementen lopen gelijkaardige multidisciplinaire projecten in de strijd tegen witwas door criminele organisaties en economische, fiscale en sociale fraude. Voor justitie en politie is het blijvend engagement van de diverse partners zoals de FOD Financiën, FOD Sociale Zekerheid,

tels que le SPF Finances, le SPF Sécurité sociale, le SPF Économie et d'autres est crucial pour éliminer ces types d'organisations criminelles et malhonnêtes de notre économie.

3.10. La lutte contre le phishing

Le *phishing*, ou l'hameçonnage, est l'une des formes de criminalité qui a connu la plus forte croissance ces dernières années. Chaque jour, de nouveaux citoyens et de nouvelles entreprises sont victimes de cette forme d'escroquerie où les criminels arnaquent les gens et pillent leur(s) compte(s) bancaire(s) en un rien de temps. Outre la composante criminelle, il est au moins aussi important d'agir rapidement pour limiter les dégâts.

En collaboration avec le ministre des Finances et en concertation avec Febelfin, un projet de loi a été élaboré qui prévoit la mise en place d'un **système d'alerte en cas d'incident**. Il s'agit d'une plate-forme d'alerte sur laquelle les banques échangent entre elles des informations sur les transactions frauduleuses, les comptes bancaires suspects, les escroqueries et les fraudes au crédit. Si un rapport apparaît sur la plateforme, les banques peuvent intervenir immédiatement, prévenir de nouveaux incidents et rejeter à l'avenir les transactions douteuses ou les clients suspects. Le projet de loi définit strictement toutes les modalités de stockage et d'accès aux données, conformément aux lois sur la protection de la vie privée. Le 23 juillet 2023, le Conseil des ministres a approuvé le projet de loi. Après avoir reçu l'avis du Conseil d'État, il sera déposé au Parlement.

La Direction de l'information policière et des moyens ICT (DRI) de la police fédérale a développé un **outil intégré** pour partager des données sur le *phishing* plus rapidement au sein de la police et avec le parquet, le SPF Économie et le secteur bancaire. Cet outil vise à éviter les doubles enquêtes, à unir les forces et à travailler plus efficacement. En effet, il arrive souvent qu'un groupe d'auteurs fasse de nombreuses victimes dans tout le pays. Différentes zones de police et différents services de la police fédérale travaillent donc sur des dossiers qui sont en fait liés au même groupe d'auteurs. L'outil doit permettre une mise en commun automatique des informations. L'outil a été achevé en 2023 et la mise en service a commencé.

La COL 07/2022, une circulaire conjointe du ministre de la Justice, de la ministre de l'Intérieur et du Collège des procureurs généraux sur l'hameçonnage, a été diffusée en 2023. La circulaire vise à garantir une approche rationalisée et plus efficace de l'hameçonnage. Elle prévoit notamment l'application à l'échelle nationale des **mandats uniques**. Cela permet aux forces de police de suivre les flux d'argent plus rapidement après un

FOD Économie et d'autres crucial pour éliminer ces types de criminelles et malhonnêtes organisations de notre économie.

3.10. De strijd tegen phishing

Een van de snelst groeiende vormen van criminaliteit van de voorbije jaren is phishing. Elke dag worden nieuwe burgers en bedrijven het slachtoffer van deze vorm van oplichting waarbij criminelen mensen oplichten en vervolgens in een mum van tijd de bankrekening(en) plunderen. Snel handelen om de schade te beperken is naast het strafrechtelijke luik minstens even cruciaal.

Samen met de minister van Financiën en in overleg met Febelfin werd aan een wetsontwerp gewerkt dat voorziet in de oprichting van een **incidentenwaarschuwingssysteem**. Dat is een platform voor waarschuwingen waarop banken onderling informatie over frauduleuze transacties, verdachte bankrekeningen, oplichters en kredietfraude met elkaar uitwisselen. Indien er een melding op het platform verschijnt, kunnen banken meteen ingrijpen, nieuwe incidenten voorkomen en in de toekomst dubieuze transacties of verdachte klanten weigeren. Het wetsontwerp legt alle modaliteiten rond gegevensopslag en de toegang strikt vast in overeenstemming met de privacywetgeving. De Ministerraad van 23 juli 2023 keurde het wetsontwerp goed. Na het ontvangen van het advies van de Raad van State wordt het ingediend in het parlement.

De Directie van de politieke informatie en de ICT-middelen (DRI) van de federale politie heeft een **geïntegreerde tool** ontwikkeld om de gegevens rond phishing sneller te kunnen delen binnen de politie en met het parket, de FOD Économie en de banksector. De tool heeft tot doel om dubbel onderzoek te vermijden, krachten te bundelen en efficiënter tewerk te gaan. Vaak maakt een dadergroep namelijk talloze slachtoffers over het hele land. Verschillende politiezones en afdelingen van de federale politie zijn zo op dossiers aan het werken die eigenlijk gelinkt zijn aan dezelfde dadergroep. De tool moet ervoor zorgen dat de informatie automatisch gebundeld wordt. Deze tool is in 2023 opgeleverd en de gebruikersnaam is van start gegaan.

De COL 07/2022, een gemeenschappelijke omzendbrief van de minister van Justitie, de minister van Binnenlandse Zaken en het college van Procureurs-generaal inzake phishing, werd in 2023 verspreid. De omzendbrief moet zorgen voor een gestroomlijnde en efficiëntere aanpak van phishing. Dit gaat onder andere om een nationale toepassing van **doorloopvorderingen**. Dit laat politiediensten toe om geldstromen sneller op te volgen na

signalement d'hameçonnage. Il n'est pas nécessaire de demander à chaque fois un nouveau mandat d'enquête si les sommes détournées ont déjà été transférées sur un nouveau compte. Une seule réquisition permet d'effectuer les actes d'enquête nécessaires pour toutes les banques et tous les comptes bancaires.

Depuis 2021, un budget structurel supplémentaire de 1,46 million d'euros a été prévu pour 7 magistrats et 26 collaborateurs du parquet formés à la cybercriminalité. Parmi ceux-ci, 7 magistrats et 22 accompagnateurs sont déjà entrés en fonction. Du personnel supplémentaire est également recruté au sein de la PJF pour lutter contre la cybercriminalité et des efforts sont faits pour améliorer l'accueil des informaticiens au sein de la PJF grâce à la formation d'inspecteur principal spécialisé (voir 3.7).

3.11. *La lutte contre la violence sexuelle*

Le nouveau **droit pénal sexuel** est en vigueur depuis le 1^{er} juin 2022. Toutes les dispositions ont été adaptées aux normes contemporaines. La notion de consentement est centrale. La peine pour viol, entre autres, a été aggravée. Les définitions ont été réécrites de manière claire et sans ambiguïté, de sorte qu'il n'y a pas de place pour l'interprétation. En outre, certains nouveaux phénomènes tels que le "spiking", qui consiste à ajouter secrètement des substances désinhibitrices dans la boisson d'une personne, ont été inclus en tant qu'infraction aggravée.

En collaboration avec le secrétaire d'État à l'Égalité des genres et les collègues de la Santé publique et de l'Intérieur, nous avons poursuivi le développement du réseau des **centres de prise en charge des violences sexuelles** (CPVS) au cours de cette législature. Il s'agit de nouveaux centres situés sur les sites des hôpitaux où les victimes reçoivent une aide médicale et psychologique, peuvent faire des prélèvements de traces comme éléments de preuve et peuvent immédiatement déposer plainte auprès d'un inspecteur des mœurs. Cette approche multidisciplinaire garantit un taux de signalement plus élevé, une meilleure charge de la preuve, moins de classements sans suite et plus de condamnations des auteurs d'infractions. En février 2023, le centre de prise en charge du Limbourg ouvre ses portes et en avril 2023, c'était au tour du centre de prise en charge de Namur. Le nombre de centre de prise en charge s'élève donc à neuf, après Bruxelles, la Flandre orientale, Liège, Anvers, Charleroi, la Flandre occidentale et Louvain. Le centre de prise en charge de Luxembourg ouvrira ses portes en novembre 2023. Entre-temps, des moyens supplémentaires ont été prévus pour la création de trois autres centres de prise en charge.

een aangifte van phishing. Er hoeft niet telkens een nieuw onderzoeksmandaat te worden gevraagd indien ontvreemde bedragen al doorgesluisd zijn naar een nieuwe rekening. Met één vordering kan men de nodige onderzoeksdaaden stellen ten aanzien van alle verschillende banken en bankrekeningen.

Sinds 2021 werd structureel 1,46 miljoen euro extra budget voorzien voor 7 magistraten en 26 ondersteunende krachten bij het Openbaar Ministerie die opgeleid zijn in de materie van cybercriminaliteit. Daarvan zijn al 7 magistraten en 22 ondersteunende krachten aan de slag. Ook bij de FGP worden extra krachten aangeworven ter bestrijding van internetcriminaliteit en wordt ingezet op een betere instroom van IT-specialisten voor de FGP via de opleiding tot hoofdinspecteur met bijzondere specialisatie (zie 3.7).

3.11. *De strijd tegen seksueel geweld*

Het nieuw **seksueel strafrecht** is sinds 1 juni 2022 van kracht. Alle bepalingen werden aangepast aan de hedendaagse normen. Het concept toestemming staat centraal. De strafmaat van onder meer verkrachting werd verzwaard. De definities zijn helder en duidelijk herschreven zodat er geen ruimte is voor interpretatie. Daarnaast zijn bepaalde nieuwe fenomenen zoals spiking, het toevoegen van weerloosmakende stoffen in iemands drankje, opgenomen als verzwaard misdrijf.

Samen met de Staatssecretaris voor Gendergelijkheid en de collega's van Volksgezondheid en Binnenlandse Zaken werd het netwerk aan **Zorgcentra na Seksueel Geweld** (ZSG) deze legislatuur verder uitgebouwd. Dat zijn nieuwe centra op ziekenhuiscampussen waar slachtoffers medische en psychologische hulp krijgen, sporen kunnen laten afnemen in het kader van de bewijsvoering en meteen aangifte kunnen doen bij een zedeninspecteur. Deze multidisciplinaire aanpak zorgt voor een hogere aangiftegraad, betere bewijslast, minder seponeringen en meer veroordelingen van daders. In februari 2023 opende het Limburgse ZSG zijn deuren en in april 2023 was het ZSG van Namen aan de beurt. Hiermee staat de teller op 9, na Brussel, Oost-Vlaanderen, Luik, Antwerpen, Charleroi, West-Vlaanderen en Leuven. Het ZSG in Luxemburg gaat in november 2023 van start. Ondertussen zijn er nog middelen extra voorzien om nog drie extra zorgcentra op te richten.

Dans le cadre de la confection du budget 2024, il a été décidé de créer trois CPVS supplémentaires, en plus des 10 déjà en place. Nous travaillons également à l'ancrage légal de ces centres de prise en charge en collaboration avec l'Égalité des chances, l'Intérieur et la Santé publique. De nombreuses campagnes d'information et de sensibilisation ont également été menées pour mieux faire connaître les centres de prise en charge à l'ensemble de la population afin que les victimes puissent les contacter plus rapidement.

L'approche du **Code 37** est en cours d'intégration dans les centres de prise en charge, à l'instar du projet développé par le parquet d'Anvers. Cette méthode de travail médico-légale, similaire à la recherche de traces dans une affaire de meurtre, a permis une meilleure récolte de preuves, ce qui a entraîné une réduction du nombre de classements sans suite et une augmentation du nombre de condamnations. Le projet a été soutenu et approfondi en vue d'une mise en œuvre nationale, en priorité auprès des parquets des arrondissements où il existe déjà un centre de prise en charge. Outre Anvers, Malines, Turnhout, Bruxelles, Mons et Tournai, Genk, Hasselt, Asse, la Flandre orientale, la Flandre occidentale, le Luxembourg et le Hainaut y participent désormais. Des discussions sont en cours avec les autres parquets. Cette approche devrait permettre d'augmenter le nombre de condamnations et d'identifications des auteurs.

Les parquets sont assistés par un conseiller forensique de l'**Institut national de criminalistique et de criminologie (INCC)**. En 2023, un budget supplémentaire a été prévu pour l'INCC, pour l'équipement scientifique et le recrutement de trois experts médico-légaux supplémentaires. L'INCC publiera également des lignes directrices pour les tests toxicologiques dans les affaires de mœurs, y compris pour le spiking. Cela inclut l'analyse des cheveux de la victime.

La **banque de données ViCLAS**, développée par la Direction centrale de la police technique et scientifique (DJT) contient des informations sur les traces, les indices et les modes opératoires dans les affaires de mœurs. Cela permet de mener des enquêtes méthodiques et systématiques sur les délinquants sexuels. Des efforts ont été déployés pour sensibiliser la police intégrée à la nécessité de transférer à tout moment les PV à la gestion de la base de données afin que les données puissent être traitées. Des échanges de données ont déjà eu lieu avec des partenaires aux Pays-Bas, en France, en Allemagne et au Royaume-Uni.

Nous nous attaquons également à la **violence sexuelle en ligne**. Deux modifications de loi, incluses dans HRF IV, ont été approuvées par le Parlement et sont entrées en vigueur à l'été 2023.

In het kader van de begrotingsopmaak 2024 werd beslist om drie extra zorgcentra na seksueel geweld op te richten, naast de 10 reeds bestaande. We werken tevens aan de wettelijke verankering van de Zorgcentra, samen met Gelijke Kansen, Binnenlandse Zaken en Volksgezondheid. Er zijn ook heel wat informatie- en sensibiliseringscampagnes gevoerd om de Zorgcentra bekender te maken bij de brede bevolking zodat slachtoffers sneller de weg vinden.

In Zorgcentra wordt de aanpak **Code 37** geïntegreerd, naar het voorbeeld dat ontwikkeld werd door het parket van Antwerpen. Deze forensische manier van werken, vergelijkbaar met sporenonderzoek in een moorddossier, resulteerde in een betere bewijsgaring met als gevolg een vermindering van het aantal seponeringen en een stijging van het aantal veroordelingen. Het project werd ondersteund en verder uitgediept met het oog op een nationale invoering, prioritair bij de parketten in de arrondissementen waar zich al een zorgcentrum bevindt. Naast Antwerpen, Mechelen, Turnhout, Brussel, Bergen en Doornik nemen intussen ook Genk, Hasselt, Asse, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen, Luxemburg en Henegouwen deel. Met de andere parketten zijn de besprekingen lopende. Deze aanpak moet het aantal veroordelingen doen stijgen en meer daders helpen identificeren.

De parketten worden bijgestaan door een forensisch adviseur van het **Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie (NICC)**. In 2023 werd bijkomend budget voorzien voor het NICC, voor wetenschappelijke apparatuur en de aanwerving van drie extra forensische experten. Het NICC zal ook richtlijnen uitzetten voor toxicologisch onderzoek bij zedendossiers, onder andere inzake spiking. Dit heeft onder andere betrekking op haaranalyses bij het slachtoffer.

De **ViCLAS-databank**, ontwikkeld door de Centrale Directie van de Technische en Wetenschappelijke Politie (DJT), bevat informatie over sporen, aanwijzingen en modi operandi in zedenzaken. Zo kan op methodische en systematische manier onderzoek worden gevoerd naar zedendelinquenten. Er is ingezet op sensibilisering binnen de geïntegreerde politie om de processen-verbaal te allen tijde over te maken aan het beheer van de databank zodat de gegevens kunnen worden verwerkt. Er zijn reeds uitwisselingen van data geweest met de partners in Nederland, Frankrijk, Duitsland en het Verenigd Koninkrijk.

We pakken ook **online seksueel geweld** aan. Twee wetswijzigingen, opgenomen in de MSS IV, zijn goedgekeurd door het parlement en in de zomer van 2023 in werking getreden.

De ce fait, la liste des écoutes a été élargie. Il s'agit de la liste des infractions pour lesquelles des méthodes particulières de recherches peuvent être utilisées, telles que les écoutes téléphoniques, l'interception de communications, l'infiltration de groupes de chat ou la demande de coopération de la part d'opérateurs de télécommunications ou de sociétés Internet. Les infractions de voyeurisme et de diffusion non consentie d'images à caractère sexuel ont été ajoutés. Ces dispositions ont fait l'objet d'une étroite collaboration avec le secrétaire d'État à l'Égalité des genres.

Il est également prévu d'améliorer les procédures en référé dans les cas où la victime souhaite que les images à caractère sexuel diffusées sans son consentement soient retirées. Ainsi, le juge des référés devrait veiller à ce que les informations permettant le retrait ou l'inaccessibilité des images, telles que l'URL ou le **code de hachage**, soient incluses dans l'ordonnance de retrait. En effet, la pratique a montré que l'ordre était parfois trop imprécis et qu'il n'était donc pas toujours facile pour les fournisseurs de services en ligne de savoir exactement de quelles images il s'agit. Une autre formation sur les violences sexuelles en ligne sera ajoutée au catalogue de formation des magistrats à l'automne 2023.

Nous mettons à jour les accords de coopération flamands, wallons et bruxellois sur le traitement et l'accompagnement des auteurs d'abus sexuels. La rédaction est en phase finale. Le projet de loi sur le nouveau Code pénal prévoit un nouveau type de peine pour les auteurs dont la **responsabilité est atténuée** mais qui ne répondent pas aux critères d'internement: le traitement obligatoire en privation de liberté. Ce traitement doit être effectué en dehors de la prison, mais dans un établissement médico-légal fermé.

3.12. La lutte contre la violence intrafamiliale

Quelque 20.000 cas de harcèlement sont signalés à la police chaque année, dont 62 % sont des faits commis par des ex-partenaires. Dans 81 % des cas de harcèlement par un ex-partenaire, des violences physiques sont commises. Dans environ 110 cas par an, il s'agit même de situations de vie ou de mort.

À la suite du succès du projet pilote de la zone de police de Gand, il a été décidé, en collaboration avec l'Intérieur et l'Égalité des chances, d'étendre progressivement dans l'ensemble de notre pays l'**alarme mobile contre le harcèlement**, un bouton physique connecté par smartphone. Elle offre aux victimes de harcèlement une grande valeur ajoutée en termes de sécurité et de prévention dans des situations qui mettent leur vie en danger. Grâce à l'alarme mobile contre le harcèlement, la police est déjà intervenue une quarantaine de fois dans

De taplijst is hierdoor uitgebreid. Dit is de lijst met misdrijven waarbij kan worden overgaan tot bijzondere opsporingsmethoden zoals telefoontaps, het onderschepen van communicatie, het infiltreren in chatgroepen of het vorderen van medewerking van telecomoperatoren of internetbedrijven. De misdrijven voyeurisme en niet-consensuele verspreiding van seksueel getinte beelden zijn hieraan toegevoegd. Voor deze bepalingen is nauw samengewerkt met de staatssecretaris voor Gendergelijkheid.

Er wordt eveneens gezorgd voor verbetering aan de rechtspleging in kort geding indien een slachtoffer niet-consensueel verspreide beelden van seksueel getinte inhoud wil laten verwijderen. Zo moet de kortgedingrechter ervoor zorgen dat informatie die het mogelijk maakt de beelden te verwijderen of ontoegankelijk te maken, zoals de URL of **hashcode**, opgenomen wordt in het bevel. De praktijk wees immers uit dat de beschikking soms te weinig concreet was en het zo voor online dienstverleners niet altijd eenvoudig was om te weten om welk beelden het precies gaat. In de loop van het najaar 2023 wordt aan de opleidingscatalogus voor magistraten nog een opleiding rond digitaal seksueel geweld toegevoegd.

We actualiseren de Vlaamse, Waalse en Brusselse samenwerkingsakkoorden inzake de behandeling en begeleiding van daders van seksueel misbruik. Het opmaken van de teksten zit in een eindfase. In het wetsontwerp over het nieuw Strafwetboek is een nieuw soort straf opgenomen voor daders die een **verminderde toerekeningsvatbaarheid** hebben maar niet onder interneringscriteria vallen: de verplichte behandeling onder vrijheidsberoving. Dit moet worden uitgevoerd buiten de gevangenis, maar in een gesloten forensische instelling.

3.12. De strijd tegen intrafamiliaal geweld

Jaarlijks worden zo'n 20.000 gevallen van stalking gemeld bij de politie, waarvan zo'n 62 % gepleegd door ex-partners. Bij 81 % van de gevallen van stalking door een ex-partner, wordt fysiek geweld gepleegd. In ongeveer 110 gevallen per jaar gaat het zelfs om levensbedreigende situaties.

Na het succesvolle proefproject van PZ Gent werd samen met Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen beslist om het **mobiel stalkingalarm**, een fysieke knop verbonden met de smartphone, gefaseerd overal in het land beschikbaar te maken. Het biedt slachtoffers van stalking een grote meerwaarde op het vlak van veiligheid en preventie in levensbedreigende situaties. Dankzij het mobiel stalkingalarm is reeds zo'n 40 keer tussengekomen door de politie bij gevallen van stalking die dreigden te ontaarden. Het mobiel stalkingalarm

des cas de harcèlement qui menaçaient de dégénérer. L'alarme mobile contre le harcèlement a été introduite en 2022 en Flandre orientale et en Flandre occidentale. Bruxelles, le Limbourg, Anvers, Liège, Louvain et Halle-Vilvorde l'ont instaurée en 2023. Dans chaque cas, des cours de formation des formateurs ont été dispensés afin que les inspecteurs de toutes les zones de police puissent former leur personnel en interne pour qu'il apprenne à travailler avec les alarmes mobiles contre le harcèlement. Les centrales d'urgence sont également formées à ce sujet. Dans le courant de l'année prochaine, Eupen, Namur, Charleroi, Mons, le Brabant wallon et le Luxembourg sont encore prévus.

De plus, l'élaboration d'un **outil d'évaluation des risques** se poursuit afin que les magistrats disposent de meilleurs outils lorsqu'ils prennent des décisions concernant la sécurité des victimes (voir 2.4). La plate-forme I+Belgium, la base de données des libérés conditionnels, sera remplacée par **JustSignal** (voir 1.2.2) et reliée aux autres bases de données policières et judiciaires. Cela comprendra également les interdictions de lieu et de résidence.

Le nouveau Code pénal introduit plusieurs **aggravations de peine** pour les violences intrafamiliales (voir 3.1.1). Le **meurtre intrafamilial**, qu'il soit prémédité ou non, sera assimilé au meurtre. Ainsi, la pire forme de violence entre partenaires sera explicitement incluse dans le Code pénal, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Certaines autres infractions seront également aggravées si elles sont commises dans un contexte intrafamilial.

En collaboration avec l'Égalité des chances et l'Intérieur, la **loi sur la prévention et la lutte contre les féminicides et les homicides fondés sur le genre** (la loi Stop Féminicide) a été approuvée par le Parlement fédéral en juin 2023. Nous poursuivons la mise en œuvre de cette loi.

Enfin, nous aidons les communautés à développer, entre autres, les Family Justice Centers (FJC).

3.13. Les infractions environnementales

Le fait de causer intentionnellement des dommages environnementaux à grande échelle et permanents devient une infraction pénale en ce qui concerne les compétences fédérales en matière d'environnement, y compris la mer du Nord et les radiations ionisantes. Le nouveau **crime d'écocide** a été prévu dans le projet de nouveau Code pénal (voir 3.1.1). Ce faisant, nous montrons la voie à suivre en tant que pays européen

verd in 2022 ingevoerd in Oost-Vlaanderen en West-Vlaanderen. Brussel, Limburg, Antwerpen, Luik, Leuven en Halle-Vilvoorde voltrok zich in 2023. Daarbij werden telkens train-the-traineropleidingen gegeven zodat de inspecteurs van alle politiezones hun mensen intern kunnen opleiden om te leren werken met de mobiele stalkingalarmen. Ook de noodcentrales worden telkens opgeleid. Komend werkjaar staan nog Eupen, Namen, Charleroi, Bergen, Waals-Brabant en Luxemburg op de planning.

Er wordt verder gebouwd aan een **risicotaxatie-instrument** zodat magistraten betere instrumenten hebben bij het nemen van beslissingen rond de veiligheid van de slachtoffers (zie 2.4). Het platform I+Belgium, de databank met voorwaardelijk vrijgelaten personen, wordt vervangen door **JustSignal** (zie 1.2.2) en gekoppeld aan de andere politionele en justitiële databanken. Hier worden ook plaats- en huisverboden in opgenomen.

In het nieuwe Strafwetboek worden verschillende **strafverzwaringen** ingevoerd voor intrafamiliaal geweld (zie 3.1.1). **Intrafamiliale doodslag** zal, ongeacht of er sprake is van voorbedachtheid, worden gelijkgesteld met moord. Op deze manier wordt deze ergste vorm van partnergeweld expliciet opgenomen in het Strafwetboek, wat vandaag niet het geval is. Ook voor bepaalde andere misdrijven volgt strafverzwaring indien gepleegd in een intrafamiliale context.

In samenwerking met Gelijke Kansen en Binnenlandse Zaken, werd de **wet ter preventie en bestrijding van feminicide en gendergerelateerde doding** (wet Stop Feminicide) in juni 2023 goedgekeurd door het federaal parlement. We werken aan de verdere uitvoering hiervan.

Tot slot ondersteunen we de gemeenschappen bij de verdere uitbouw van onder andere de Family Justice Centers.

3.13. Milieumisdrijven

Het opzettelijk veroorzaken van grootschalige en blijvende milieuschade wordt strafbaar voor wat betreft de federale milieubevoegdheden waaronder de Noordzee en ioniserende straling. Het nieuwe misdrijf **ecocide** is voorzien in het ontwerp van het nieuw Strafwetboek (zie 3.1.1). We lopen daarbij als land voorop in Europa om het aanbrengen van ernstige schade aan het milieu streng te bestraffen. De straf is bepaald op niveau 6, namelijk

pour punir sévèrement le fait d'infliger des dommages graves à l'environnement. La peine est fixée au niveau 6, à savoir 15 à 20 ans d'emprisonnement et des amendes pouvant aller jusqu'à 1,6 million d'euros en plus du bénéfice tiré de l'infraction.

La possibilité de nommer un **magistrat spécialisé en droit de l'environnement** au sein des tribunaux et des parquets a été insérée dans le projet de loi HRF III, qui a été soumis au Parlement. La spécialisation en droit de l'environnement sera ainsi intégrée dans le code judiciaire et devrait permettre de recruter davantage de profils sur base de leur expertise en droit de l'environnement. À terme, cela devrait avoir un impact positif sur le flux d'affaires, le nombre de poursuites et le nombre de condamnations pour des infractions environnementales. Cela devrait également permettre de recruter davantage de candidats spécialisés dans le droit de l'environnement.

Le réseau d'expertise des magistrats de l'environnement se réunit également deux fois par an avec des représentants de la police afin de mieux définir les limites de l'application de la législation environnementale et de normaliser l'approche. Par l'intermédiaire de l'Institut de formation judiciaire, une **formation** a été dispensée à un public mixte de magistrats et d'experts externes de la police et des administrations de l'environnement au cours de l'année écoulée. À la police, une formation a été organisée en interne sur le transport des déchets et son contrôle. La Direction centrale de la lutte contre la criminalité grave et organisée (DJSOC) investira dans le guide d'intervention sur le terrain de la police numérique et dans la législation relative à la protection de l'environnement et à son application. Enfin, un éco-formulaire numérique et uniforme sera introduit en 2024 afin que l'enregistrement des fraudes dans le cadre du transport de déchets soit plus uniforme.

3.14. La sécurité routière

L'objectif européen "Vision zéro" de zéro mort sur les routes d'ici à 2050 a été approuvé dans l'accord de gouvernement. La vitesse, l'alcool et les drogues sont les principaux facteurs de mortalité.

En 2022, les **marges de tolérance et les quotas** des radars-tronçons sur les autoroutes ont été systématiquement supprimés. Depuis septembre 2022, tous les radars-tronçons sur les autoroutes du pays fonctionnent de manière uniforme: 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et uniquement avec une marge d'erreur technique. Cette mesure semble avoir un effet. La vitesse moyenne sur les autoroutes équipées de radars-tronçons a baissé de 10 kilomètres par heure dans les projets pilotes précédents. En ce qui concerne la suppression des quotas et des

15 tot 20 jaar celstraf en geldboetes tot 1,6 miljoen euro boven op het voordeel behaald uit het misdrijf.

De mogelijkheid om binnen de rechtbanken en parketten een **gespecialiseerde milieumagistraat** te benoemen, werd ingevoegd in het wetsontwerp MSS III, dat in het parlement wordt behandeld. De specialisatie milieurecht wordt zo geïntegreerd in het Gerechtelijk Wetboek en moet zorgen voor meer profielen die op basis van hun expertise in milieuwetgeving worden gerekruteerd. Dit moet op termijn een positieve impact hebben op de doorstroming van dossiers, het aantal vervolgingen en het aantal veroordelingen voor milieubinbreuken. Ook moet dit voor meer kandidaten zorgen die zich specifiek specialiseren in milieurecht.

Het expertisenetwerk van milieumagistraten komt ook halfjaarlijks samen met vertegenwoordigers van de politie om de lijnen rond milieuhandhaving verder uit te zetten en de aanpak te uniformiseren. Via het Instituut voor Gerechtelijke Opleiding werd het voorbije werkjaar **opleiding** gegeven aan een gemengd publiek van magistraten en externen van de politie en de milieu-administraties. Bij de politie zijn interne opleidingen georganiseerd rond afvaltransport en de controle erop. De Centrale directie van de bestrijding van de zware en georganiseerde criminaliteit (DJSOC) zal investeren in de Digitale Politie Terrein Interventiegids en rond milieubeschermingswetgeving en leefmilieuhandhaving. Tot slot wordt een digitaal en uniform eco-formulier ingevoerd in 2024 zodat de registratie van fraude bij afvaltransporten meer uniform verloopt.

3.14. Verkeersveiligheid

De Europese doelstelling *vision zero* van nul verkeersdoden tegen 2050 werd onderschreven in het regeerakkoord. Snelheid, alcohol en drugs zijn de grootste killers.

In 2022 zijn de **tolerantiemarges en quota** bij trajectcontroles op de autosnelwegen stelselmatig afgeschaft. Alle trajectcontroles op snelwegen overal in het land werken sinds september 2022 uniform: 24 op 7 en enkel nog volgens de technische foutenmarge. Dit blijkt effect te hebben. De gemiddelde snelheid op de snelweg, waar zich trajectcontroles bevinden, daalde bij voorafgaande pilootprojecten met 10 kilometer per uur. Voor de afschaffing van de quota en tolerantiemarges bij de mobiele camera's op snelwegen wordt in het najaar

marges de tolérances pour les caméras mobiles sur les autoroutes, un projet pilote sera lancé à l'automne 2023 avec les parquets du Brabant wallon, du Limbourg, de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale et de Halle-Vilvorde. Des projets pilotes sont également en cours en Wallonie et à Bruxelles concernant la suppression des marges de tolérance et des quotas sur les routes régionales. En Flandre, cette tolérance zéro est déjà appliquée. Sur la base des données obtenues dans le cadre des projets pilotes, un plan d'introduction progressive sera élaboré, en tenant compte des capacités des centres de traitement concernés.

Le **parquet de la sécurité routière** est pleinement opérationnel et traite les amendes routières de manière uniforme et efficace. Depuis sa création, il traite 6.000 contestations par mois. La charge de travail des parquets de police en matière de transaction pour infractions au code de la route a été entièrement transférée au parquet de la sécurité routière. Cela permet aux parquets de police de se concentrer sur le traitement des infractions routières plus graves. Les processus de travail au sein du parquet de la sécurité routière font l'objet d'un suivi et d'une amélioration continus.

Depuis février 2023, les parquets de police et le parquet de la sécurité routière peuvent transmettre numériquement un **ordre de paiement** au SPF Finances. Cela élimine la nécessité d'une convocation au tribunal et permet au SPF Finances d'entamer un recouvrement forcé par le biais des impôts, d'une saisie sur salaire ou d'un huissier de justice. Il s'agit d'un outil efficace pour lutter contre les mauvais payeurs. Aujourd'hui, plus de 96 % des amendes de circulation sont payées, ce qui représente une augmentation de plusieurs points de pourcentage par rapport à la législature précédente. L'impunité est ainsi davantage réduite. Par ailleurs, le principe de l'ordre de paiement est également introduit pour les transactions correctionnelles. Le Parlement a approuvé cette mesure dans le cadre du projet de loi HRF IV.

L'approche de la conduite sous influence a été renforcée depuis le 1^{er} juin 2023. Le **taux d'alcoolémie** qui entraîne le retrait immédiat du permis de conduire a été abaissé de 1,5 promille à 1,2 promille. En effet, le risque d'accident de la route est plus de 20 fois plus élevé à 1,5 promille. Pour cette modification, le Collège des procureurs généraux a adapté trois circulaires (COL 8/2006, 9/2006 et 10/2006). Un autre changement est que les parquets ne peuvent imposer des transactions que pour des taux d'alcool inférieurs à 1,2. Les taux d'alcool supérieurs entraînent automatiquement une citation à comparaître devant le tribunal de police.

van 2023 een pilootproject opgestart met de parketten van Waals-Brabant, Limburg, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen en Halle-Vilvorde. Er lopen ook proefprojecten in Wallonië en Brussel omtrent het afschaffen van de tolerantie marges en quota op regionale wegen. In Vlaanderen wordt deze nultolerantie reeds gevolgd. Op basis van de bekomen data uit de pilootprojecten wordt een gefaseerd invoerplan uitgewerkt, rekening houdend met de capaciteiten van de betrokken verwerkingscentra.

Het **Parket voor de Verkeersveiligheid** is volledig operationeel en handelt de verkeersboetes uniform en efficiënt af. Sinds de oprichting verwerkt het maandelijks 6.000 betwistingen. De werklust voor de politieparketten inzake minnelijke schikkingen voor verkeersovertredingen is volledig overgeheveld naar het Parket voor de Verkeersveiligheid. Zo kunnen de politieparketten zich focussen op de afhandeling van zwaardere verkeersovertredingen. De werkprocessen binnen het Parket voor de Verkeersveiligheid worden continue gemonitord en verbeterd.

De politieparketten en het Parket voor de Verkeersveiligheid kunnen sinds februari 2023 een **bevel tot betalen** op digitale manier overmaken aan de FOD Financiën. Zo is een dagvaarding voor de rechtbank niet meer nodig en kan de FOD Financiën de invordering gedwongen opstarten via de belastingen, loonbeslag of een deurwaarder. Het blijkt een efficiënt middel om wanbetalers tegen te gaan. Op vandaag wordt meer dan 96 % van de verkeersboetes betaald, een stijging met enkele procentpunten ten opzichte van de vorige legislatuur. Zo wordt de straffeloosheid verder teruggedrongen. Het principe van bevel tot betalen wordt overigens ook ingevoerd voor correctionele minnelijke schikkingen. Het parlement keurde dit goed als onderdeel van het wetsontwerp "MSS IV".

Rijden onder invloed wordt sinds 1 juni 2023 nog strenger aangepakt. De **alcohollimiet** voor de onmiddellijke intrekking van een rijbewijs werd verlaagd van 1,5 promille naar 1,2 promille. Het risico op een verkeersongeval is namelijk meer dan twintig keer zo groot bij 1,5 promille. Voor deze wijziging paste het College van procureurs-generaal drie omzendbrieven (COL 8/2006, 9/2006 en 10/2006) aan. Een andere wijziging is dat de parketten enkel nog minnelijke schikkingen kunnen opleggen voor promillages onder de 1,2. Bij hogere promillages volgt automatisch een dagvaarding voor de politierechtbank. Tot slot zullen we het kwartier wachttijd

Enfin, la période d'attente de 15 minutes lors d'un test d'alcoolémie sera supprimée par une modification de l'arrêté royal du 21 avril 2017.

Pour lutter contre les drogues sur la route, le nombre de tests salivaires mis annuellement à la disposition de la police est porté à 100.000 à partir de 2023. Ce nombre annuel doit permettre de couvrir les contrôles, les accidents de la route avec dommages corporels et les accidents de la route avec dommages matériels dont le conducteur présente des signes évidents de conduite en état d'ivresse. En comparaison, il y avait 36.000 tests salivaires en 2018 et 54.000 en 2021.

4. Objectifs de développement durable

En menant les réformes susmentionnées, nous contribuons aux **objectifs de développement durable** (ODD) fixés par les Nations Unies en 2015.

Les mesures comme, entre autres, l'élargissement de l'aide juridique de deuxième ligne (voir 2.1), l'adaptation des seuils de saisie, la réforme du recouvrement judiciaire, la réforme du règlement collectif des dettes, les plans de paiement (voir 2.2) et la réforme des règles relatives à l'administration (voir 1.1.7) s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de l'**ODD 1**: "Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde" et de l'**ODD 10**: "Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre".

Les mesures visant à protéger les enfants telles que le projet Arachnid, l'aggravation des peines en cas de violence intrafamiliale en présence de mineurs, le droit de l'enfant d'être entendu, la législation visant à préserver les liens personnels entre frères et sœurs (2.3), la lutte contre les violences sexuelles (numériques) (voir 3.11), les chambres réparatrices dans les tribunaux (voir 2.6), la lutte contre la dépendance au jeu en limitant la publicité pour les jeux de hasard, l'application plus large de la liste EPIS, l'introduction d'une limite de jeu et l'interdiction des librairies fictives (voir 2.7), une approche humaine envers les détenus (2.5) et les internés (voir 2.6), les nombreux projets d'action sociale dans les prisons financés par Cellmade et les programmes d'aide aux toxicomanes (voir 2.5.2), l'introduction des accompagnateurs de détention (voir 2.5.2), l'introduction de JustCare (voir 1.2.3), la construction de centres de psychiatrie légale (voir 1.1.3), l'amélioration de la législation sur les admissions forcées (voir 1.1.7), l'installation de DEA dans les palais de justice (voir 1.1.3), la réforme des règles relatives à l'administration (voir 1.1.7) et à JustProtect (voir 1.2.3), le recrutement de tuteurs supplémentaires pour les mineurs étrangers non accompagnés (voir 2.8) et la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic

bij een alcoholcontrole afschaffen door een aanpassing van het koninklijk besluit van 21 april 2017.

Om drugs in het verkeer te bestrijden, is het aantal speekseltesten dat de politie jaarlijks ter beschikking krijgt vanaf 2023 opgetrokken tot 100.000. Met dit jaarlijks aantal moeten de controles, verkeersongevallen met lichamelijke schade en verkeersongevallen met materiële schade waarbij de bestuurder duidelijk tekenen van rijden onder invloed vertoont, kunnen worden gedekt. Ter vergelijking: in 2018 ging het om 36.000 en in 2021 om 54.000 speekseltesten.

4. Sustainable Development Goals

Met de voorgenoemde hervormingen dragen we bij aan de **Sustainable Development Goals** (SDG's) zoals door de Verenigde Naties in 2015 vastgelegd.

Onder meer de uitbreiding van de juridische tweede-lijnsbijstand (zie 2.1), aanpassingen aan de inbeslagnemingsdrempels, de hervormingen van de gerechtelijke schuldinvoering, de hervorming van de collectieve schuldenregeling, de afbetalingsplannen (zie 2.2) en de hervorming van de regels rond bewindvoering (zie 1.1.7) kaderen in de uitvoering van **SDG 1**: "Beëindig armoede overal en in al haar vormen" en **SDG 10**: "Dring ongelijkheid in en tussen landen terug".

De maatregelen ter bescherming van kinderen zoals het project Arachnid, de strafverzwaring bij intrafamiliaal geweld in het bijzijn van minderjarigen, het recht van het kind om gehoord te worden, de wetgeving om de persoonlijke banden tussen broers en zussen te vrijwaren (2.3), de strijd tegen (digitaal) seksueel geweld (zie 3.11), de herstelkamers in de rechtbanken (zie 2.6), de strijd tegen gokverslaving door gokreclame aan banden te leggen, het breder toepassen van de EPIS-lijst, het invoeren van een speellimiet en het verbieden van schijn-dagbladhandels (zie 2.7), een menselijke aanpak op vlak van gedetineerden (2.5) en geïnterneerden (zie 2.6), de vele welzijnsprojecten in de gevangnissen gefinancierd via Cellmade en de drugsbegeleidingsprogramma's (zie 2.5.2), de invoering van detentiebegeleiders (zie 2.5.2), de invoering van JustCare (zie 1.2.3), de bouw van forensisch psychiatrische centra (zie 1.1.3), de verbetering van de wetgeving rond gedwongen opnames (zie 1.1.7), het plaatsen van AED-toestellen in gerechtsgebouwen (zie 1.1.3), de hervorming van de regels rond bewindvoering (zie 1.1.7) en JustProtect (zie 1.2.3), het voorzien van extra voogden voor niet begeleide minderjarige vreemdelingen (zie 2.8) en de strijd tegen mensenhandel en mensensmokkel (zie 3.4) kaderen in de uitvoering van

d'êtres humains (voir 3.4) font partie de la mise en œuvre de l'**ODD 3**: "Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge".

Les formations proposées dans les maisons de détention, les maisons de transition et les prisons (voir 2.5), la plateforme numérique JustFromCell qui permettra aux personnes de suivre une formation (voir 1.2.3) et les formations pour le personnel pénitentiaire, le personnel judiciaire, les magistrats et les agents de police permettent de mettre en œuvre l'**ODD 4**: "Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie".

La loi transgenre (voir 1.1.7), la mise en place d'un outil d'évaluation des risques (voir 2.4), l'extension de la liste des motifs de discrimination (voir 2.10), le nouveau droit pénal sexuel, les centres de prise en charge des violences sexuelles (voir 3.11), l'approche de la violence intrafamiliale, y compris loi sur la prévention et la lutte contre les féminicides et les homicides fondés sur le genre, l'alarme mobile contre le harcèlement (voir 3.12), l'aggravation des peines pour violence intrafamiliale (voir 3.1.1) et le guide d'auto-assistance pour les personnes transgenres en prison (voir 2.5.2) font partie de la mise en œuvre de l'**ODD 5**: "Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et toutes les filles".

Les mesures d'appui pour le personnel pénitentiaire telles que les projets de déconnexion mentale, le soutien psychologique en cas d'expériences traumatisantes, les cours de gestion des conflits et des agressions, les nouveaux uniformes, ainsi que les chèques-repas pour le personnel des tribunaux, le statut social des magistrats, le projet de greffier du futur, les nombreux recrutements (voir 1.1.1), le nouveau matériel informatique pour la Justice (voir 1.2), la modernisation du statut de diverses professions telles que les avocats, les huissiers de justice, les juristes d'entreprise et les notaires (voir 1.1.2) et la protection des entreprises en difficulté (voir 2.8) contribuent à la mise en œuvre de l'**ODD 8**: "Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous".

La rénovation des prisons et des palais de justice, la construction de nouvelles prisons, l'introduction des maisons de détention, les projets visant à rendre les bâtiments plus efficaces sur le plan énergétique (voir 1.1.3), la numérisation de la Justice (voir 1.2) et les projets d'innovation au sein de la PJF (voir 3.7), la lutte contre le crime organisé (voir 3.8) ainsi que la promotion de la sécurité routière (voir 3.14) s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de l'**ODD 9**: "Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui

SDG 3: "Verzekeren een goede gezondheid en promoot welzijn voor alle leeftijden".

De opleidingen aangeboden in detentiehuizen, transitiehuizen en gevangenenissen (zie 2.5), het digitaal platform JustFromCell waarmee men opleiding zal kunnen volgen (zie 1.2.3) en de opleidingen voor het gevangenispersoneel, gerechtspersoneel, magistraten en politiemensen kaderen in de uitvoering van **SDG 4**: "Verzekeren gelijke toegang tot kwaliteitsvol onderwijs en bevorder levenslang leren voor iedereen".

De transgenderwet (zie 1.1.7), een risicotaxatie-instrument (zie 2.4), de uitbreiding van de lijst met discriminatiegronden (zie 2.10), het nieuw seksueel strafrecht, de Zorgcentra na Seksueel Geweld (zie 3.11), de aanpak van intrafamiliaal geweld met onder meer de wet ter preventie en bestrijding van feminicide en gendergerelateerde doding, het mobiel stalkingalarm (zie 3.12), de strafverzwaring bij intrafamiliaal geweld (zie 3.1.1) en de zelfhulp gids voor transgenders in de gevangenenissen (zie 2.5.2) kaderen in de uitvoering van **SDG 5**: "Bereik gendergelijkheid en empowerment voor alle vrouwen en meisjes".

De maatregelen ter ondersteuning van het gevangenispersoneel zoals de projecten mentale loskoppeling, psychologische ondersteuning bij traumatische ervaringen, de cursussen conflict- en agressiebeheersing, de nieuwe uniformen, alsook de maaltijdcheques voor het gerechtspersoneel, het sociaal statuut voor magistraten, het project griffier van de toekomst, de vele aanwervingen (zie 1.1.1), nieuw ICT-materiaal voor Justitie (zie 1.2), de modernisering van het statuut van verschillende beroepsgroepen zoals de advocatuur, gerechtsdeurwaarders, bedrijfsjuristen en het notariaat (zie 1.1.2) en het beschermen van bedrijven in moeilijkheden (zie 2.8) kaderen in de uitvoering van **SDG 8**: 'Bevorder aanhoudende, inclusieve en duurzame economische groei, volledige en productieve tewerkstelling en waardig werk voor iedereen.'

De renovaties van de gevangenenissen en gerechtsgebouwen, de bouw van nieuwe gevangenenissen, de invoering van detentiehuizen, de projecten om de gebouwen energiezuiniger te maken (zie 1.1.3), de digitalisering van Justitie (zie 1.2) en de innovatieprojecten binnen de FGP (zie 3.7), de strijd tegen de georganiseerde misdaad (zie 3.8), het bevorderen van de verkeersveiligheid (zie 3.14) kaderen in de uitvoering van **SDG 9**: 'Bouw veerkrachtige infrastructuur, bevorder inclusieve en duurzame industrialisering en stimuleer innovatie' en

profite à tous et encourager l'innovation" et de l'**ODD 11**: "Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables".

L'incrimination de l'écocide, les magistrats spécialisés en matière d'environnement et la formation des magistrats dans le domaine de l'environnement (voir 3.11) font partie de la mise en œuvre de l'**ODD 14**: "Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable" et de l'**ODD 15**: "Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité".

Les nombreuses applications de Just-on-web qui améliorent l'accessibilité à la Justice, telles que JustConsult (voir 1.2), l'élargissement de l'aide juridique de deuxième ligne, le projet Casa Legal, l'accueil commun dans les tribunaux, le projet "*Klare Taal*" et les PC Kiosk (voir 2.1), la formation des magistrats dans le cadre du plan d'action fédéral de lutte contre le racisme, l'amélioration de l'enregistrement des délits de haine et des discours haineux (voir 2.10), la délivrance de certificats de naissance aux métis (voir 1.1.7) et la reconnaissance du bouddhisme (voir 2.9) contribuent à la mise en œuvre de l'**ODD 16**: "Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous".

Les nombreuses applications de Just-on-web qui améliorent l'accessibilité à la Justice, telles que JustConsult (voir 1.2), l'élargissement de l'aide juridique de deuxième ligne, le projet Casa Legal, l'accueil commun dans les tribunaux, le projet "*Klare Taal*" et les PC Kiosk (voir 2.1), la formation des magistrats dans le cadre du plan d'action fédéral de lutte contre le racisme, l'amélioration de l'enregistrement des délits de haine et des discours haineux (voir 2.10), la délivrance de certificats de naissance aux métis (voir 1.1.7) et la reconnaissance du bouddhisme (voir 2.9) contribuent à la mise en œuvre de l'**ODD 16**: "Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous".

Le ministre de la Justice,

Paul Van Tigchelt

SDG 11: 'Maak steden en menselijke nederzettingen inclusief, veilig, veerkrachtig en duurzaam'.

De strafbaarstelling ecocide, de gespecialiseerde milieumagistraten en milieuopleiding voor magistraten (zie 3.11) kaderen in de uitvoering van **SDG 14**: 'Behoud en maak duurzaam gebruik van oceanen, zeeën en mariene hulpbronnen' en '**SDG 15**: 'Bescherm, herstel en bevorder het duurzaam gebruik van ecosystemen op het vasteland, beheer bossen duurzaam, bestrijd woestijnvorming, stop landdegradatie en draai het terug en roep het verlies aan biodiversiteit een halt toe'.

De vele applicaties op Just-on-web die de toegankelijkheid tot Justitie verhogen zoals JustConsult (zie 1.2), de uitbreiding van de juridische tweedelijnsbijstand, het project Casa Legal, het gemeenschappelijk onthaal in de rechtbanken, het project Klare Taal en de kioskpc's (zie 2.1), de opleiding voor magistraten in het kader van het Federaal Actieplan Racismebestrijding, een betere registratie van haatmisdrijven en haatspraak (zie 2.10), het verstrekken van geboortakten voor metissen (zie 1.1.7) en de erkenning van het Boeddhisme (zie 2.9) kaderen in de uitvoering van **SDG 16**: 'Bevorder vreedzame en inclusieve samenlevingen met het oog op duurzame ontwikkeling, verzeker toegang tot justitie voor iedereen en bouw op alle niveaus doeltreffende, verantwoordelijke en toegankelijke instellingen uit'.

De vele applicaties op Just-on-web die de toegankelijkheid tot Justitie verhogen zoals JustConsult (zie 1.2), de uitbreiding van de juridische tweedelijnsbijstand, het project Casa Legal, het gemeenschappelijk onthaal in de rechtbanken, het project Klare Taal en de kioskpc's (zie 2.1), de opleiding voor magistraten in het kader van het Federaal Actieplan Racismebestrijding, een betere registratie van haatmisdrijven en haatspraak (zie 2.10), het verstrekken van geboortakten voor metissen (zie 1.1.7) en de erkenning van het Boeddhisme (zie 2.9) kaderen in de uitvoering van **SDG 16**: 'Bevorder vreedzame en inclusieve samenlevingen met het oog op duurzame ontwikkeling, verzeker toegang tot justitie voor iedereen en bouw op alle niveaus doeltreffende, verantwoordelijke en toegankelijke instellingen uit'.

De minister van Justitie,

Paul Van Tigchelt